INTERNATIONAL TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES INTERNATIONALES

- Communication culturelle au sein des OING
- Geographical distribution of meetings

The review of international associations and meetings

1984 - N° 3

La revue des associations et des réunions internationales

Revue bimestrielle – Juillet-Août

ASSOCIATIONS INTERNATIONALES TRANSNATIONALES

INTERNATIONAL TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS

36th year **Revue bimestrielle - 1984** **36 ° année**

This publication, produced by the UAI, appears with six issues per year.

The purpose of the studies, surveys and information included in this periodical concerning the international and transnational networks of nongovernmental organizations is to promote understanding of the associative phenomenon in a human society which continues to grow and evolve heedless of the implications.

The programme of the review, in accordance with the principles of the UAI, is intended to clarify general awareness concerning the associative phenomenon within the framework of internatioal relations and, in particular, to inform associations about aspects of the problems which they tend to share or which are of common interest to them.

The columns of this review are open both to officers of associations, researchers and specialists of associative questions. (The articles do not of course necessarily reflect the point of view of the publisher.

Cette publication, éditée par l'UAI, se présente à ses lecteurs sous la forme d'une revue de période bimestrielle.

Son objet associatif d'études, d'enquêtes, d'informations, au service des réseaux internationaux et transnationaux d'organisations non gouvernementales, s'attache aux idées et aux faits d'un phénomène de société humaine en expansion continue et en évolution hâtée.

Son programme, conforme aux principes et aux méthodes de l'UAI, vise, en général, à éclairer les connaissances du grand public sur la vie associative dans la perspective des relations internationales et, en particulier, à informer les associations des divers aspects de leurs problèmes propres et d'intérêt commun.

Les colonnes de la revue sont ouvertes à la fois aux responsables d'associations, chercheurs, spécialistes des matières associatives, dont les articles n'expriment pas nécessairement le point de vue de l'éditeur.

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS
EXECUTIVE COUNCIL COMITE DE DIRECTION
Président Président :
F.A. CASADIO. Directeur. Societa Italiana per la Organizzazione Internazionale (Italie).
Vice-Présidents : Vice-Présidents :
Mohamed AU RIFAAT (A.R.E.)
Former Secretary- General of the Afro-Asian Orga nisation for Economic Cooperation.
S.K SAXENA (India)
Former Director of the International Cooperative Alhance
l'URSS.
Trésorier Général : Treasurer Général :
Paul E HIERNAUX (Belgique)
President honoraire de la Coference Permanente Communauté Economique Européenne.
Andrew E. RICE (U.S.A.)
Secrétaire Général : Secretary-General :
Robert FENAUX (Belgique)
Ambassadeur honoraire.
ternational d'Etudes Sociales. Secretaire general
Oe l'association mondiale de Prospective Sociale.

Membres : Members :
F.W.G. BAKER (U.K.)
Scientific Unions
LUIS G. de SEVILLA (Mexique)
Président Doyen de l'Académie mexicaine de Droit
Johan GALTUNG (Norvége)
Professor of Keace Research
University of Oslo
Nikola A. KOVALSKY (URSS)
Directeur adjoint de l'Institut du Mouvement Ouvner International de l'Académie des Sciences de
Marcel MERLE (France)
Professeur a l'Université de Paris I.
Jef Rens (Belgique)
Président hre du Conseil National du Travail.
Formée Executive Secretary of the Society for International Development
Albert TEVOEDJRE Benin Directeur. Institut In-

UNION DES ASSOCATIONS INTERNATIONALES
REPRESENTATIONS PERMANENTES DE L'UAI
UAI REPRESENTATIVES
Organisation Des Nations-Unies :
New- York : Andrew RICE
Genève : Cyril RITCHIE
UNESCO : Vladimir HERCIK
Paris : Maryvonne STEPHAN

ASSOCIATIONS
INTERNATIONAL
INTERNATIONALES TRANSNATIONAL
TRANSNATIONALES

ASSOCIATIONS

1984 - N° 3
Mai-Juin
May-June
Redaction/Editorial
Robert FENAUX
Georges Patrick SPEECKAERT
Geneviève DEVILLE
Anthony J.N. JUDGE
Ghislaine de CONINCK
Published by/Publié par :
Union of International Associations - UAI (founded 1910)
Issn-0020-6059
Editorial and Administration :
Rue Washington 40. 1050 Brussels (Belgium) Tel (02l 640 1 8 08 - 640 41 09
Tx 65080 INAC B
Editeur responsable: R. Fenaux,
Rue Washington 40. 1O50 Bruxelles (Belgique)
Tel. (02)640 1808 -64041 09
Publicité/ Advertising : Union of International Associations, Rue Washington 40. 1050 Brussels. Belgium. Tel. (02)6401808 - 64041 09. Tx 65080 INAC B.
OU/OR
France: Roger Ranson, délègue-Directeur 6e publicité. 18 avenue du 19 janvier, 92380 Garches. Tel. 741 81 80.
U.K. : Maureen Wingham Media Representations Ltd. 2 High Gate Av. London NGS Rx. Tel. 3489111
Subscription rate: BF 1.100, or équivalent per year (6 issues) + postage BF 150.
Abonnement: FB 1.100 ou equivalent, par an (6 numéros) + Frais de port FB 150.
(Method of payment:
Mode de paiement à utiliser :
Bruxelles: Compte-Chèque postal n° 000-0034699-70 ou Compte n° 210-0451651 -71 a la Société Générale de Banque, 48 rue de Namur. 1000 Bruxelles.
London: Account n° 04552334. National Westminster Bank Ltd., 1 Princes street.
Genève : Compte courant n° 472.043.30 Q a l'Union des Banques Suisses.
Paris : par virement compte n° 5451 50-42 au Crédit du Nord, Boulevard Haussmann. 6-8. Pans 75009.
Copyright© 1984 by Union of International Associations All rights reserved. No part of this work may be reproduced or copied in any form or by any means - graphic, electronic, or mechanical, including photocopying. recording, taping, or information and retrieval systems - without written permission of the Secretary General. Union of International Associations.

SOMMAIRE CONTENTS

Editorial
par R. Fenaux
International Scientific Cooperation : some experiences
by F.W.G. Baker 112

114

Colloque UAI Colloquium, Bruxelles 1984 119
- La communication culturelle au sein des OINGs
par V. Hercik

- Inter-parliamentary Union 130
Population and Development in Africa
- Le travailleur africain et la crise économique mondiale.
La déclaration de Dakar
- Les soins de santé primaires et la participation 134
renforcée des ONG

137

- Les ONG au service de l'Unicef en Afrique 139
- La participation des ONG au service du
développement social 140

The Geographical Distribution of Meetings 142
Throughout the World
by G.C. Fighiera

News on associative affairs 160
Echos de la vie associative

Introduction au Colloque
UAI Bruxelles 1984

Editorial

LES RESEAUX ASSOCIATIFS AU SÉRVICE DU DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Problèmes d'identité, de participation et de communication

L'avant-programrne de notre prochain Colloque associatif voué à l'Afrique annonçait, en introduction à ses matières, l'étude-pilote de M. Vladimir Hercik réalisée avec l'appui de l'Unesco sur «La communication interculturelle au sein des organisations internationales non gouvernementales ».
Cette étude, autorisée par la qualité de sa documentation et les avis d'un choix judicieux de réseaux associatifs, englobe le Tiers Monde en Général dans sa communauté de besoins et de revendications, du fait aussi des conditions de la participation des organisations non gouvernementales nationales (ONGs) ou internationales (OINGs) au développement des pays démunis. Mais l'Afrique y occupe une large place par la nature de ses problèmes. On en jugera à la lecture du rapport Hercik que nous versons ci-après aux dossiers du Colloque.

Dès l'abord de son étude, V. Hercik note ce fait important, à l'actif des associations internationales, qu'au cours des dernières années » les OINGs ont déployé des efforts considérables pour s'associer des groupes établis dans des pays en développement. Dans de nombreux cas. elles ont aidé à la formation ou à la consolidation de ces groupes et leur ont apporte une assistance financière et technique. De leur côté, ces associations affirment leur identité culturelle et renforcent progressivement leur participation aux activités des organisations internationales ».
Par cette approche de la communication, l'auteur s'attache aux problèmes préalables de l'identité et de la participation, en consacrant un des deux chapitres de son étude aux - conditions des associations nationales qui influent sur leurs rapports avec les OINGs ».
Cela donne un tableau assez saisissant de la spécificité des valeurs africaines perçues tout a la fois dans leurs sources locales, communautaires, leurs traditions contrariées par le pouvoir colonial, leur adaptation a là modernité, avec des références instructives aux problèmes de langage, aux solidarités régionales et internationales, aux attitudes à l'égard des OING, à la capacité d'influence sur leur action et finalement le bon signe des tendances à l'universalité.

En lisant attentivement le rapport Hercik dans la diversité de ses aperçus, on s'avisera qu'il est de bonne base pour l'entièreté des débats du Colloque par les réactions qu'il suscitera.
Exemple *d'identité:* «Les travaux de la *Société africaine de culture* ont mis en relief les différences entre la mentalité de l'homme africain et la psychologie des Européens; du côté africain, la pensée synthétique plutôt discursive; la solidarité collective remportant sur l'individualisme; la vie religieuse et les activités esthétiques liées à la vie du peuple; l'humanisme opposé au matérialisme; un fort attachement à la famille •>.
Exemple *d'adaptation :* « Les participants à la réunion internationale organisée à Dakar en 1970 par la Ligue internationale de l'Enseignement, de l'Education et de la Culture reconnaissent l'existence d'un conflit entre les forces immobilisatrices de la tradition et les forces de l'avenir » et « préconisent l'intégration rapide dans la modernité d'un passé revalorisé ». Même plus énergiquement des associations féminines s'insurgent contre les usages discriminatoires à l'égard des femmes ! »
Exemple de *participation* des ONG africaines aux OINGs: « Il convient de relever l'augmentation du nombre des associations des pays en développement »... L'Alliance coopérative internationale, dont le profil géographique était traditionnellement occidental, note que le nombre de ses associations membres dans les pays en développement a dépassé en 1971 celui d'associations des pays industrialisés ».
Exemple de *communication* par le langage : « En communiquant avec les associations des pays en développement par le truchement de leurs « langues de travail » - qui sont la plupart du temps l'anglais et le français - les OINGs n'ont pas entièrement pris conscience de la multiplicité des langues dont se servent souvent les populations d'un même pays. Même si elles sont utilisées par des groupes relativement peu importants et ne possèdent pas l'expression écrite, ces langues sont vecteurs d'une culture qui est le partrimoine du groupe. Faute de pouvoir s'exprimer dans une langue de grande diffusion, ce patrimoine risque de rester hors des chemins d'une communication interculturelle ».

Le souci d'aller ou de retourner aux racines africaines, au substrat original et spontané du fait associatif, pour remplir les conditions de la participation des ONG au développement, apparaît déjà à travers toute la documentation préparatoire au Colloque.
Ainsi a-t-on pu lire dans le rapport de M. Francis Blanchard, Directeur général du BIT, introduisant la sixième Conférence régionale africaine de cette Organisation internationale a Tunis l'an dernier : « Depuis quelques années, de nombreux pays africains s'intéressent au principe de participation... Beaucoup de projets nationaux de développement rural cherchent à stimuler la participation populaire en ranimant les groupements traditionnels d'autosuffisance et en promouvant des institutions modernes à caractère coopératif ou syndical ».

Nos lecteurs trouveront ici, a propos, quelques mots d'information sur l'organisation des débats du Colloque en quatre séances plènieres, introduites par les *conclusions* des rapporteurs.
Au premier secteur de l'identité apparaitront successivement : les premiers traits d'une enquête aux sources engageant à des travaux ultérieurs de plus longue main; la récente démarche africaine des droits de l'homme et des peuples; le témoignage de l'action féminine et familiale, des aspirations de la jeunesse et des collectivités locales.

Le deuxième secteur évoquera la partici-Dation associative aux œuvres du développement économique et social, singulièrement le développement rural et le rôle des coopératives.

Le troisième secteur Ira itéra de la communication largement entendue et du développement culturel et éducatif, y compris les problèmes de langage.

Enfin, en quatrième et dernière séance, un débat d'idées sera consacré aux conditions et perspectives d'un nouvel ordre mondial, qui sera présidé et introduit par la voie africaine de M. Mohammed Bedjaoui, Juge à la Cour de Justice de La Haye, auteur de « Pour un nouvel ordre économique international ».

Le vœu des organisateurs du Colloque est que cette rencontre de portée internationale et transnationale, visant à promouvoir la participation des ONG au développement de l'Afrique, soit en définitive bien plus qu'un instant d'information et de réflexion régionales : l'occasion d'un message de solidarité humaine, transmis et compris d'un continent à l'autre, pour accréditer la Cité associative auprès des Etats, en considération de son rôle essentiel dans la société de demain.

Robert Fenaux.

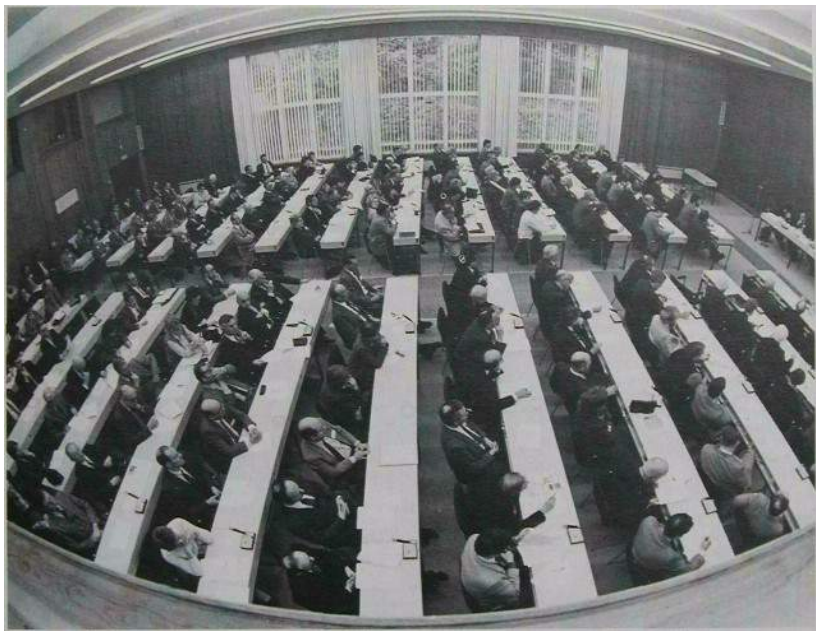
LIAI Bruxelles
22-23 octobre 1984

UIA Brussels
22-23 October 1984

AT THE INTERNATIONAL ASSOCIATION CENTRE

« The Identity of Associations and the Participation of INGOs in Africa in the context of a New World Order »

FIRST RESEARCH AND DISCUSSION COLLOQUIUM
under the honorary presidency of Mr Leopold Sedar Senghor
with the support of the United Nations



A LA MAISON DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

« L'identité associative en Afrique et la participation des ONG au développement en vue d'un nouvel ordre mondial »

PREMIER COLLOQUE D'ETUDES ET DE DEBATS
sous la présidence d'honneur de M. Leopold Sedar Senghor
avec l'appui des Nations-Unies

INTERNATIONAL SCIENTIFIC COOPERATION : SOME EXPERIENCES

by F.W.G. **Baker***

The First Steps

The earliest examples of cooperation between governments began as a result of conflicts rather than a desire to improve culture or commerce. That between scientists, however, came as a result of a need to study natural phenomena on a global scale. One of the first was the organization of the observation of the parallaxes of the Moon, Mars and Venus made at Berlin, Bologna, the Cape of Good Hope, Greenwich, Paris and Stockholm in 1751. Thirty years later a meteorological network was initiated by J.J. Hemmen of the Palatinate Academy at Mannheim. A network was established that extended from Gotthaab in Greenland to Pyshminsh in Russian (1).

Observations were made three times daily at a maximum number of 39 stations. The observations were published in standard form in Ephemerides Societatis Meteorological Palatinae. The Academy ceased to function as a result of the occupation of Mannheim during the Revolutionary War but many of the stations continued their observations. The instructions of the Academy for the observations and publication of the results had an important influence on the first decisions of the International Meteorological Organization (IMO) (the immediate predecessor of the World Meteorological Organization - WMO| when it was created in 1973.

The German astronomer, F.W. Bessel, in 1824 submitted to a number of observatories in different parts of the world a plan fora general survey and chart of the heavens. The plan was quickly adopted. Although the original intention was to complete it by 1828 it was not finished until 1858, A more recent international initiative for a photographic « Carte du Ciel », lauched in Paris in 1894 did not terminate until 1969.

The first truly global programme that brought together a mixture of scientists was lauched at a meeting in Brussels in 1853 proposed by a North American, M.F. Maury. who suggested a programme of meteorological observations made voluntarily aboard ships of opportunity. As an inducement to stimulate the collection and transmission to him of these observations Maury offered in exchange copies of his Wind and Current Charts, which helped the captains of sailing vessels make their voyages more rapidly because the publication improved their knowledge of winds and currents and helped them to gain several days on a long voyage.

The first mixture of non-governmental and governmental cooperation in science came in 1882-82 when the First International Polar Year (IPY) was lauched at the initiative of a lieutenant in the Austro-Hungarian navy, Karl Weyprecht. A network of fourteen circumpolar stations was set up to make simultaneous observations over a period of 13 months in a wide range of disciplines, including geophysics and biology. The Year was organized by an International Polar Commission established by the IMO. The Austro-Hungarian expedition was largely financed by Count Wilc2ek, organized by the Royal Academy of Science in Vienna and transported to the island Jan Mayen in a boat of the Austro-Hungarian navy. The Swedish expedition was organized by the Academy of Sciences in Stockholm, transported in a vessel of the Swedish navy and partly financed by sales of brandy- the major part of the expenses were paid by a distiller called Smith.

At about the same time te International Geodetic Association, at its meeting in Rome in 1883, recommended that the Greenwich meridian be adopted as the fundamental basis for longitudes of the Earth's surface. In 1884 the President of the U.S.A. convened in Washington a conference at which representatives of 27 countries adopted the recommendation.

It was also in the latter part of the 19th century that a number of international congresses in scientific subjects, such as anthropology, geology, physiology, etc. began. There were, however, only ad hoc bodies which had the responsibility for organizing the next congress, and it was not until the first International Scientific Unions were formed in 1919 that continuous activities commenced.

The creation of such cooperation really began to flower in the period beginning with the 1920s as more and more intergovernmental and non-governmental organizations were created. Within the framework of the International Research Council (IRC) (ICSU's immediate predecessor, which was in operation until 1931 (2)) cooperation with an international governmental organization began with the International Meteorological Organization in the 1920s. This was followed by cooperation with the International Organization for Intellectual Cooperation of the League of Nations in 1936 as the result of the creation by ICSU in 1934 of a Committee on Science and Social Relations to survey : the most important results obtained and the directions of progress in science with reference to their interconnections; the development of the scientific picture of the world in general; and the practical application of scientific results in the life of the community. Some indications of the complexities and continuing interest in these subjects can be judged from the fact that some forty years later ICSU is still discussing with the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Unesco), a lineal descendant of the International Organization for Intellectual Cooperation, these same questions. This Committee on Science and Social Relations recommenced its work again after the end of the war in 1945 and in 1946 the Fourth General Assembly of ICSU adopted a recommendation urging inter alia that « greater efforts be made by the United Nations to develop the potential benefits of nuclear energy and to avoid its misuse »(3), The Committee submitted a report to the Fifth General Assembly in 1950 drawing attention to the dangers arising from unbalanced applications of the power of science and mentioned, inter alia, « the extermination of species of animals or plants; the depletion of mineral resources, erosion consequent upon developing and unsuitable structure of the soil; the contamination of soil, waters and the air by waste products; et. - and applied to Unesco and the United Nations for a concerted effort directed to in-

Member of UIA Executive Council and Executive Secrealry of ICSU

vestigations of these problems on an international scale,

These attempts by ICSU failed, however. to make the United Nations Organization take greater notice of these important problems facing humanity : problems that seem even more pressing today than 30 years ago.

ICSU was to meet with another failure to influence the United Nations in 1958 when the 8th session of the ICSU General Assembly adopted the following resolution :

« resolves that the National Members of ICSU be requested to ask their Governments, when ratifying the Convention on the Continental Shelf, to signify that at the same time they grant general permission to any scientific research vessel to conduct investigations of the bottom and subsoil of the continental shelf, providing the programme is specifically approved by the International Council of Scientific Unions, which is the international organization acting for national scientific academies; whereby ICSU will guarantee that the investigations are leading to results that will be published openly for the benefit of science,

and whereby the coastal state should be notified sufficient time in advance so that it may if it desires designate a representative to take part in the work,

noting thereby that this proposal is designed to facilitate the operation of Article 5 of the Convention by assisting Governments to identify bona fide scientific research and to avoid diplomatic delays which would jeopardize many types of scientific investigation ».

Recent Examples of ICSU Cooperation with Other Organizations

There are many examples of scientific cooperation resulting from the activities of non-governmental organizations. Because of the limits to the length of an article such as this. I shall restrict examples to those of the ICSU family, which I know best.

Polar Research

In 1932 a second International Polar Year was lauched 50 years after the first. The Meteorological and Magnetic Associations of the International Union of Geodesy and Geophysics (IUGG) joined with the IMO in the organization of the Year. It is interesting to note that the Meteorological Association was able to place 50,000 French Francs at the disposal of the International Polar Year Commission to enable it to buy scientific equipment for some of the studies to be undertaken and the Magnetic Association provided both equipment and the funds to publish a « photographic Atlas of Auroral Forms ». In view of the proposed conference of the UIA on « Reflections on the Identity of Associations and the Participation of INGO's in Africa » attention should be drawn to the fact that more than 20 stations made observations on the African continent during the Polar Year !

A proposa! was made in ICSU for the organization of a Third International Polar Year to be held in 1957-58, 75 years after the First and 25 after the Second. This third Year, which became the International Geophysical Year (IGY) because of its geographical extension throughout the globe and into space, was a great success with more than sixty nations participating in a programme that cost several thousands of millions of dollars and within the framework of which the first artificial satellite of the earth was lauched. During the course of the IGY it became evident that the arrangements for international cooperation made in some of the disciplines, such as Antarctic, oceanic and space research, had reached such a level that some long-term arrangements would be needed after 1958 in order to maintain the impetus created. ICSU therefore decided(2) to create three new Committees which later became the Scientific Committee for Antarctic Research (SCAR), the Scientific Committee on Oceanic Research (SCOR) and the Committee on Space Research (COSPAR). Each of these committees has in the last three decades created a unique working relationship with an intergovernmental body.

At the first IGY Conference on the Antarctic, held in Paris in July 1955. the Chairman, in his opening remarks, emphasized the scientific character of the conference and stressed that questions of politics were excluded. This led to a motion, which was adopted unanimously, that the overall aims of the conference were entirely scientific. This stress on science to the exclusion of politics has formed the basis for international activities in Antarctica since then and has been maintained by SCAR since its creation in 1958. When the Antarctic Treaty was drawn up in 1959 it included in Article 2 the statement that : « freedom of scientific investigation in Antarctica and cooperation towards that end as applied during the International Geophysical Year shall continue, subject to the provisions of the present Treaty ».

The first Antarctic Treaty Consultative Meeting recommended that parties to the Treaty: «should facilitate the continuation of the exchange of information regarding plans for scientific programmes, as now carried on through SCAR and through other member unions and committees of ICSU and by such other means as may ensure the availability of this information ». SCAR continues to act as scientific adviser to the Antarctic Treaty, has been active in proposals for the conservation of Antarctic fauna and flora, and is in the process of promoting studies on the problems of mineral exploration and exploitation in the Antarctic, and with SCOR on the Biological Investigation of Marine Antarctic Systems and Stocks (BIOMASS).

ICSU has just responded to a request from the Under-Secretary-General for Political and Security Council Affairs of the United Nations for relevant information on Antarctica in relation of the U.N. General Assembly resolution 38/77 entitled « Question of Antarctica ».

Oceanography

Inasmuch as some of ICSU's activities in oceanography are outlined in detail in the article on « Cooperation among Non-Governmental Organizations in Fostering Oceanic Research » (see pp. to) no further information will be given here about cooperation in the field of oceanography.

Space Research

The COSPAR since its inception has developed and maintained close cooperation with the U.N., especially after the adoption by the U.N, General Assembly of resolution 1803 (XVIII) of 1962 which asked ICSU to play an advisory role on space issues. This task devolved on COSPAR, and when the U.N. Committee on the Peaceful Uses of Outer Space was formed. COSPAR was invited to attend the annual sessions of the Committee. At the request of the Secretary-General of the second U.N. Conference on the Exploration and Peaceful Uses of Outer Space (UNISPACE 1982) the Committee prepared a background paper on « Current and Future State of Space Science » and organized with the International Astronautical Federation a Forum, the conclusions of which were transmitted to UNISPACE '82.

The Biological Basis of Productivity and Human Welfare

The above title is that of the International Biological Programme estblished by ICSU in 1964 and which continued over a decade until 1974. It provided the first occasion on which biologists throughout the world worked together to provide a better understanding of the environment and of human beings as a basis for a more rational management of natural resources.

The programme was carried out in cooperation with FAO. Unesco and WHO and. after the 1972 Stockholm Conference, UNEP.

One of the outcomes of this cooperation was a technical conference on Plant Exploration and Introduction organized jointly by the IBP and FAO In 1967. This conference and the book that followed « Genetic Resources in Plants - their Exploration and Conservation »(4) bagan a slow process that is still continuing of spreading awareness and concern about the problems caused by the loss of genetic resources. Similarly the IBP work on nitrogen fixation(5), although less structured, resulted in a new impetus in such studies and affected the activities of both FAO and Unesco. The IBP also played a germinal role in the realization of Project Aqua(6) - a list of aquatic sites proposed for conservation on the basis of their scientific value, and developed a detailed and complete recognition of the role of comprehensive scientific research and experiment as the true basis for conservation. To assist in this it developed a Check Sheet(7) in order to collect uniform and comparable information about areas for conservation throughout the world. As the activities of the IBP were being phased out Unesco's Man and the Biosphere Programme (MAB) began. It was in some respects a continuation of the IBP and even continued some of the biological studies begun in 1882 in the first IPY.

Joint Projects with U.N. bodies

Unesco

Although ICSU has cooperated closely with Unesco since the Organization was created in 1946, a new phase of cooperation began in 1966 when ICSU lauched a joint UNlS1ST study with Unesco. Since then there have been other joint programmes or studies between Unesco and members of the ICSU family, such as the International Geological Correlation Programme, the International Biosciences Networks, the joint ICSU-SCOR/Unesco-IOC joint Committee on Climatic Changes and the Ocean, the ICSU-Unesco Distinguished Fellowships Scheme, and others that are currently being developed.

UNISIST: scientific knowledge is based on the accumulation of results and thoughts of scientists throughout the ages and throughout the world. In theory this knowledge is available without restriction to anyone in the world, but in practice there may be logistic, linguistic, financial and other difficulties in obtaining access to it. In an endeavour to facilitate access of all scientists to scientific and - later - technological information the ICSU General Assembly in Bombay in 1966 decided to create a Committee to examine the feasibility of a world scientific information system. At the 15th General Conference of Unesco later in 1966 a somewhat similar recommendation was adopted and as a result it was decided to merge the projects and to launch a joint study of the feasibility of developing a world scientific information system that became known as UNISIST(8). A joint Committee was set up that prepared a Unesco-ICSU Study Report on the Feasibility of a World Scientific Information Systeem(9). the principal recommendations in which were adopted by an intergovernmental conference in Octobre 1971. Following this Unesco created a special division which is concerned with what is now called the General Programme of Information (PGI).

International Geological Correlation Programme (IGCP) : the IGCP is a joint enterprise of the International Union of Geological Sciences (IUGS) and Unesco which was accepted by the 1 7th General Conference of Unesco and was formally established in 1973. Its aim is to arrive at a better understanding of the geology of the whole earth and, hence at a better knowledge of its mineral resources, through regional, interregional, intercontinental and global correlation of geological formations, phenomena and events. Since it was lauched a wide range of scientific contributions have developed from more than 60 IGCP projects. An indication of the extent of the activities can be obtained form «Scientific Achievements 1973-1977-, and « IGP Catalogue II 1978-82»(10}.

Committee on Climatic Changes and the Ocean (CCCO) : The CCCO was created by ICSU's Scientific Committee on Oceanic Research (SCOR) in 1978 and is now a joint SCOR-IOC Committee with a basic remit to assess the role of the ocean in climatic change an.d variability. A formal

erning cooperation between Unesco and ICSU on the development of the assessment was signed recently by the Director-General of Unesco and the Secretary General of ICSU.

Other Programmes : details of some of the other joint programmes with Unesco are given elsewhere in this article.

There are many other joint programmes between different members of the ICSU family, both International Scientific Unions and Scientific Committees, and Unesco and other international bodies too numerous to mention here.

WMO

The United Nations General Assembly Resolution 1972 (XVI) of 20 December 1961 requested the World Meteorological Organization, consulting as appropriate with Unesco and other governmental and non-governmental organizations such as ICSU. to submit a report on the worldwide benefits to be derived from international cooperation in weather research and analysis, particularly in view of the possibilities opened up by the advances as a result of the launching of meteorological satellites and of developments in the field of electronic computers and in the simulation of atmospheric motions using mathematical models. ICSU established in June 1964 an ICSU-IUGG Committee on Atmospheric Sciences (CAS) which at its second meeting in 1966 proposed to WMO, Member Nations, ICSU and IUGG and their committees, commissions and working groups that 1972 be designated as a twelve-month period for an intensive, international observational study and analysis of the global circulation in the troposphere and lower stratosphere and suggested that the proposed research programme be called the Global Atmospheric Research Programme (GARP).

The WMO agreed to cooperate and in 1967 a GARP Study Conference was organized near Stockholm jointly by CAS and COSPAR with the cosponsorship of WMO(11). It was decided that it would be necessary to have a period of study longer than a year with several experiments. The Study Conference's recommendations were accepted by WMO and ICSU and in October 1967 a formal agreement on the GARP was signed by the Presidents of WMO and ICSU. This was the beginning of the first formal agreement between an intergovernmental and a non-governmental organization for an extended series of experiments on regional and global scales, which terminated with the First GARP Global Experiment, the field phase of which took place from 1 December 1978 to 30 November 1979. The programme of GARP was developed under the guidance of the Joint Organizing Committee composed of twelve distinguished scientists selected jointly by ICSU and WMO.

Related studies of the global atmosphere are continuing under a joint WMO-ICSU World Climate Research Programme (WCRP), part of the World Climate Programme carried out under the aegis of WMO, with inputs from UNEP, Unesco, WHO. FAO, etc., in addition to those from ICSU.

WHO

In addition to close cooperation in the IBP, especially in relation to human biology (particularly human growth, working capacity, adaptability, etc.). there has been close cooperation in the framework of the Committee on Water Research, and more recently on traditional medicine and med-

icinal plants, essential drugs, genetic experimentation, and problems of toxicity in food and water and in the disposal of toxic wastes in the environment.

UNEP

At about the time that the U.N. Conference on the Environment was being planned ICSU created a Scientific Committee on Problems of the Environment which, to some extent, cooperated with the U.N. Environment Programme before it was even created. In 1971 SCOPE submitted to the Secretariat of the U.N. Conference on the Human Environment a study entitled « Global Environmental Modelling »(12). This was later updated into an Action Plan under the title of « Global Environmental Modelling System (GEMS) » and published by SCOPE in 1973- Also in 1971 SCOPE put forward a proposal and began work on an International Registry of Chemical Compounds. This later became the UNEP-WHO International Registry of Potentially Toxic Chemicals. SCOPE has been cooperating closely with UNEP in recent years on a number of studies of the biogeochernical cycles and has set up a number of UNEP-SCOPE study centres. It also took the initiative in creating, with the support of the Univesity of London and UNEP, the Monitoring and Research Centre (MARC) in Chelsea, London.

Cooperation with UNEP continues, particularly within the framework of the ICSU-WMO-UNEP study on the effects of increased carbon dioxide on climatic change and variability, and with COSPAR and the International Association of Meteorology and Atmospheric Physics (IAMAP) on the International Satellite Land Surface Climatology Project.

ICSU and Scientific Development

The structure of ICSU with its International Scientific Union and National Members does not facilitate the admission of small groups of scientists, although in one case in Africa a small number of dedicated scientists formed a « national » organization whose annual dues were paid from the pockets of the scientists concerned. In order to facilitate access of smaller groups of scientists ICSU created the category of National Associate in 1972 but this has not proved popular. Discussions are taking place not only in ICSU but also in certain of the Scientific Unions about the possibility of accepting individual members so as to overcome the problems of countries which do not have a sufficiently large mass of scientists to form a

to ICSU or the

body that can i
Unions.

However, the fact that a nation's scientists do not adhere to ICSU does not preclude such scientists, or groups of scientists, from participating in the ICSU Programmes and meetings, nor from receiving fellowships from the Committee on Science and Technology in Developing Countries (COSTED) and other ICSU bodies.

Several actions have been taken by ICSU family members to bring scientists from the developing world into closer contacts with their colleagues in all parts of the world. One of the most recent is the creation, jointly with Unesco, of the International Biosciences Networks (IBN). This resulted mainly from discussions in Brussels in 1979 at an ICSU meeting which commemorated the 60th anniversary of the foundation of the International Research Council-also in Brussels. One of the first major activities of the IBN was the organization of a Symposium on the State of Biology in Africa in Accra, Ghana, in April 1981(13). Presentations were made on a wide range of subjects, including Tropical Diseases, Biology of the Environment of Africa, Nutritional Problems, Forest Resources. Water Resources in Africa, etc.

At a meeting of the IBN International Steering Committee following the Symposium it was decided to establish an African Biosciences Network (ABN) organized into sub-regional sections based on the geographical regions adopted by the Economic Commission for Africa. Eight initial projects were accepted in the following areas :

1) An Inventory of Biosciences Personnel and Institutions in Africa. (The first version of this has been prepared and copies are available from the IBN Secretariat in ICSU or from Unesco)

2) Microbiology

3) Insect Pests

4) Plant Breeding

5) Forest Resources

6) Nutritional Problems

7) Medicinal Plants

8) Endemic Diseases

The meeting, which had a strong orientation towards practical and tractable problems, also accepted a proposal for a symposium organized jointly by the African and Latin American Networks - on Savanna and Woodland Ecosystems in Tropical America and Africa : A Comparison. This symposium was held at the University of Brasilia, Brazil, in October 1983 and brought together more than sixty specialists from six African, six Latin American and six other countries.

The ABN regional office was opened in Dakar, Senegal, in November 1983 on the occasion of a Workshop on the Biology and Control of Striga*, organized by the ABN and the ICSU Inter-Union Commission on the Application of Science to Agriculture, Forestry and Aquaculture (CASAFA), and : i) examined the latest state of knowledge of the biology of Striga : ii) identified gaps in this knowledge; iii) proposed means of minimizing the damage to food crops; and iv) proposed research strategies that it is hoped will lead to effective and economically feasible control of Striga. The report of the meeting will be published jointly by the ICSU Press and by the International Development Research Centre of Canada.

Some ICSU Activities in Africa

ICSU created in Bombay in 1966 a Committee on Science and Technology in Developing Countries (COSTED). Its first Chairman was Lord Blackett, who delivered the Gandhi Lecture in Nairobi in January 1969. The annual meeting of COSTED for that year was held at the University of Nairobi on the occasion of the Lecture. All the membes of COSTED had agreed to give at least one lecture on their own speciality at the University as part of the programme. Unfortunately at the time the members of COSTED were arriving in Nairobi the students decided to go on strike. One lecture was given in a large lecture hall to a group of about twenty people, mainly members of COSTED, and it was then decided to abandon the project.

This was not, however, COSTED's sole project in Africa for, at the request of the East African Academy of Science, a specialist in scientific information had been sent to East Africa in 1968 to study the possibilities of creating a science information centre in Nairobi. The specialist visited the three countries concerned and duly presented his report. This was transmitted, after review by COSTED, to the East African Academy of Science. The report was then forwarded to a U.N. body with a request that the funds be provided for the creation of the centre. Little action was taken and the demise of the East African Academy sealed the fate of this project.

A more recent ICSU initiative in cooperation with Unesco had not dissimilar aims. A group of three scientists, specialized in different aspects of scientific information were sent to Morocco to examine the needs of the Moroccan scientific and technological community and their access nationally to information of the type required for their work. The report of the

* Striga is a parasitic weed mat attaches itself to the roots of cereals - especially sorghum and millets - losses of up to 70 % of the crop.

mission is available from the General Programme of Information. Unesco, or from the ICSU Secretariat. One of the interesting, and half expected, results of the study was that many of the scientists sought, and obtained, their information outside Morocco from colleagues and fellow students with whom they had studied in foreign universities, even though Morocco has an effective National Documentation Centre.

But to return to COSTED, a number of activities have developed in Africa in recent years including the creation of regional offices in Nairobi, under the direction of Prof. D. Odhiambo. and in Ibadan. under the direction of Dr A. Maduemezia, and various meetings, symposia and training courses, such as those on Plant Tissue Culture in Nsukka. Nigeria, First Training Course for Earthquake Observers from African and Arab Countries in Cairo. Egypt, the Workshop on Laboratory Scientific Instruments in Nairobi. Kenya, etc.

A number of COSTED fellowships have been awarded annually since 1974 to young scientists from Africa, Asia and Latin America to enable them to participate in international meetings and thus help decrease their isolation from colleagues in other parts of the world.

More recently ICSU. in close cooperation with Unesco, has launched a series of Distinguished Fellowships in Science, not designed solely for African scientists, but one of the two winners in 1982, in the first year of operation, was from the Livestock and Pest Research Centre, Zambia.

In addition an important effort has been made by the ICSU Committee on the Teaching of Science (CTS) alone, and jointly with Unesco, to improve the level of science education and training. One particularly practical way has been the creation by CTS of an International Council of Associations of Science Educators (ICASE). which brings together science educators from throughout the world to exchange information and experience. The Committee is organizing m 1985 in Bangalore a Conference on Science and Technology Education and Future Human Needs.

The Scientific Committee on Problems of the Environment (SCOPE) organized in close association with UNEP in 1974 at the Kenyatta Centre in Nairobi a Symposium on Environmental Science in Developing Countries(14). This was the first major symposium on environmental sciences at which the scientists from developing countries (87) considerably outnumbered those from the industrialized ones(36)

Reflecting on one aspect of the participation of non-governmental organizations in Africa there is one field which links science, technology and culture in which, up to the present, there has been little activity - that of the history of science and technology. The development of society has been closely linked with science and technology for millions of years as the various Ages, stone, bronze, iron, etc.. indicate. Although Africa appears to have been the place where man as a hominid developed and where the development of science and technology began there have been up to the present few historians of science and technology either Africans or active in Africa. This situation is beginning to change and the last International Congress of the History of Science devoted one of its sessions to this subject : recently the interest of Unesco in the subject has also begun to increase.

Conclusions

Because ICSU observes a basic policy of non-discrimination and affirms the rights of scientists throughout the world to adhere to or to associate with international scientific activity without regard to race, religion, political philosophy, ethnic origin, citizenship, language or sex it does not discriminate against scientists from any region of the world. It does, however, have difficulties in making known its activities in those regions of the world where there are few scientists or where communications between indigenous scientists and those in other countries are not easy. Some of the ways in which it tries to overcome this is by the creation of Committees, such as COSTED and CTS; by establishing regional networks: by assisting financially young scientists to enable them to attend international scientific meetings; by making available free copies of scientific journals; by visiting lecturers; by preparing special handbooks on science for training of scientists; and most recently by the creation of the ICSU Press.

ICSU is limited in the extent of its activities by its budget, but this is more than compensated by the large number of scientists throughout the world who give freely of their time to improve and increase international cooperation in science and to assist other, less well-endowed members of the scientific community throughout the world.

I should like to close with a quotation from a talk by Alexander von Murait a previous President of ICSU, who in 1951 in talking about International and National Aspects of Science Said :

» We must not overrate the influence of scientists in this world. The future of humanity is in the hands of other men. But may we hope that our efforts to create a constructive and peaceful atmosphere by cooperating internationally; that our efforts to promote a human understanding in the whole world; and that our international friendships may catalyze larger reactions which may decide whether the second half of this century will be marked by destruction or by construction ? It is my wish that the day may comme when not only the scientists, but every human being, wherever they go, will be received as a friend. That day will be a new Renaissance of mankind and the beginning of a new era of Humanism ».

Although the second half of this century still has a few years to go, looking back to the time when von Murait spoke I believe we have had some success in diminishing international tensions through international cooperation in science, but we are still a long way from the day when » every human being, wherever they go, will be received as a friend ».

There is still much to do but, for the moment, insufficient political will to do it.

References

1. H.E. Landsberg. Bicentenary of International Meteorological Observations, WMO Bulletin 29 (3). 263-7, 1980
2. F.W.G. Baker. International Council o! Scientific Unions : A Brief Survey. Paris 1982.
3. F.J.M. Stratton. 4th and 5th General Assemblies of ICSU. Cambndge 1946, 1950,
4. O.H. Frankel and E. Bennett. Genetic Resources in Plants. IBP Handbook No. 1 1. Blackwells, Oxford 1970.
5. W.D.P. Stewart (Ed.). Nitrogen Fixation by Free-lining Micro-organisms. IBP 6. Cambridge Universit) Press 1975.
6. H. Luther and J. RozsKa. Project Aqua. I6P Handbook No. 21. Blackwells. Oxford 1971.
7. G.F. Peterken. Guide to the Check Sheet Ior IBP Areas. IBP Handbook No. 4. Blackwells. Oxford 1967
8. F.W.G. Baker. Science Information and Information Science : the Role of ICSU. UJISLAA Vol. 1 No. 4 1979.
9. The Feasibility Study on a World Science Information System by Unesco and ICSU, Unesco Pans 1970.
10. IGCP Catalogue II 1978-1982. Unesco-IUGS Pans 1984.
11. ICSU/IUGG-CAS/COSPARIWMO. Report of the Study Conference on the Global Atmosphenc Research Programme (GARP), Stockholm 1967.
12. Global Environmental Modelling. SCOPE 1. Stockholm 1971.
13. E.S. Ayensu and J. Marton-Lefevre (eds.), The State of Biology in Africa. Washington 1981.
14. D.M. Dworkin (Ed.). Environment and Development' SCOPE Miscellaneous Publication. Indianopolis 1974.

' It is interesting to *note* that the - *local* - représenta tive of COSTED on this occasion was prof. Wilberi K. CHagula who was later to become Carman of the UN Advisory Commitee the Application of Science and Technology to Development

m COMMUNICATION INTERCULTURELLE RU SEIN DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES

Etude-pilote par Vladimir Hercik(*)

Introduction

Au cours des dernières décennies, les organisations internationales non-gouvernementales (par la suite : OINGs) ont déployé des efforts considérables pour s'associer des groupes établis dans des pays en développement. Dans de nombreux cas, elles ont aidé à la formation ou la consolidation de ces groupes et leur ont apporté une assistance financière et technique. De leur côté, ces associations affirment leur identité culturelle et renforcent progressivement leur participation aux activités des organisations internationales. Dans ce processus d'adaptation à double sens - entre les OINGs en voie d'universalisation et les associations des pays en développement en voie d'apprentissage de la vie internationale, tes facteurs culturels jouent un rôle important.

Ce sont les aspects significatifs de ce processus que l'Union des Associations Internationales a décidé d'étudier, en accord avec le secteur de la Culture de l'UNESCO. Le sujet de l'étude-pilote a été formulé comme « Le pluralisme culturel - ou communication interculturelle-au sein des OINGs ». Nous préférons le terme de - communication inter-culturelle » qui suggère avec plus de justesse les rapports entre divers éléments culturels au sein d'une OING.

Le terme - culture » est entendu dans son acception large, embrassant à la fois les valeurs inspirées par le patrimoine esthétique, spirituel et moral des communautés en question, les caractéristiques de la vie contemporaine, le tempérament, le comportement et les aspirations des membres des communautés dans lesquelles agissent les associations

S'agissant d'une *étude-préliminaire,* notre examen ne couvre pas la totalité d'OINGs mais s'attache a analyser la situation d'un nombre limité d'OINGs en tenant compte, cependant, de la diversité de secteurs d'activité et d'objectifs qu'elles représentent. Il faut donc considérer les résultats de l'enquête plutôt comme un sondage que comme des conclusions d'une analyse exhaustive du sujet.

Les sources d'information utilisées par l'auteur ont été essentiellement des documents écrits des OINGs : des périodiques, documents de travail et rapports de reunions (La liste des Quelque 80 OINGs prises en considération figure à l'annexe). Ces documents couvrant approximativement la période de 20 dernières années ont été mis à la disposition de l'auteur par l'Unesco. En outre, l'auteur a pu consulter les archives de certaines OINGs ayant leur siège à Paris. Bruxelles. Londres, Genève et s'entretenir personnellement avec les représentants de nombreuses organisations.

D'une manière générale, des idées et des décisions des organisations citées dans le texte sont celles exprimées lors de réunions internationales tenues par les OINGs intéressées à la date et au pays indiqués.

Les aspects significatifs de l'étude-pilote sont exposés dans les deux chapitres qui suivent et qui sont basés sur la documentation fournie par les organisations non-gouvernementales.

A. Conditions des associations nationales qui influent sur leurs rapports avec les OINGs

Dans ce chapitre, nous traitons de certains facteurs typiques pour le profil des associations des pays en développement dans les années 1960.80, et qui affectent la communication interculturelle de ces associations avec les OINGs.

B. Action des OINGs en vue de promouvoir la communication interculturelle

Ce chapitre décrit sommairement les efforts des OINGs tendant à renforcer la participation à leurs activités internationales des associations des pays en développement, en favorisant une communication interculturelle avec ces associations.

« C. Observations sur la contribution des OINGs à la communication interculturelle »

Ce chapitre présente, d'une manière synthétique, quelques-unes des relations interculturelles qui se développent actuellement au sein des organisations internationales non-gouvernementales ayant parmi leurs membres des associations des pays en développement.

A. Conditions des associations nationales qui influent sur leurs rapports avec les OINGs

A.1. Spécificité culturelle des associations nationales.

A.2. Conséquences du passé colonial.

A.3. Pluralité de langues et cultures au sein de la même nation.

A.4. Valeurs traditionnelles et l'adaptation à révolution de la société.

A.5. Solidarités régionales et internationales.

A.6. Attitudes a l'égard des OINGs.

A.7. Influence effective sur l'action des OINGs.

4.8. Tendances vers l'universalité.

A.1. Spécificité culturelle des associations nationales

L'affirmation des valeurs culturelles africaines, méconnues et souvent combattues sous le régime colonial avant 1960

(*) Ancien haut fonctionnaire de l'Unesco specialise en matières de cooperation avec les ONG

est justifiée par des associations et des personnalités appartenant à ce continent et collaborant avec la *Société Africaine de Culture* (Congrès Paris 1956, Rome 1959; Dakar 1966; Lagos 1977). Les travaux de la *Société Africaine de Culture* ont mis en relief les différences entre la mentalité de l'homme africain et la psychologie des Européens; du côté africain la pensée synthétique plutôt que discoursive; la solidarité collective l'emportant sur l'individualisme: la vie religieuse et les activités esthétiques liées à la vie du peuple; l'humanisme opposé au matérialisme; un fort attachement à la famille. L'opposition entre les valeurs africaines et européennes a été constatée au Congres de *l'Organisation Internationale des Journalistes* au Mali, 1960. La *Ligue Internationale de l'Enseignement, de l'Education et de la Culture (Dakar, 1979)* a relevé un trait particulier de la société africaine qui est celui d'une attention exceptionnelle portée par toute la communauté africaine à l'enfant, sa protection, sa formation.

L'importance de la famille pour l'individu et pour la société - tant pour les enfants et adolescents que pour les adultes - contraste, de l'avis des Indiens *(Union Internationale des Organismes Familiaux,* 1966), avec le rôle généralement affaibli de la famille dans le monde occidental.

La volonté de préserver la tradition orale et de développer des langues nationales se manifeste avec vigueur, particulièrement dans les pays africains dont la plupart conservent l'anglais ou le français comme langue officielle dans l'impossibilité politique et matérielle d'accorder le statut officiel à une ou plusieurs langues nationales. Pourtant, le rôle essentiel de la langue maternelle dans l'éducation de l'enfant est rappelé avec force par la *Société Africaine de Culture* (Ghana 1962; Zaïre 1973). la *Fédération Mondiale des Villes Jumelées)Sénégal 1962), La Ligue Internationale de l'Enseignement, de l'Education et de la Culture* (République du Congo 1965); le *Conseil International de l'Education par Méthodes Actives* (Beirut 1962, Haute Volta 1974). *L'Association PEN Internationale* a examiné, dans un colloque avec des écrivains africains, des moyens pour préserver et pour rendre vivante la tradition orale (Dakar 1983).

Le développement des activités artisanales et des arts populaires est considère par des associations de nombreux pays en développement comme un moyen privilégié d'affirmer leur identité culturelle.

Dans bien des pays, les associations encouragent des activités et la formation du personnel dans ce domaine, souvent avec l'appui des organisations internationales non-gouvernementales qui mettent cette question à l'ordre du jour de leurs réunions internationales et organisent des stages de formation pour le personnel et des expositions pour susciter l'intérêt du public dans les arts artisanaux tel le tissage, la céramique, la sculpture sur bois etc. *L'Association Internationale des Femmes Rurales* (Inde 1970); te Consei/ *International des Femmes* (Tanzanie 1964); l'Union *Mondiale des Organisations Féminines Catholiques (Cameroun, 1981): l'Association des Arts Plastiques* (Mexique, 1984) le *Conseil International de la Musique* (Columbia, 1979): l'*Union Internationale d'Architectes* (Togo, 1974). Plusieurs organisations internationales féminines notent que les délègues des associations africaines et asiennes aux réunions internationales portent avec fierté leurs costumes nationaux et leurs coiffures traditionnelles, attitude qui est généralement appréciée par les délégués des pays occidentaux. En matière d'impression, l'Association *ciation Malienne des Journalistes* préfère la méthode artisanale de petits appareils à ronéotyper aux imprimeries modernes trop coûteuses (Organisation Internationale de Journalistes (Mali 1964).

Avec la participation des éducateurs du *Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active* les éducateurs africains (Haute Volta) at malgaches s'appliquent a ancrer les activités éducatives dans les réalités de leurs cultures respectives, à utiliser la musique, la danse, les arts artisanaux, pour développer les sensibilités des enfants africains (1968).

Dans plusieurs pays en développement des associations nationales ont pris à leur compte des programmes politico-éducatifs lancés par les autorités en vue de promouvoir le développement socio-économique du pays.C'est notamment le cas des associations de Tanzanie engagées dans la popularisation de la notion de « self-reliance ».

A.2. Conséquences du passé colonial

Il ne semble pas que les griefs formulés contre les méfaits du colonialisme par les mouvements de libération aient indisposé sérieusement les associations des pays en développement contre les OINGs au sein desquelles les ressortissants des pays anciennement « colonialistes » jouent un rôle important.

Cependant, les associations des pays en développement sont conscientes des transformations plus ou moins radicales et coûteuses que leurs pays doivent effectuer pour remplacer les vestiges indésirables de la période coloniale par des structures et les pratiques correspondant aux besoins authentiques.

H est inévitable que l'attachement à certaines formes et usages hérités du passé d'une part et le désir d'affirmer l'identité culturelle du pays en développement d'autre part, produit une tension dans les consciences, notamment chez ceux qui ont été formés par le système précèdent. Certaines OING s'appliquent délibérément à rappeler à leurs membres des pays en développement les dégâts causés sur le plan économique et social par le système colonial et à les mettre en garde contre le » néocolonialisme ... La réunion internationale tenue en Inde en 1972 par la *Fédération Mondiale de IB Jeunesse Démocratique a* eu pour thème « les problèmes créés par l'aide des pays capitalistes aux pays en développement... Le colloque international organisé en Iraq en 1977 par *l'Organisation Internationale des Journalistes* a examiné la question de la «décolonisation de l'information». La réunion a critiqué sévèrement les structures inadéquates dans le domaine de l'information laissées par le colonialisme et a préconisé la cessation de la dépendance, en matière d'information, sur l'ancienne métropole coloniale et ta résistance contre « l'aggression informationnelle » par les médias des pays industrialisés.

Une action systématique contre l'héritage culturel colonial est menée dans le domaine de l'éducation, notamment dans les pays africains. Plusieurs OINGs éducatives participent activement à cette action; certaines d'entre elles ont pris l'initiative de susciter des mouvements de réforme. La *Ligue Internationale de l'Enseignement, de l'Education et de la Culture* a joué un rôle de conseiller et de catalyseur auprès des éducateurs des pays de l'Afrique francophone dans le processus de transformation des systèmes d'éducation calqués sur le modèle de la France métropolitaine. Les stages d'études organisés par la *Fédération des Centres de l'Entrainement aux Méthodes d'Education active* tenus au Liban en 1972 et en Haute Volta en 1980 ont fait le point de l'inadaptation dans les programmes et méthodes de l'éducation coloniale et ont proposé un système où les contenus et les méthodes de l'éducation sont en rapport avec la communauté villageoise, les valeurs du terroir et les impératifs du développement économiques du pays.

Certains éducateurs africains estiment que l'importation des objets manufacturés en Europe constitue une forme de néocolonialisme culturel car ces objets incarnent la technologie et l'esthétique occidentales qui sont souvent étrangères à la sensibilité de l'homme africain.

Une prise de conscience de l'influence prépondérante exercée pendant des décennies par l'Occident dans le domaine des arts a été exprimée par les artistes des pays de l'Asie à la reunion organisée en 1980 au Japon par *l'Association Internationale des Arts Plastiques.* Les artistes des pays de l'Asie ont estime que les conceptions et les méthodes de l'art européen ont fini par déformer la tradition artistique autochtone de leur pays qui s'inspire des valeurs religieuses et qui montre une attitude postive à l'égard des activités artisanales. D'une manière analogue, les musiciens des pays de l'Amérique latine et des Antilles réunis en conférence régionale par le *Conseil International de Musique* en Colombie, en 1979. ont recommandé que la formation des musiciens dans la région devrait être adaptée

au type de la musique qui tait partie de la culture populaire des pays de la région.

A.3. Pluralité de langues et cultures au sein de la même nation

En communiquant avec les associations des pays en développement par le truchement de leurs « langues de travail » - qui sont, la plupart du temps, l'anglais et/ou le français - éventuellement l'espagnol - les OINGs n'ont pas entièrement pris conscience de la multiplicité de langues dont se servent souvent les populations d'un même pays. Même si elles sont utilisées par des groupes relativement peu importants et ne possèdent pas l'expression écrite, ces langues sont vecteurs d'une culture qui est le patrimoine du groupe. Faute de pouvoir s'exprimer dans une langue de grande diffusion, ce patrimoine risque de rester hors des chemins d'une communication interculturelle.

Certaines OINGs (p.ex. *Alliance Mondiale des Unions Chrétiennes Féminines)* s'efforcent d'aider systématiquement des groupes linguistiques des pays en développement à promouvoir l'enseignement de leurs langues locales et en même temps d'encourager l'apprentissage d'une langue internationale.

Les gouvernements de nombreux pays en développement sont confrontés, depuis qu'ils ont accédé à l'indépendance, avec le problème de choisir une ou plusieurs langues officielles parmi un nombre parfois impressionnant de langues utilisées dans le pays. Il s'agit d'une option difficile sur le clan culturel, politique et financier et l'on comprend que la plupart des gouvernements hésitent longuement devant le choix.

La *Fédération Mondiale des Villes Jumelées* a dénombré au Cameroun en 1974 dix langues nationales et 83 dialectes. La doctrine du « bilinguisme » adoptée par la Fédération suggère que chaque individu apprenne la langue maternelle plus une des langues de communication internationale. Sous la pression des associations des étudiants, le Gouvernement du Pakistan a adopté, en 1952, une deuxième langue officielle.

Les pédagogues africains insistent que les enfants doivent recevoir l'instruction dans leur langue maternelle, quelle que soit la langue officielle du pays. Ils estiment que le fait de connaître plusieurs langues constitue pour les enfants appartenant aux ethnies voisines un avantage du point de vue intellectuel. (Conférence sur l'éducation pré-scolaire, organisée au Cameroun en 1968. par la *Ligue Internationale de l'Enseignement, de l'Education et de ta Culture).*

Il appartiendrait, évidemment, aux divers groupements linguistiques et culturels du même pays de décider s'il est souhaitable que chacun des groupes ait des relations individuelles avec une OING déterminée ou s'il est possible d'envisager une relation coordonnée unique. En fait, une coordination qui serait le résultai d'une préparation interculturelle sur le plan national est un phénomène rare à l'heure actuelle. En revanche, des exemples de conflits fratricides entre les ethnies du même pays sont, malheureusement, plus fréquents (par exemple Ruanda : Bahutu et Batutsi; Sénégal : Diola et Ouolof; Sri Lanka : Cinghalais et Tamil). Il faut reconnaître que ni les associations porte-parole de cultures distinctes du même pays ni les OINGs ne sont actuellement en mesure de maintenir des relations multilatérales réciproques. Pourtant, de telles relations seraient conformes aux exigences d'un pluralisme culturel sans discrimination. Le problème est reconnu par de nombreuses OINGs qui espèrent des solutions pragmatiques et progressives.

Les problèmes d'un pluralisme linguistique et culturel se posent dans un nombre de pays industrialisés. Quelques pays, comme la Suisse ou la Belgique, les ont résolus en accordant l'égalité des droits à toutes les langues en présence.

En d'autres pays, des minorités linguistiques et culturelles s'emploient par tous les moyens à obtenir ces droits : des Bretons (France), des Basques et Catalans (Espagne), des Gallois en Grande Bretagne, des Tyroliens (Italie). Signalons des ethnies minoritaires qui ont des caractéristiques des communautés en développement, comme les Maoris en Nouvelle Zélande, les Aborigènes en Australie; les Indiens aux Etats-Unis et au Canada. Plusieurs OINGs entreprennent des activités sociales, éducatives et culturelles en faveur de ces groupes dont les membres sont intègres progressivement dans la vie des pays concernés.

A.4. Valeurs traditionnelles et l'adaptation à l'évolution de la société

Tout en souhaitant la renaissance et la protection des valeurs traditionnelles, plusieurs associations africaines formulent des réserves concernant certaines idées et coutumes traditionnelles.

Les participants africains à la réunion internationale organisèeà Dakar en 1970 par la *Ligue Internationale de l'Enseignement, de l'Education et de la Culture* reconnaissent l'existence d'un » conflit entre les forces immobilisatrices de fa tradition et les forces de l'avenir » et préconisent « l'intégration rapide dans la modernité d'un passé revalorisé ». Même, plus ènergiquement, des associations féminines s'insurgent contre les usages discriminatoires a l'égard des femmes : par exemple mariage par l'arrangement; la dot obligatoire *(Union Mondiale des Organisations Féminines Catholiques,* Madagascar 1965). A la Conférence de la *Fédération Internationale Démocratique des Femmes.* Angola 1966. les représentants des associations des pays en développement décident de - combattre l'obéissance aveugle aux coutumes ancestrales ». Outre les OINGs féminines mentionnées, d'autres organisations ont apporté aux associations féminines du Tiers Monde un soutien moral sous forme des résolutions s'élevant contre la discrimination traditionnelle à l'égard des femmes dans la vie sociale, professionnelle et politique. *Alliance Coopérative Internationale; Confédération Internationale des Syndicats Libres.*

Une tension entre les « anciens » et les « modernes » se manifeste dans le domaine de la création artistique. *L'Association Népalaise d'Artistes,* à l'occasion du Congrès de *l'Association Internationale des Arts Plastiques* - Népal. 1970, prend la défense des artistes qui suivent des influences modernes; en même temps, elle souligne que l'art traditionnel népalais doit être préservé et cultivé car il est basé sur l'héritage spirituel fondamental du pays ; Le hindouisme et le bouddhisme. La nécessité d'une synthèse créative entre l'hériage culturel restauré et les apports de la civilisation contemporaine est affirmée tant par la *Société Africaine de Culture* (Dakar 1960) que par (es enseignants africains. « Nous voulons greffer les rameaux étrangers sur le vieux tronc de notre Afrique Mère » *(Confédération Mondiale des Organisations de la Profession Enseignante,* Dakar 1962. La Conférence de *l'Institut International des Sciences administratives* (1979) signale des problèmes administratifs que peuvent créer « des transferts indiscriminès de principes ou des techniques administratives des pays industrialisés vers des pays en développement ».

L'information mutuelle et le dialogue entre les associations des pays en développement et celles des pays industrialisés sont encouragés délibérément au sein de la Pan *Pacific and South East Asia Women's Association* qui groupe les deux catégories d'associations (Nouvelle Zélande 1972).

A.5. Solidarités régionales et interculturelles

La quête des valeurs constituant une identité culturelle et les efforts d'approfondir cette identité conduisent les associations des pays du Tiers Monde à développer des liens de coopération et d'amitié avec des groupes similaires dans d'autres pays de la région. Ces liens se manifestent naturellement au sein d'une organisation régionale comme la *Société Africaine de Culture,* dont les réunions et les publications sont destinées à renforcer la solidarité culturelle entre les intellectuelles et les artistes africains, la réalisation d'une solidarité interculturelle pose des problèmes dans les pays où coexistent différents groupes ethniques et religieux. (Voir chapitre A.3.). Au Nigeria, une organisation féminine marque des résultats positifs dans ces efforts pour faciliter des relations harmonieuses entre les membres appartenant aux différents groupes ethniques et religieux (Union

Mondiale des Organisations Féminines Catholiques) 1981,

D'autres illustrations de relations interculturelles sont fournies par la branche camerounaise de *l'Union Mondiale des Organisations Féminines Catholiques* (1965) et *l'Association du Bengal Occidental* affiliée au *Conseil International des Femmes* (1970), La première a établi des relations régulières avec un groupe de femmes protestantes et adopte ses résolutions d'entente avec ce groupe. L'association indienne a créé des centres d'alimentation ouverte sans discrimination aux femmes hindoues et musulkmanes (à la différence des usages courants).

Dans certains cas, l'association d'un pays a décidé d'entrer en rapport avec l'association d'un pays avec lequel les relations politiques et psychologiques n'étaient pas satisfaisantes, pour améliorer la compréhension réceiproque. Des initiatives de cette nature ont été prises dans le cadre et avec l'appui des OINGs auxquelles ces associations sont affiliées. Dans le cadre de *l'Alliance Mondiale des Unions Chrétiennes féminines*, un rapprochement a eu lieu entre l'association japonaise et sud-coréenne (1970), ainsi que entre l'association de la Malaisie et des Philippines (1979)-Le *Comité Mondial Consultatif des Amis* a patronné en 1965 les contacts entre l'association mexicaine et celle des Etats-Unies.

La coopération entre les associations de la même région culturelle a parfois préparé la création d'un organisme régional. Celui-ci est devenu souvent un échelon intermédiaire entre les associations nationales et une organisation internationale.

La Fédération mondiale des Associations pour les Nations-Unies a établi, sur la demande de ses membres, un bureau régional pour l'Asie (Inde 1963) et un autre pour l'Afrique (Nigeria).

Avec la coopération des membres appartenant aux différentes régions culturelles *La Féfération Syndicale Mondiale* publie régulièrement 5 bulletins régionaux.

En 1953, la *Fédération Internationale Démocratique des Femmes* a convoqué une Conférence autonome des femmes africaines. Une *Conférence Africaine d'Eclaireurs* s'est tenue en 1969 sur l'Initiative des associations africaines. Tout en gardant une autonomie, l'organisation régionale coopère étroitement avec *l'Organisation Mondiale du Mouvement Scout* Une Conférence inter-amèricaine d'éclaireurs a eu lieu en 1964. Des centres régionaux en Afrique, en Asie et en Amérique Latine se sont développés spontanément dans le cadre du *Comité Consultatif Mondial des Amis.* En 1960, en coopération avec *l'Entraide Universitaire Mondiale*, une association a été créée dans un état indien, ayant pour but le développement de coopératives universitaires. Cette association a aidé la création d'associations analogues dans d'autres états indiens et ultérieurement dans certains pays de l'Asie du Sud.

A.6. Attitude à l'égard des OINGs

La participation spontanée des associations du Tiers Monde a la vie des OINGs et le désir général d'intensifier cette participation témoigne de l'attitude confiante de la part de ces association s, dont certaines doivent leur développement à l'OING concernée (voir B 1.).

Les associations des pays en développement n'hésitent cependant pas à formuler des critiques quant aux manifestations de l'héritage colonial qui leur paraissent incompatibles avec l'épanouissement de leurs valeurs culturelles. Ces critiques sont parfois exprimées au cours des réunions des OINGs auxquelles les associations sont affiliées. Les associations mettent en cause •< les modèles occidentaux » qui continuent à être transplantés dans les différents secteurs de la vie des pays en développement sans un souci d'adaptation au milieu local *(Union Internationale des Architectes;* Sénégal 1980; *Office International de l'Enseignement Catholique;* Philippines 1971). L'attachement à leur identité culturelle se manifeste souvent dans les interventions des associations du Tiers Monde devant les réunions internationales *(Comité Consultatif Mondial des Amis*, Japon 1964: *Association Internationale des Arts Plastiques;* Népal; *Ligue Internationale de l'Enseignement, de l'Education et de la Culture;* République Démocratique du Congo, 1965). Plusieurs associations se plaignent que la situation concrète des pays en développement n'est pas prise suffisamment en considération lors des discussions internationales *(Union Mondiale des Associations Féminines Catholiques. 1981).*

Des associations des pays en développement adressent de nombreux appels aux OINGs. leur demandant d'urgence d'entreprendre des activités dans leurs pays; elles expriment leur déception lorsque leurs demandes ne sont pas satisfaites *(Confédération Internationale des Syndicats Libres*, Inde 1981).

A.7. Tendances vers l'universalité

Parallèlement à l'affirmation de fa spécificité culturelle tendant parfois à accentuer des traits différents par rapport aux caractéristiques culturelles du monde occidental, il n'est pas rare de trouver des déclarations et des actions des associations des pays en développement qui révèlent une réelle appréciation des associations des pays industrialisés et des OINGs en général, et le désir de coopérer avec ces organismes.

La *Société Africaine de Culture* (Cote d'Ivoire 1977) organise un colloque sur la spiritualité africaine et la foi chrétienne.

Une autre réunion internationale de la *Société* (Paris, 1956) propose de « favoriser l'intégration de la culture noire à l'ensemble de la culture humaine ». Des associations spécialisées reconnaissent le bénéfice qu'elles retirent de la coopération, dans le cadre des OINGs compétentes, avec leurs homologues des pays industrialisés. Grâce aux séminaires de la *Ligue Internationale de l'Enseignement, de l'Education et de ta Culture* (République Démocratique du Congo, 1965). les éducateurs africains sont initiés aux méthodes modernes d'enseignement appliqués à la situation de leurs pays. Les artistes indiens s'inspirent délibérément des techniques d'organisation des festivals pratiqués par les biennales de Venise et de Paris *(Association Internationale des Arts Plastiques*, Inde 1966). En 1972, le mouvement de jeunesse de Bombay (Inde) a décidé de se renseigner, par le truchement de la *Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique*, sur les méthodes de travail des organisations de jeunesse de différents pays. *L'Organisation des Villes Arabes* a recommandé à ses membres d'adopter des procédures de jumelage élaborées par la *Fédération Mondiale des Villes Jumelées* et de s'affirlier à cette Fédération (1971).

Un manifeste adopté par le Congrès de *l'Association Internationale pour la Liberté Religieuse* (Canada, 1975} résume un accord parmi les groupes de boudhistes, musulmans, hindouistes et chrétiens sur leur commun engagement d'appliquer leurs principes éthiques commun dans la vie de tous les jours.

A.8. Influence effective sur l'action des OINGs

Nous conclurons ce chapitre en citant quelques exemples illustrant les divers types d'influence que les associations des pays en développement sont susceptibles d'exercer dans le cadre des OINGs auxquelles elles sont affiliées.

En premier lieu, il convient de relever l'accroissement du nombre de ces associations au cours de deux dernières décennies, ce qui est un phénomène général au sein pratiquement de toutes les OINGs. En comparant la situation de 1960 avec celle de 1980. on constate une augmentation de la force numérique et par conséquent de l'influence culturelle de ces associations. *L'Alliance Coopérative Internationale,* dont le profil géographique était traditionnellement occidental, note que le nombre de ses associations membres dans les pays en développement a dépassé en 1971 celui d'associations des pays industrialisés.

L'accroissement du nombre d'associations nationales dans les pays en développement entre 1964 et 1978 ressort des chiffres publiés dans le Revue « Associations Internationales », 1981. N° 4, p. 226.

	1964	1978
Afrique	55	129
Asie et Oceanic	77	488
Amérique Latine	82	314

L'élection d'un membre d'une association d'un pays du Tiers Monde à un poste de haute responsabilité dans une OING implique à la fois la reconnaissance des qualités de la personne et de la valeur de l'association qu'il représente. Dans l'exercc-e des fonctions du président transparaissent des caractéristiques de sa culture, ce qui offre l'occasion à l'ensemble des membres de COING de prendre conscience de cette culture.

Le nombre de membres des associations des pays en développement élus au poste de président d'une OING depuis 1960 est considérable : p. ex. 1962 - Sénégal *(Fédération Mondiale des Villes Jumelées);* 1972 - Japon *(Association Internationale des Arts Plastiques); 1979 - Thaïlande (Conseil International des Femmes):* 1981 - Inde *(Union Internationale des Organismes Familiaux). Mouvement International d'Etudiants catholiques* 1981 - Ghana: *Conseil international des Unions scientifique;* Cuba, 1980 - *Organisation internationale de Radiodiffusion et de télévision.*

Sur l'initiative et grâce aux efforts de persuasion exercés par certaines associations des pays du Tiers Monde, des résolutions ont été adoptées par les assemblées de certaines OING sur des sujets d'intérêt particulier pour les membres des associations concernèes Parmi les sujets en question se trouvent parfois des questions d'intérêt général dépassant le cadre de la compétence technique de l'association intéressée. Pourtant, en adoptant la résolution, la majorité des membres de l'OING a témoigné de sa solidarité avec l'association du pays en développement. Les associations de la région du Pacifique, affiliées à *l'Alliance Mondiale des Unions chrétiennes féminines* ont ainsi obtenu la condamnation des essais nucléaires dans leur région (1967).

La même OING a admis en 1960 comme une affiliée locale une association chinoise de TAIPEH (Taiwan). Elle a maintenu sa coopération avec cette association malgré les pressions extérieures basées sur l'opposition de la Republique Populaire de Chine qui condamnait toutes relations internationales avec les associations de TAIWAN.

Sur proposition de l'Association argentine la *Fédération Mondiale des associations pour les Nations-Unies* a voté une résolution préconisant l'abolition de la peine de mort. Le *PEN International* a adopté plusieurs résolutions inspirées par des associations membres, demandant aux gouvernements concernés de libérer des écrivains emprisonnés pour délit d'opinion (Côté d'Ivoire 1967; Séoul 1970).

Une journée internationale en faveur de Chypre a été proclamée en 1952 par la *Fédération Internationale Démocratique des Femmes. L'Organisation Internationale des Journalistes* a demandé à ses membres en 1982 d'observer une semaine de solidarité avec les journalistes et le peuple guatémaltèque.

Certaines décisions, adoptées par des réunions internationales sur proposition des associations des pays en développement, montrent à la fois l'influence de ces associations sur le plan internationale et les sentiments de sympathie des associations appartenant à d'autres régions culturelles.

L'appui international accordé par une OING aux activités précises d'une association est particulièrement précieux pour celle-ci et peut s'avérer fructueux sur le plan interculturel.

Sans former une association régionale autonome, les enseignants africains se réunissaient régulièrement dans le cadre des assemblées de la *Conférence Mondiale des Organisations de la Profession Enseignants*. Leurs décisions concernant leurs activités en Afrique ont toujours été entérinées par l'Assemblée Mondiale.

« La Fédération Mondiale pour la Santé Mentale » étudie une proposition soumise par la section de ZAMBIE tendant à inclure dans les programmes courants de la santé mentale la question du contrôle des naissances.

Les conférences régionales convoquées par des OINGs sur les questions intéressant une région culturelle particulière laissent généralement la responsabilité intellectuelle pour les résultats de la réunion aux associations de la région. A titre d'exemple, citons la conférence convoquée en 1965 (République Démocratique du Congo) par la *Ligue Internationale de l'Enseignement, de l'Education et de la Culture* sur l'africanisation des programmes scolaires. Lors de la Conférence Africaine convoquée au Nigeria en 1979 par la *Fédération Internationale des Femmes diplômés des Universités,* les éducateurs africains et européens ont adopté d'un commun accord des recommandations sur la révision des contenus et des méthodes de l'éducation en Afrique. A l'issue d'un séminaire régional organisé au Togo en 1979 par *l'Union Internationale des Architectes,* les architectes togolais ont fait adopter une résolution demandant la promulgation d'un statut national d'architecture qui faisait défaut dans leur pays.

Un nombre de résolutions adoptées par les Conférences internationales convoquées par les OINGs sont inspirées par des doléances des associations féminines des pays en développement qui s'élèvent contre divers aspects de discrimination à leur égard. *Union Mondiale des Organisations Féminines Catholiques* (Tanzanie 1962); *Conseil International des Femmes* (Inde 1961); *Alliance Mondiale des Unions Chrétiennes Féminines* (Fiji, 1930); *Fédération Internationale Démocratique des Femmes* (Bolivie, Ethiopie. Equateur, Mozambique. 1979-1982).

Enfin, des résolutions adoptées par des assemblées des OINGs individuelles expriment, en termes généraux, la solidarité avec les pays en développement et invitent leurs membres à traduire en actes cette solidarité au bénéfice des pays d'Afrique, d'Asie et de l'Amérique latine; par exemple le Comité *de Coordination du Service Volontaire International*, Inde 1980.

B. Action des OINGs en vue de promouvoir la communication interculturelle

B.1. Aide à la création et à la consolidation d'associations nationales et appui matériel accordé à cette fin.

B.2. Soutien moral et assistance au développement des programmes.

B.3. Régionalisation des OINGs.

B.4. Promotion de la compréhension interculturelle.

B.5. Influences culturelles et idéologies exercées par les OINGs sur les associations des pays en développement.

B.1. Aide à la création et à la consolidation d'associations nationales et appui matériel accordé à cette fin

Une nouvelle association nationale a parfois été créée a la suite d'une réunion internationale tenue dans le pays, le *Comité Tunisien des Chantiers de Jeunes* a vu le jour en 1969 après un séminaire international organisé à Tunis en 1966 par le *Comité de Coordination du Service Volontaire International. La Ligue Internationale de l'Enseignement de l'Education et de la Culture a* joue, entre les années 1968-1972, un rôle d'« accoucheuse » auprès de plusieurs associations africaines francophones (Sénégal, Dahomey. Cameroun) en les initiant, entre autres aux procédures administratives régissant la vie des organisations privées. *Centre d'entraînement aux méthodes actives d'éducation a* apporté une aide pédagogique efficace aux associations de Dahomey, Madagascar. Togo. Cameroun (1967). L'action de la *Confédération Mondiale des Organisations de la Profession Enseignante* en Afrique depuis 1958 visait moins la création de nouvelles associations que l'aide technique a celles qui existaient déjà, mais en état précaire. La Confédération apportait l'aide en matière de rédaction de statuts, d'établissement du budget et de la conduite des relations internationales.

Sur la demande de certaines associations d'enseignants, la Confédération a organisé des stages de formation pour des responsables nationaux et régionaux (1962 Nigeria). Elle a prépare, en consul-

tatron avec des associations intéressées, un « Guide à l'intention des organisations d'enseignants en Afrique» (1963) et un « Manuel sur l'amélioration de la condition du personnel enseignant» (1964). La *Federation Internationale Démocratique des Femmes* a apporté une aide décisive à la création d'une *Fédération Démocratique des Femmes en Bolivie* (1978), de *l'Union Générale des Associations des Femmes de Lybie* (1978) et de l'*Union Révolutionnaire des Femmes Ethiopiennes* (1980).

Une des formes les plus fréquentes d'aide matérielle apportée par une OING à des associations des pays du Tiers Monde consiste à accorder des bourses de voyage et d'études aux membres de ces associations. On peut affirmer que pratiquement toutes les OINGs ayant des membres dans les pays en développement ont offert une ou plusieurs bourses de voyage aux ressortissants de ces pays pour se rendre à une réunion internationale. Un autre type de bourse est celui grâce auquel le bénéficiaire a la possibilité de passer plusieurs semaines ou mois dans un pays étranger et acquérir une nouvelle expérience. De l'avis général, ces bourses se sont révélées efficaces pour compléter la formation des responsables des associations nouvellement créées. A titre d'exemple de bourses de longue durée, on peut citer : *La Fédération Mondiale des Villes Jumelées* (1962 : bourses accordées aux Sénégalais et aux Marocains); *Organisation Internationale des Journalistes* (bourses de plusieurs mois offertes aux journalistes des pays en développement pour assister aux cours de formation à Budapest et à Berlin-Est): *Alliance Mondiale des Unions Chrétiennes Féminines* a accordé durant la période de 1965-1975 des bourses de formation à 45 associations des pays d'Afrique, d'Asie et de l'Amérique latine. Bien d'autres OINGs offrent ce type de bourse, ayant des implications culturelles évidentes.

Des OINGs apportent également une assistance utile aux associations des pays du Tiers Monde en détachant auprès de celles-ci, pour une période déterminée, soit des membres appartenant aux cadres internationaux, soit d'autres personnes compétantes recrutées à cette fin.

En 1969, la *Ligue Internationale de l'Enseignement de l'Education et de la Culture* a envoyé à Kinshasa (Zaïre) un groupe de moniteurs, pour plusieurs mois, pour collaborer avec des enseignants zaïrois à la réforme de oroqrammes éducatifs.

Entre 1960-1981. 47 associations appartenant aux différents pays de l'Afrique, d'Asie et de l'Amérique Latine, ont reçu l'assistance d'un personnel étranger par l'intermédiaire de l'*Union Mondiale des Unions Chrétiennes Féminines*. En outre. *l'Union,* entre 1965-1976, a recruté et envoyé dans les pays du Tiers Monde 149 volontaires pour travailler avec des associations nationales. La *Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique* a envoyé en 1964 des équipes de jeunes pour aider au développement des activités des associations de jeunes en Syrie, Bangladesh, Panama et en plusieurs pays africains. Des 1954. l'Union *Franternelle entre les Races et les Peuples* (UFER) envoyait des équipes de practiciens (agriculteurs: mécaniciens, moniteurs en enseignement technique) au Liban, en Syrie au Ruanda et au Brésil. Grâce au *Comité de coordination du Service Volontaire international,* des volontaires expérimentes se sont rendus dans les différents pays de l'Amérique Latine pour former des « volontaires ».

Sous les auspices de la *Fédération Mondiale des Villes Jumelées,* 3 équipes, composées de médecins, travailleurs sociaux et mécanisiens, ont travaille pendant 3 semaines en haute Volta. Dès 1962. l'U*nion Mondiale des Organisations Féminines Catholiques a* envoyé une monitrice pour assister l'*Association des Femmes de Corée du Sud.* Outre ces exemples d'une « assistance technique » en personnel, il convient de mentionner une aide financière directe (fournie, entre autres organisations, par *l'Alliance Mondiale des Unions Chrétiennes Féminines:* 37 associations des pays en développement ont fait des dons aux autres associations entre 1967 et 1971. Il est d'usage que les associations des pays industrialisés prennent en charge des projets des associations-sœurs des pays en développement; *Comité Consultatif des Amis.* etc.). Citons enfin l'aide sous forme de fourniture de matériels (mobilier, machines à écrire, etc.) et même la fourniture de laine aux femmes d'Uganda (1965 - *Union Mondiale des Organisations Féminines Catholiques).* En matière d'action de solidarité en faveur des associations des pays du Tiers Monde, l'organisation internationale n'agit parfois qu'en tant qu'intermédiaire, l'aide concrète étant apportée individuellement par certaines associations membres. Ainsi, les branches canadiennes et suisse de la *Confédération Mondiale des Organisations de la Profession Enseignante* ont apporté en 1969 aux Associations d'enseignants du Kenya, du Libéria et de Sierra Leone une aide en matière de développement de publications pédagogiques.

Enfin, les associations des pays dans lesquelles se trouve le siège de l'OING apportent parfois une aide particulière à certaines associations : la section française de la *Ligue Internationale de l'Enseignement, de l'Education et de la Culture* a contribué au financement des projets des nouvelles associations africaines: la section britannique de *l'Union Mondiale des Femmes Rurales* soutient financièrement des activités de certaines associations membres en Asie et en Océanie. Les sections nationales de la *Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge* contribuent généralement aux frais des associations des pays en développement.

B.2. Soutien moral et développement des programmes

Outre l'appui financier et technique les OINGs prêtent couramment aux associations membres un appui moral et concours intellectuel. A cet égard et a titre d'exemple, la *Confédération Internationale des Syndicats Libre* a pris la défense des syndicats de Bolivie et de Chili face aux mesures répressives du Gouvernement (1969). Le *Syndicat Professionnel International de l'Enseignement* a protesté contre l'emprisonnement des responsables des syndicats d'enseignants au Qua temala et au Costa Rica. D'une manière semblable, la *Fédération Internationale Syndicate de l'Enseignement* est intervenue en faveur des enseignants sénégalais (1975). Le Congres mondial de PEN *International* a adopté, à plusieurs reprises, des résolutions de soutien en faveur des écrivains emprisonnés pour délit d'opinion (Côte d'Ivoire 1967- Corée du Sud 1970).

Suivant la requête de *l'Association Guatémaltèque des Journalistes. l'Organisation Internationale des Journalistes* a invité, en 1982, ses associations membres à observer une semaine de solidarité avec les journalistes et le peuple guatémaltèques, il est fréquent que des OINGs manifestent leur solidarité morale et matérielle à leurs membres frappés par des catastrophes naturelles ou la guerre. La *Fédération Internationale Démocratique des Femmes* et la *Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique* ont organisé en 1970 des collectes en faveur de leurs membres au Vietnam et ont offert un hôpital à ce pays.

Pratiquement, toutes les OINGs consultées ont organisé durant la période de 1960-1980 une ou plusieurs réunions internationales dans un pays du Tiers Monde. Outre les conférences internationales dont un nombre considérable étaient des assemblées générales ou congrès statutaires, de nombreux séminaires, colloques, stages d'études régionaux ont été tenus dans ces pays, consacrés aux sujets d'un intérêt particulier pour les pays en développement. Des contacts humaines et les échanges interculturels dont bénéficiaient ainsi les jeunes associations de ces pays ont constitué pour elles un encouragement moral et une stimulation pour leurs activités.

Une bonne illustration de stimulation de projets nationaux par une contribution internationale est fournie par l'action de plusieurs organisations internationales féminines en vue de promouvoir les droits de la femme dans les pays du Tiers Monde. Bien avant la proclamation par l'ONU d'une « Année Internationale de la Femme » (1965), des organisations internationales féminines ont multiplie des enquêtes et des réunions dans les pays du Tiers Monde pour soutenir l'action des associations locales en vue de l'application des droits de la femme sur le plan moral, social, économique et politique.

Dès 1948 la *Ligue Internationale pour ta Paix et la Liberté* organisait des stages de formation civique de femmes au Senegal, au Nigeria, au Ghana, à l'époque ou les pays en question n'étaient pas encore

indépendants. D'autres organisations internationales ont entrepris des actions similaires dont nous ne citerons que quelques exemples : la *Fédération internationale Démocratique des Femmes* (Rep. Dém. du Congo, 1971). Pakistan 1977, Ethiopie 1980): l'*AllianceMondiale des Unions Chrétiennes Féminines* (Genève, 1963, 1966); le *Conseil international des Femmes* (Tèhérant 1966); l'*Union Mondiale des Organisations Féminines Catholiques* (Madagascar, 1965).

La cause des Droits de la Femme a été également soutenue par des organisations autres que féminines *: l'Alliance Coopérative Internationale* (participation des femmes aux coopératives, Moscou 1980). *Confédération Internationale des Syndicats Libres.*

Cette dernière organisation a pris l'initiative de fonder et d'assister une Commission régionale pour la défense des droits de l'homme et des droits syndicaux en Amérique Latine (1982). Elle conseille couramment de nouvelles associations sur les problèmes juridiques (par ex. les syndicats de mineurs en Afrique du Sud|. la *Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge* conseille fréquemment ses branches nationales dans les pays en développement en ce qui concerne la solution des problèmes humanitaires. *L'Union Mondiale des Organisations Familiales* assiste ses membres dans les pays en développement en procédant aux études des structures familiales dans les diverses régions culturelles du monde et en soumettant les résultats de ces études à une discussion lors des conférences régionales (1966. India: 1970 Ruanda; 1973 Maroc)

En 1983 le *Fédération internationale de Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation actives* a aidé au regroupement de ses affiliées africaines pour «favoriser l'expression des problèmes spécifiques à l'Afrique ».

La reflexion sur la révision fondamentale des programmes scolaires en Afrique francophone a été stimulée par des études et des réunions patronnées par la *Ligue Internationale de l'Enseignement, de l'Education et de la Culture* (Sénégal 1962; Rép. Dém. du Congo 1965). A partir de l'étude entreprise en 1979 en Indonésie sur la solution a apporter au problème des bidonvilles, l'*Union Internationale des Architectes* a élaboré en 1981 une méthode opérationnelle susceptible d'être appliquée à d'autres villes du Tiers Monde.

Il convient de rappeler, sous ce chapitre, un autre mode utilisé assez fréquemment par les OINGs en vue d'assister le développement des associations dans les pays du Tiers Monde : formation des responsables de ces associations grâce a leur séjour auprès du secrétariat international ou auprès d'un secrétariat d'une association nationale bien développée. Il n'est pas rare qu'une OING organise des stages de formation pour les cadres des associations d'une région déterminée.

Plusieurs stages régionaux ont été patronnés par la *Confédération Mondiale des Organisations de la Profession Enseignante* (par ex. au Sénégal en 1962).

8.3. Régionalisation des OINGs

La création des structures régionales au sein d'une OING a essentiellement pour origine le souci de répondre aux désirs des membres éloignés du siège central d'approfondir leur communication avec les membres proches géographiquement et culturellement. *L'Alliance Coopérative Internationale* qui a établi des Bureaux Régionaux en Asie (1960), Afrique Centrale et Orientale (1968); Afrique de l'Ouest (1980) et en Amérique Latine (1982) a assigné l'objectif suivant à ces bureaux : « dégager des voies originales conduisant à une définition des *principes coopératifs* propres à la région intéressée » (Ibadan, 1979). C'est une affirmation claire d'une autonomie culturelle reconnue par une OING à sa composante régionale.

Le nombre de bureaux et de secrétariats régionaux des OINGs semble s'accroître au cours des dernières années (p. ex. *Confédération Internationale des Syndicats Libres, Fédération Mondiale des Associations pour les Nations-Uniers. Comité Consultatif Mondial des Amis; Union Internationale des Architectes; Conseil International des Femmes; Fédération Internationale Démocratique des Femmes; Union Internationale des Organisations Familiales; Comité de Coordination du Service Volontaire International, etc.*

Faute d'établir formellement un Bureau Régional, certaines OINGs désignent une personne appartenant à une région déterminée pour faciliter la communication entre l'OING et les membres de cette région *(Confédération Mondiale des Organisations de la Profession Enseignante).*

Tant les OINGs possédant des structures régionales que les autres entrent périodiquement en rapport direct avec leurs associations membres dans les pays en développement grâce aux *réunions* régionales consacrées aux sujets correspondant aux intérêts de ces associations.

Les résultats des séminaires régionaux forment souvent la base d'un programme diversifié des OINGs (p. ex. *Fédération Internationale Démocratique des Femmes*: Amérique Latine 1968; Afrique 1970; Asie 1971 ; *Confédération Mondiale des Organisations de la Profession Enseignante :* Afrique 1961 ; Asie 1958; *Federation Mondiale des Villes Jumelées:* Afrique 1961; *Union Internationale des Architectes;* Asie 1980; Amérique Latine 1980; *Comité Consultatif Mondial des Amis:* Asie 1973; Afrique 1975; *Confédération Internationale des Syndicats Libres :* Afrique 1980.

Les publications périodiques des OINGs représentent un moyen classique de communication avec les membres appartenant à diverses régions culturelles. Inversement, les nouvelles provenant des associations de ces régions occupent.

ces dernières années, un espace croissant dans les périodiques des OINGs favorisant ainsi une communication interculturelle. Parfois des périodiques des OINGs sont entièrement ou en grande partie consacrés aux valeurs culturelles non-européennes: Bulletin de l'*Association internationale des Arts Plastiques,* 1960. «Artistes d'Orient», Revue de la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique, 1966 : Les jeunes du Péru. Bulletin de l'*Union internationale des Organisations Familiales,* 1979: L'enfance en Asie et dans les pays arabes : *Conseil international de la Musique,* 1957 : la Musique traditionnelle de l'Asie. 1960: la Musique africaine. La revue bimensuelle « Associations Transnationales - publiée par l'*Union des Associations internationales* est ouverte aux organisations non-gouvernementales pour faire connaître leurs activités et leurs reflexions concernant la vie associative dans les différentes régions du monde. Enfin, si les langues occidentales sont généralement utilisées dans les périodiques des OINGs, des langues d'autres cultures commencent à y faire apparition : le Hindi *(Confédération Internationale des Syndicats Libres;* l'Arabe et le Swahili *(Comité Consultatif des Amis).*

B.4. Promotion de la Compréhension Interculturelle

Depuis les années 1960. nous rencontrons dans les programmes des OINGs des références concernant la nécessité de coopération avec les associations dans les pays en développement. Cette « idéologie » de solidarité avec les pays du Tiers Monde est basée d'abord sur des considérations *éthiques.* Celles-ci découlent des Chartes de la plupart des OINGs qui préconisent la solidarité et l'entraide entre les individus et les groupes appartenant à différents peuples. L'entrée massive de nouvelles nations sur la scène mondiale présente aux OINGs un défi de tenter d'appliquer les principes de solidarité et d'entraide sur une échelle internationale élargie. A cette fin. des OINGs développent des programmes d'information, d'études et d'éducation auprès de leurs membres visant à interpréter et à faire comprendre les différences culturelles au sein de la communauté internationale.

A mesure que progresse, au sein des OINGs, la connaissance des conditions concrètes des pays en développement, elles acquièrent une sensibilité plus aiguë pour la spécificité culturelle de ces pays et la valeur relative des modèles occidentaux. « La technologie occidentale n'est pas toujours bonne à appliquer dans les pays en développement - conclut une reunion internationale du *Cimite Consultatif Mondial des Amis à* Londres en 1979. On reconnait l'avantage, voire la nécessité, de faire participer des techniciens nationaux à la mise en œuvre des projets assistés intemationalement et a utiliser. dans la mesure du possible, des matériaux d'origine locale dans (exécution de ces projets (*union Internationale des Architectes.* Togo 1972: Djakarta 1979-

1980(*) O.Dans un souci analogue de promouvoir des valeurs culturelles authentiques, plusieurs organisations internationales ont encouragé une renaissance des industries artisanales dans les pays de l'Asie et d'Afrique *(Union Mondiale des Femmes Rurales: Conseil International des Femmes: Fédération Internationale Démocratique des Femmes: Union Mondiale des Associations Chrétiennes Féminines).* Un nombre considérable d'études et de réunions internationales a été consacré à l'examen des problèmes économiques et socioculturels des pays en développement. La *Confédération Internationale des Syndicats Libres a* tenu plusieurs réunions sur le développement et l'emploi en Afrique sur la base des études et des consultations des syndicalistes africains. La Confédération a redite un document intitulé « Les perspectives de développement en Afrique » dont la substance a été soumise à l'ECOSOC et à la CEE (1981). La *Fédération Internationale des Femmes Diplômées de l'Université* a invité ses membres appartenant aux différentes régions du monde reunis au Congrès triennal aux Etats-unis (1971), à réfléchir «. a l'élargissement des notions traditionnelles déterminant des opinions politiques, telle l'identité et la souveraineté nationale, vers des allégeances plus larges qui s'attachent à la communauté mondiale des peuples ».

Dans le cadre de sa conférence internationale (New Delhi 1966) l'*Union Mondiale des Associations Chrétiennes Féminines* a tenu plusieurs réunions de travail consacrées à la discussion sur des cultures africaines. La même OING a traité des problèmes économiques, sociaux et culturels des pays en développement au cours des conférences internationales tenues aux Etats-unis (1970) et en Uruguay (1979). Dés 1960, elle a convié ses membres des pays industrialisés et ceux en développement à une réflexion sur les problèmes mondiaux tels la faim, la santé, la condition de la femme, la science et la société, l'urbanisation, la course à l'armement.., En coopération avec l'UNESCO. la *Fédération Mondiale des Villes Jumelées* a conduit en 1980 une enquête auprès de ses membres concernant leur participation aux actions de coopération avec les pays en développement. 35,9 % de membres ont affirmé la réalisation effective de projets et 10,8 % de membres ont signalé des projets en voie d'élaboration.

Le - Projet Majeur « de *l'UNESCO* visant à approfondir .. l'appréciation réciproque des valeurs culturelles entre l'Occident et l'Occident» (1956-1966) a stimulé plusieurs OING à encourager cette appréciation parmi leurs membres dans des domaines spécialisés. Ainsi, l'Union *Internationale des Architectes* a tenu au Liban en 1966 un colloque sur les influences mutuelles des cultures et de l'architecture dans les pays de l'Orient et de l'Occident. En 1968, *l'Association Internationale des Arts Plastiques* a organisé une exposition pour mettre en valeur l'influence réciproque de l'art japonais et l'art occidental au cours du dernier siècle Pour faire apprécier à ses membres des aspects de la pensée orientale, la *Fédération Mondiale pour la Santé Mentale* a publié en 1965 et diffusé un ouvrage sur la notion de la santé mentale dans la pensée chinoise traditionnelle. Un consensus inter-organisations en faveur de la solidarité entre les pays de diverses cultures s'est manifesté au cours d'une Conférence internationale

suivantes représentant des tendances idéologiques différentes ont participé à la Conférence : *Organisation Internationale des Journalistes: Fédération Internationale de Journalistes: Union Catholique Internationale de la Presse: Association des Journalistes Latino-Américains: Fédération des Journalistes Arabes.* La conférence a abouti à un accord sur l'usage des moyens modernes de communication « de manière à contribuer au rapprochement des peuples et à respecter leur identité culturelle ainsi que la diversité et l'héritage de chaque nation ». Plusieurs OINGs ont pris l'initiative de promouvoir un dialogue entre les différents religions. En 1966 à Sri Lanka et en 1971 au Ghana, *l'Alliance Mondiale des Unions Chrétiennes Féminines* a suscité des discussions parmi ses membres pour examiner les moyens d'améliorer la cornprehension des doctrines et des expériences des religions non-chrétiennes et pour essayer d'identifier les préoccupations éthiques et pratiques communes qui affectent la vie individuelle et collective de l'homme. Une conférence internationale convoquée en Inde en 1960 par le *Comité Consultatif des Amis* a également instauré le dialogue entre les chrétiens et les porte-paroles des différentes religions de l'Inde dans un souci de chercher des points de rapprochement sur le plan spirituel et éthique. La même OING a organisé en 1978 un colloque au cours duquel les chrétiens et les bouddhistes examinaient les notions de responsabilité sociale et les buts de l'éducation des jeunes.

Depuis 1970 le *Congres Juif mondial* tient des réunions périodiques (1979, 1981, 1982) d'étude avec des personnalités appartenant à différentes confessions chrétiennes; protestante (sous les auspices du Conseil Oecuménique des Eglises, la Fédération mondiale luthérienne); catholiques; (Commission du Vatican pour relations religieuses) orthodoxe (Conférence panorthodoxe). Ces reunions visent à approfondir la compréhension des valeurs religieuses et éthiques des religions en présence sans négliger des tendances spécifiques de chacune. Un but analogue a été poursuivie par le Congrès Juif Mondial aux cours des rencontres tenues avec des porte parole d'Islam (Congrès Musulman Mondial 1981, 1982).

Les activités du *Conseil Oecuménique des Eglises* ont été attentives dés 1948 aux relations avac des religions non-chrétiennes. Le Conseil a établi un service intitulé « Dialogue avec des hommes animés par des fois et des idéologies vivantes ». Un des colloques tenu à l'initiative de ce ser vice a eu lieu en 1974 a Colombo (Sri Lanka), avec la participation d'Hindous de Bouddhistes, de Musulmans, de Chrétiens et de Juifs, ressortissants de 23 pays d'Afrique. d'Asie, d'Europe et de l'Amérique du Nord.

La *Société Africaine de Culture a* étudié les rapports entre les valeurs culturelles africaines et le christianisme, dans le cadre de deux colloques, l'un consacré au catholicisme, l'autre au protestantisme (Côte d'Ivoirs 1977). Une conférence internationale tenue en Suisse en 1961 par l'*Association Internationale pour la Libert Religieuse* a comparé les fondements des valeurs spirituelles et morales en Occident et en Orient. Une association nigérienne affiliée à l'*Union Mondiale des Associations Féminines Catholiques.* devant les divisions éthiques et religieuses ont souffre le pays a pris une décision formelle de tout mettre en œuvre pour hâter la réalisation d'une unité intertribale et interconfessionnelle

L'importance des relations interculturelles est soulignée dans les récentes déclarations de certaines OINGs. Ainsi la Fédération *Syndicale Mondiale* note que « tous !es problèmes de la communauté internationale ont leur côté culturel » (Prague, 1984). Elle attache un grand prix aux « relations fraternelles et de solidarité » avec les organisations syndicales établies dans diverses régions culturelles: Pays arabes, Afrique, Amérique Latine. *L'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources* rappelle la valeur de la connaissance traditionnelle que possèdent les pays en développement et regrette que cette connaissance n'a pas été mieux utilisée dans les programmes écologiques (1984).

Pour établir et maintenir des relations harmonieuses entre des groupes appartenant aux traditions culturelles différentes, certaines conditions éthiques, psychologiques et culturelles doivent être observées. Plusieurs OINGs ont essayé d'élaborer une méthodologie susceptible de guider notamment le personnel d'origine occidental appelé à coopérer avec les groupes dans les pays en développement. Les recommandations adoptées en la matière par les reunions tenues en 1973 et 1976 par le *Comité Consultatif Mondial des Amis*, soulignent notamment la nécessite d'une préparation psychologique et culturelle du personnel chargé de l'exécution du projet; la consultation préalable avec les responsables locaux; prise en compte des valeurs culturelles locales et des aspirations nationales. Une conférence réunie en 1976 à Vienne par le *Comité de Coordination du Service Volontaire International* a formulé, sur la base des propositions des participants africains, une série de recommandation d'un ordre similaire ;

a) il convient d'éviter des projets imposés de l'extérieur et visant des buts purement matériels sans une action prea-

labié avant pour but de sensibiliser les populations.

b) le projet doit correspondre aux besoins de la communauté,

c) ceux qui sont responsables du projet doivent agir en équipe,

d) il faut aider les membres de la communauté à laquelle s'adresse le projet à intégrer les valeurs du passé en eux-mêmes et dans l'environnement où ils vivent.

Une communication interculturelle peut devenir plus concrète et plus efficace lorsqu'il s'agit des relations entre deux groupes appartenant à la même OING. Citons, à titre d'exemple, des contacts bilatéraux entre les associations japonaise et sudcoréenne dans le cadre du *Comité Consultatif Mondial des Amis:* des relations régulières entre la branche des Etats-unis et celle de l'Inde appartenant toutes les deux à *l'Alliance Mondiale des Unions Chrétiennes Féminines.*

Des occasions de communication interculturelle peuvent se présenter à l'intérieur des frontières du même pays lorsque celui-ci accueille des immigrés ou des réfugiés. L'aide matérielle à ces groupes figurait depuis longtemps au programme des associations humanitaires. Actuellement, lorsque les nombres d'immigrés et de réfugiés dans le monde ont atteint des chiffres sans précèdent et la durée de séjour de ces populations devient plus ou moins permanente, des associations dans de nombreux pays se préoccupent des problèmes d'adaptation culturelle que pose la cohabitation des groupes de cultures fort différentes. Des OINGs comme le *Comité Consultatif Mondial des Amis. l'Alliance Mondiale des Unions Chrétiennes Féminines,* etc... examinent les expériences de leurs associations nationales dans ce domaine et s'efforcent de formuler des conseils et des lignes d'action visant *à* encourager la compréhension mutuelle des valeurs culturelles des uns et des autres, à aider les immigrés et les réfugiés à maintenir et à développer leur culture d'origine et à s'initier à la culture du pays d'accueil. Plusieurs réunions internationales convoquées par *l'Alliance Mondiale des Unions Chrétiennes Féminines* ont traité des aspects particuliers du problème des immigrés et des réfugiés : 1963 Discrimination contre femmes et jeunes filles immigrées; 1981 Zimbabwe : formation du personnel au service des réfugiés.

Les minorités ethniques, tels les Aborigènes d'Australie, les Maoris de la Nouvelle Zelande, les Indiens des Etats-Unis et du Canada posent des problèmes analogues de relations interculturelles avec les populations majoritaires de ces pays.

Dans bien des cas, des organisations non-gouvernementales ont attiré l'attention de l'opinion publique sur les responsabilités qui incombent dans ce domaine à la population majoritaire et ont mis en œuvre des programmes éducatifs et culturels au bénéfice des minorités.

B.5. Influences culturelles et idéologiques exercées par les OINGs sur les associations des pays en développement

On reprochait naguère aux OINGs, fondées et établies dans les pays occidentaux et ayant la majorité de leurs membres dans ces pays, d'imposer- volontairement ou involontairement - leur idéologie et leur méthodes de travail et d'organisation à leurs membres appartenant à d'autres régions culturelles du monde. Ce reproche est de moins en moins justifié à mesure que les OINGs. suivant attentivement le développement de la communauté mondiale des peuples, sont en voie d'abandonner leur eurocentrisme historique pour un pluralisme culturel à l'échelle du globe. Par ailleurs, les associations des pays en développement affirment de plus en plus clairement leurs spécificité culturelle qu'elles sont déterminées à faire respecter au sein des OINGs.

Il convient de rappeler toutefois que le principe de communication inter-culturelle implique des influences et des interactions *réciproques* dans les deux sens entre les partenaires en question. Il est donc légitime que les OINGs restent fidèles aux valeurs de la civilisation occidentale dont certaines, notamment celtes relatives aux Droits de l'Homme, ont été incorporées dans les Chartes internationales approuvées par la communauté mondiale dans le cadre des Nations Unies.

C'est un exemple réconfortant de la solidarité entre des groupes de cultures différentes que de constater que des principes fondamentaux des Droits de l'Homme ont trouvé un accueil très favorable auprès des associations non-gouvernementales des pays en développement. Le principe de l'égalité des sexes et de l'élimination de diverses formes de discrimination à l'égard des femmes a trouvé un écho particulièrement retentissant auprès des associations féminines, ce qui a permis une coopération intime et intense avec les OINGs féminines. Nous avons déjà fait état de l'action de ces OINGs apportant un appui moral et une aide technique aux associations féminines des pays du Tiers Monde en vue d'améliorer la condition sociale, économique et professionnelle des femmes. Il est certain qu'étant donné l'attitude des associations nationales, les initiatives des OINGs dans ce domaine ne peuvent être considérées comme une « importation des idées occidentales ». Il arrive qu'une association nationale suggère à une OING d'organiser une réunion sur un sujet qui suscite des réticences dans l'opinion publique du pays; par exemple : la co-éducation *(Alliance Mondiale des Unions Chrétiennes Féminines,* 1966) ou la planification des naissances (*Association Mondiale des Eclaireuses,* Thaïlande. 1973).

En matière de résistance à ce qu'on considère comme l'influence excessive de l'Occident, citons l'opinion des artistes japonais *(Association internationale des Arts plastiques,* Japon 1978). Ils estiment qu'il convient do freiner l'influence de l'art occidental pour permettre à l'art japonais
- dont la base est foncièrement religieuse
- de s'épanouir. En revanche, ils reconnaissent le caractère positif de la pensée occidentale en ce qui concerne le droit d'auteur et le statut professionnel de l'artiste. Le *Comité de Coordination du Service Volontaire International* (1971) signale le risque d'une occidentalisation indésirable produite fréquemment par une activité de longue durée des experts occidentaux travaillant dans les pays en développement. Ces personnes, si elle n'ont pas subi une acculturation suffisante, tendent à introduire dans le pays les modèles et les comportements qui ne correspondent pas au contexte culturel local

Dans le passé relativement récent, on reprochait aux OINGs d'inspiration chrétienne - non sans quelque justification - d'imposer aux populations des pays en développement, alors sous le régime colonial, des valeurs culturelles étrangères et d'ignorer à peu près entièrement le contexte culturel et religieux local. Les liens étroits que les églises occidentales maintenaient avec le pouvoir colonial renforçaient davantage le sentiment critique des populations locates à l'égard des organisations religieuses.

La décolonisation a levé l'hypothèque qui pesait sur les OINGs chrétiennes quant a leur dépendance sur le pouvoir public. Quant à l'attitude de ces OINGs à l'égard des valeurs culturelles et religieuses des pays en développement, nous avons pu noter des rapports nouveaux où le prosélytisme a cédé la place à la tolérance à l'égard de la pensée et du comportement inspirés par des valeurs non-occidentales et à un esprit de coopération avec les divers mouvements et associations laïques qui travaillent pour le développement économique, social et éducatif du pays. *(Office International de l'Enseignement Catholique, Comité Consultatif Mondial des Amis,* Tunis 1959 etc. *Union Mondiale des Organisations Féminines Catholiques* (Togo, 1981).

Dans un chapitre précédent, nous avons fait état des initiatives de certaines OINGs d'inspiration chrétienne tendant à instaurer un dialogue avec les grandes religions non-chrétiennes (Alliance Mondiale des Unions Chrétiennes Féminines; Comité Consultatif Mondial des Amis). Nous avons mentionné également l'action du Congrès *Juif Mondial* ouvrant un dialogue sue le plan des idées religieuses et éthiques avec les principales confessions chrétiennes et avec l'Islam. Le fait que de telles initiatives sont possible indique que même le domaine des convictions intimes de l'homme n'échappe pas a la dynamique d'une communication interculturelle. tant dans les pays industrialisés que dans ceux en voie de développement.

Si les OINGs issues de la culture religieuse occidentale ont mis une sourdine à leurs activités missionnaires dans les pays en développement, certaines OINGs d'inspiration politique n'hésitent pas à faire appel à leurs adhérents dans ces

pays pour adopter des doctrines et des program tu es d'origine strictement occidentale, tel le marxisme-léninisme. A son Congrès de 1966, la *Federation Syndicale Mondiale* demande à tous ses membres, y compris ceux dans les pays en développement de « cultiver l'esprit de lutte de classe et d'internationalisme prolétérien ». En 1963, l'*Organisation Internationale de Joumalismes* » a invité ses membres en Indonésie « à former des cadres du journalisme révolutionnaire dévoués au peuple et à la tâche d'accomplir la révolution ».

Dans un nombre d'instances l'action à laquelle des associations nationales sont invitées par des OINGs est fondée sur des décisions, conventions ou recommandations de l'ONU ou de ses institutions spécialisées. Nous avons déjà noté comment de nombreuses OINGs féministes s'appuient dans leurs activités visant l'amélioration de la condition de la femme sur l'autorité juridique et morale de la Convention de l'ONU (1979) sur « l'élimination de toute forme de discrimination contre la femme ». Les conventions de ce genre offrent un double avantage aux associations nationales non-gouvernementales, étant adoptées, en général, par une vaste majorité des gouvernements et leur contenu est formulé de manière à ne heurter aucune sensibilité culturelle; elles lient *juridiquement* les gouvernements ayant ratifié ces accords et *moralement* tous les autres. Du point de vue des associations des pays en développement, il n'y a donc pas lieu de considérer ces conventions et recommandations comme une importation idéologique extérieure mais plutôt comme une contribution solide à la communication interculturelle sur l'échelle mondiale. C'est dans cet esprit que l'*Organisation Internationale des Journalistes* conseille à ses membres à se référer à la « Déclaration sur les Moyens de Communication » adoptée par la Conférence Internationale de l'UNESCO en 1978.

Les organisations internationales du personnel enseignant *(Confédération Mondiale des Organisations du Personnel Enseignant, Fédération Internationale Syndicale d'Enseignants, Confédération Syndicale Mondiale des Enseignants)* rappellent à leurs associations affiliées, notamment dans les pays en développement, les dispostions d'une « Recommandation concernant la condition du personnel enseignant » adoptée en 1966 par l'OIT et l'Unesco et qui définit, en termes interculturels les normes professionnelles, sociales et économiques qu'il convient de respecter en ce qui concerne les enseignants.

C. Observations sur la contribution des OINGs à la communication interculturelle

Le point de départ de l'étude a été l'hypothèse que les organisations internationales non-gouvernementales constituent un milieu particulièrement favorable à la communication interculturelle. Cette hypothèse s'est révélée (ondée a la suite dun examen de l'expèrience du pluralisme culturel que ces organisations ont vécu au cours de la période 1960-80 et dont les différents aspects sont décrits dans les Chapitres A et B de l'étude. L'étude s'est limitée délibérément aux relations entre les OINGs et les associa*tions des pays en développement.* Celles-ci sont en grande majorité d'origine récente, d'une composition relativement peu représentative et engagées dans une recherche délicate de leur identité culturelle (').

On peut envisager les relations entre les OINGs et les associations des pays en voie de développemment comme des rapports de deux mondes culturels distincts, Cependant, la caractéristique essentielle de ces relations est leur interdépendance réciproque : les OINGs cherchent délibérément l'adhésion et la coopération des associations, tandis que celles-ci désirent s'affilier aux OINGs et développer des relations actives avec elles pour participer à la vie internationale. Normalement, la communication interculturelle fonctionne dans les deux sens.

Les données rassemblées dans le cadre de l'étude semblent indiquer que les interactions entre les deux partenaires sont généralement positives. Nous ne tairons pas, pour autant, des aspects critiques de ces relations lorsqu'ils méritent d'être relevés.

Pour caractériser les divers types de relations interculturelles identifiés grâce à notre enquête nous proposons le classement en trois catégories suivantes :

C.1. *La communication interculturelle est freinée* par divers facteurs, p. ex. : une conception intransigeante de l'identité culturelle; une condamnation globale du passé colonial; une méfiance à l'égard de toute action internationale, soupçonnée du néocolonialisme; multiplicité de langues et de cultures dans le même pays.

C.2. *Développement progressif d'une communication interculturelle multilatérale*

C'est le type le plus courant de relations interculturelles au sein des OINGs. Elles s'établissent entre une OING et les associations intéressées, sur l'initiative de l'un ou de l'autre partenaire; entre les associations membres, sur le plan bilatéral, régional et international.

C.3. *La communication interculturelle s'élargit et s'approffondit*

Elle est conçue progressivement dans la perspective de la participation des cultures particulières au patrimoine culturel universel. Elle se manifeste par des actions concrètes de solidarité interrégionale. Elle se préoccupe des fondements d'une solidarité spirituelle et morale universelle.

C.1. Quelques causes de freinage de la communication interculturelle

L'affirmation légitime des valeurs culturel les nationales (p. ex. mentalité de la population, vie sociale, an) se fait parfois en opposition aux valeurs différentes des autres cultures et conduit à un refus relatif de communication. Il semble que ces conflits de sensibilité qui se sont manifestes surtout au lendemain de la décolonisation, sans disparaître entièrement - car ils reposent souvent sur des différences des valeurs spirituelles et éthiques- semblent s'atténuer à mesure que des contacts humains et intellectuels se sont multipliés entre les personnes appartenant aux différentes cultures (voir A 1)

Les critiques très sévères formulées par les pays en développement au sujet des conséquences du régime colonial n'ont pas favorisé, au départ, |a communication des associations de ces pays avec les OINGs. Toutefois le ressentiment premier de ces associations a largement cédé le pas à une attitude plus accueillante devant les déclarations et les actions des OINGs, qui, d'une manière générale, ont été non seulement très explicites dans la condamnation du colonialisme mais se sont efforcées d'aider d'une manière active les associations à remplacer des « modèles occidentaux » par des méthodes et modes d'action basés sur les besoins et valeurs locales dans les domaines économiques, éducatifs et culturels (voir A.2.).

Les associations des pays où il existe plusieurs langues véhiculant autant de cultures distinctes sont confrontées avec un problème délicat face aux OINGs avec lesquelles elles désirent coopérer. D'une manière générale, la communication se fait par le truchement d'une « langue internationale » et la responsabilité en revient habituellement au groupe culturel majoritaire les autres groupes n'ayant pas les moyens de liaisons internationales. Une participation authentique de l'ensemble d'éléments culturels d'un pays à la vie d'une OING pose, tant aux associations nationales Qu'aux OINGs intéressées des problèmes politiques, psychologiques et financiers qui ne pourront être résolus que pragmatiquement et a longue échéance (voir A.3.).

Les associations des pays en développement participent avec les forces politiques et culturelles de leurs pays au processus délicat et souvent douloureux visant à établir un équilibre entre les valeurs traditionnelles qui constituent la base de leur identité culturelle et les forces de progrès économique social et

(') L'étude laisse donc de cote les relations entre les OINGs et les *associations des pays industrialises* L'expérience internationale de celles-ci est plus longue que celle des associations des pays en développement. En outre, une certains homogeneite culturelle caractérise les associations «s pays industrialises du fait de leur appartenance commune à la civillisation occidentale, malgré leurs personnahle culturelles individuelles.

culturel dont elles reconnaissent les avantages et la nécessité. Le processus devient douloureux lorsqu'il implique l'abandon des anciennes traditions et institutions qui ne sont pas compatibles avec des droits de l'individu et l'organisation de la société conformes aux tendances qui se manifestent dans le monde contemporain. L'équilibre entre les valeurs traditionnelles et modernes est une tâche continue de toute société. Cette tâche est particulièrement ardue pour les communautés des pays en voie de développement en voie de rapide changements. La communication avec l'extérieur sur le plan culturel des associations de ces pays pose de ce fait des problèmes particuliers.

C.2. Développement progressif d'une communication interculturelle multilatérale

Les OINGs déclenchent une communication interculturelle en entrant en relation avec les associations existantes dans les pays en développement, ou en prenant des mesures aidant à la création de nouvelles associations. Il va sans dire que la communication s'effectue dans les deux sens : à partir de responsables de l'OING vers les porte-paroles de l'association nationale et vice versa. Un processus analogue d'une influence interculturelle réciproque a lieu lorsque les membres d'une assocation - établie ou en gestation - bénéficiant d'une bourse accordée par une OING se rendent dans un autre milieu culturel pour y acquérir l'expérience professionnel (voir B.1.).

Une occasion d'une communication interculturelle apparaît chaque fois qu'une OING accorde son soutien public à une association nationale. Même s'il ne s'agit que d'un appui moral a une assocation qui se trouve en difficulté la sympathie humaine et des contacts culturels peuvent se manifester. Les circonstances plus propices pour les relations humaines et les échanges interculturels se présentent avant, pendant et après des réunions internationales ou régionales convoquées par des OINGs et auxquelles participent les associations de pays en développement. Depuis 1960 de très nombreuses réunions internationales se sont tenues dans les pays en développement ce qui a permis aux associations de ces pays de nouer des relations avec des personnes et des associations d'origine socioculturelle différente (voir B.A).

Les affinités ethniques et culturelles entre les pays de la même région géographique rendent les contacts entre les associations de ces pays plus faciles et plus étroits. En se réunissant dans un cadre régional ces associations découvrent, outre leurs caractéristiques culturelles également des traits culturels diffférents. A part des organisations régionales créées grâce à la volonté des associations de la région, de nombreux organismes régionaux sont crées au sein des OINGs. L'une des raisons principales de ce mouvement est de répondre au désir des associations non-européennes de faire entendre leur voix et de faire respecter leurs caractéristiques culturelles. Des réunions régionales conduites sous les auspices d'un Bureau régional, avec les participants principaux de la région apportent souvent à l'OING une contribution spécifique de nature à enrichir son programme internationale (A.5; B.3).

Une communication interculturelle au sein des OINGs est avant tout une question pratique: les membres des associations dont les valeurs culturelles sont différentes se rencontrent, plus ou moins fréquemment; ils découvrent leurs différences - tâchent de se comprendre. Cependant, la réflexion sur la nature de cette communication ne manque pas parmi les OINGs. Des conférences internationales sur les problèmes économiques et socioculturels des pays en développement; colloques sur l'appréciation réciproque des valeurs culturelles entre les pays de l'Orient et de l'Occident: des enquêtes sur l'attitude des membres des associations des pays occidentaux a l'égard des pays en développement; conférence sur les mesures à prendre pour protéger l'identité culturelle des pays en développement contre l'influence néfaste des moyens de communication... la liste qui est loin d'être exhaustive, montre la préoccupation des OINGs avec les problèmes théoriques et pratiques de la communication interculturelle. Ce qui mérite d'être souligné c'est une « idéologie » a peu près généralisée actuellement parmi les OINGs qui est caractérisée par un « préjugé favorable » à l'égard des associations des pays en développement (voir B.4.).

Les Eglises chrétiennes étaient réputées d'exercer une influence idéologique occidentale sur les pays du Tiers Monde. Il semble que leur activité missionnaire s'est atténuée au profit d'une action éducative et sociale, action qui est menée également par des associations laïques, d'inspiration chrétienne. La coopération entre les mouvements d'origine occidentale et les groupes locaux en Afrique et en Asie est basée souvent sur l'approfondissement des valeurs éthiques communes. L'influence de certaines OINGs animées par des doctrines politiques d'origine occidentale se fait remarquer dans plusieurs pays en développement. Ces OINGs obtiennent l'adhésion de certains groupes autochtones qu'elles introduisent à la vie internationale et à la communication interculturelle et auxquels elles sont en mesure d'apporter un concours sur le plan matériel, éducatif et social. Quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur les doctrines politiques en question, l'action de ces OINGs rentre dans le cadre d'un pluralisme culturel.

» L'idéologie des Nations Unies •• par laquelle nous entendons notamment les principes des Droits de l'homme et les diverses conventions internationales qui s'inspirent de ces principes - bien que historiquement et philosophiquement d'origine occidentale - sont accueillis avec sympathie par des associations des pays en développement. En assimilant et en diffusant ces principes, en s'en servant dans leurs actions antidiscriminatoires ces associations contribuent à préparer le terrain pour une reconnaissance interrégionale des valeurs universelles.

C.3. La communication interculturelle au sein des OINGs s'élargit et s'approfondit

L'indépendance traditionnelle des OINGs vis-à-vis des autorités se manifeste sur le plan des relations interculturelles par leur liberté d'établir des relations entre les groupes séparés par des divergences politiques et idéologiques. Dans certains domaines les OINGs ont assumé le rôle de pionniers traçant la voie pour une action officielle ultérieure. Une illustration récent de ce rôle est fournie par les campagnes internationales lancées par l'ONU sous l'étiquette « Année internationale de l'éducation » et « l'Année internationale de la Femme ». Les deux « Années >• ont pu être réalisées grâce aux efforts d'information et d'éducation sur le plan international, accomplis par des OINGs et leurs associations membres, plusieurs années avant la décision de l'ONU.

Les OINGs et les associations des pays industrialisés accordent souvent aux associations du pays en développement un soutien moral et technique en se solidarisant avec leur causes et leurs projets. Les associations des pays en développement apportent leur concours aux activités internationales des OINGs basé sur leur spécificité culturelle. Les relations interculturelles entre individus et entre associations d'une région à l'autre se multiplient. Les associations des pays industrialisés prennent des mesures pour amélorer-leurs méthodes de coopération avec les associations des pays en développement en s'efforçant de comprendre mieux les valeurs culturelles de ces associations

Le travail social et éducatif de certaines associations ces: association aupres des immigrés et des réfugiés prépare ces associations à la compréhension des valeurs culturelles différentes.

Il ne manque pas de signes que la communication interculturelle est envisagée par un nombre d'OINGs dans sa dimension profonde : comme l'acceptation des différences dans la perspective que toutes les cultures, sans discrimination, participent au patrimoine culturel universel, en se complétant et s'enrichissant les unes les autres. Dans cette perspective plusieurs réunions inter-organisation ont abouti à un « consensus » maigre les divergences des opinions représentées. Des colloques importants organisés par des OINGs ont réuni des porte-parole de grandes religions mondiales pour essayer d'identifier les préoccupations éthiques et pratiques communes. Des associations des pays en développement font un accueil chaleureux aux principes des Droits de l'Homme qui, bien que d'origine occidentale, promettent de devenir l'un des centres importants de ralliement culturel universel.

POPULATION AND DEVELOPMENT IN AFRICA

Population growth is a basic component of development, particularly in Africa where it has reached a high rate. The Inter-Parliamentary Union held an NGO conference on this topis in Nairobi (1981). This venerable NGO, which is nearing its 100 years of age, has been kind enough to provide us with its conclusions and recommendations, which are a valuable contribution to the documentary work of our colloquim.

Current demographic situation

The rate of population growth in Africa today is the highest in te world and calls for urgent attention. From 220 million inhabitants in 1950, the population in Africa has almost doublet in 25 years and reached 400 million in 1975: it is expected to reach 850 million by the end of the century, and it will probably be around 1,500 million by the year 2025 without yet having stabilized.

This *population growth* affects countries differently. However, the countries which at present are the most populons will remain so : Nigeria, Egypt, Ethiopia and Zaire.

To those characteristics which are peculiar to Africa regarding its rich and varied culture and its economic under-development must be added a high *fertility level* exceeding seven births per woman in certain countries.

An increase in fertility is to be expected, linked to the decline of the practice of breast feeding, which has been helped, *inter alia,* by the improper commercialization of breast-milk substitutes, the more settled life style of the nomadic populations, the shortening of the period of abstinence after child birth and the eradication of many diseases causing sterility. These factors, which cause a rise in fertility will, however, have only a temporary effect; development in general will bring the situation more under control, particularly as a result of improvements in the education of women and a rise in the marriageable age. *Infant mortality rates*, which are very high everywhere in Africa, and in some cases reach 200 per thousant at the present time, are expected to decline, in some cases, rapidly. This decline, which has already started in other age categories also, will lead to a further acceleration in the population growth rate.

The Conference reaffirms the recommendations adopted in Teheran in 1968 and in Bucharest in 1974 on the right of couples and individuals to obtain information and have access to ways and means of responsible parenthood, allowing the couple to choose the desired number of children and their spacing. In fact, a great number of couples are unaware of this right and have no access to family planning services in Africa. Most Governments are of the opinion that this right is indispensable to the well-being of the family, irrespective of any demographic aims. Since the Bucharest Conference in 1974, more countries in Africa have started to formulate population policies and put them into operation, due to the great concern in population growth and development

Another problem of equal importance is the *health situation.* There is a difference of 30 years life expectancy at birth between Northern Europe and West or Central Africa. Here, more than anywhere, dependency is great, in relation to the environment and the resources.

Governments are particularly concerned about the *uneven spatial distribution of population in relation to resources,* particularly land and water, which is unfavourable to integrating the population into economic, social and political activities. They feel that this trend is in conflict with development aims. The situation has worsened during the last 10 or 20 years due to population growth, although the cause is not entirely due to demographic processes. Many migrants in African capital cities and other Irge urban centres originate from smaller urban centres and not directly from rural areas.

It is estimated that the urban population of Africa, which is one of the least urbanized continents, will be 42 per cent by the year 2000, similar to the population rate of other continents of the Third World; it is estimated that, by the end of the century, 60 towns in Africa will have between one and five million inhabitants, as opposed to 20 at present, and four will have a population of over five million, as opposed to one at present.

The *migration* of Africans towards industrialized countries has been halted by the economic crisis in those countries. The Conference expressed concern about the condition of the immigrants in these countries from the point of view of insecurity of employment and family groupings. It was noted that, with the development of oil producing countries, further migratory flows have taken place, resulting in more substantial remittances being sent. Migratory movements amongst African countries have increased sharply. As a consequence, the is a tendency to regulate these movements through agreements between Governments.

It has been estimated that half of the 10 million *refugees* in the world in 1981 are in Africa, thus creating increasingly serious problems of national and international assistance.

On the basis of these findings, the Conference makes the following *conclusions and recommendations :*

CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS

I

IMPORTANCE OF POPULATION IN AFRICAN DEVELOPMENT

PROGRAMMES

The Conference reaffirmed that Africa is a continent of vast potentials which are still untapped. Natural resources are plentiful and the real obstacles to their exploitation for a development strategy are economic, technological, socio-political, demographic and institutional. Governments should, therefore, pay more attention to plans and programmes aimed at removing these obstacles.

A. Agricultural production, land-carrying capacity, water, deforestation and desertification

For better use of population in agricultural production, it is necessary to change the educational system to keep it in line with development needs - the basic African values should be preserved in the process.

There is need for a comprehensive agricultural policy, as well as a food policy at the level of the smallest administrative unit. There is also need for research into the particular agricultural problems in Africa, focusing on desertification and deforestation. The African countries should master and adapt the modern techniques with a view to applying them rationally. The creation of rural development centres, agro-industry, farm-to-market roads, positive measures to prevent the exodus to urban centres, cheap agricultural equipment, the use of underground waters in regions like the Sahel and the setting up of the infrastructure and social services are other steps to be taken to enhance agricultural production.

There should be a reorganization of farm produce marketing. Direct purchase of basic food crops, by Government agencies, will guarantee farmers immediate sale of their produce. This will encourage them to produce more and will go a long way to redress the current food deficit in most countries. The problem of the storage of harvested crops and of movements of farm produce to distant markets, both of which have contributed to the food deficit situation, will be more effectively contained by direct purchasing of farm produce by Governement agencies or Government sponsored food marketing companies.

Because of the continuous deterioration in the terms of trade of agricultural commodities, it is necessary to establish an African common market and to continue the dialogue with the industrialized countries, with a view to improving the situation in the interests of both parties. With regard to development strategies, it is important to give priority to the agricultural sector and to make it independent of industrialization programmes. In Africa, forests are over or badly exploited as a renewable natural resource. Firewood is the main source of domestic energy, which leads to over-exploitation of wooded areas. Rapid population growth contributes to deforestation. A forestation policy is therefore vital to prevent land degradation and desertification. The water problem is vital in Africa, both for agriculture and for the improvement of health conditions. Water policy is necessary for the exploitation and conservation of water, the participation of the people in water utilization and the improvement of water quality.

B. Population as a component of development plans

It is important to integrate the population component in all aspects of economic planning. The taking of a population census is not alone sufficient; what is important is to use the census data to project the components of the population as related to the different sectors, e.g. agriculture, education, health, labour, employment, etc., and thereby to make a calculation of both currend and capital budgets consonant with the targets set by the planners. This implies a need for comprehensive population policies and activities to bring together population change and development targets.

This needs to be understood by economic and social planners at all levels, namely national, provincial and district levels, because the population issue and its implications for development can best be seen at the smallest administrative unit possible. For this purpose, a series of workshops and seminars needs to be organized not only for planners, but also for administrators who run the day-to-day affaires in the country. If possible, parliamentarians should be members of national development committees

II

POPULATION MOVEMENTS IN AFRICA

Factors which contribute to induce rural-urban migrations include the deterioration of the rural environment as a result of the over-exploitation of local land/water resources. Another important factor is the rejection of rural life by graduates of, and drop-outs from, both primary and secondary schools who are attracted by higher wages and better social services in large urban centres.

It is imperative that everything be done to reduce the high rate of urbanization in view of the intractable problems created by the influx of people into the larger cities. The Conference *recommends* the following measures:

1. *Creating jobs in rural areas and small urban areas* such as local Government headquarters where most migrants originate. For rural areas, this may be done by providing water for irrigation and for watering stock in dry areas, and also by providing subsidized farm inputs and agricultural support services to help raise rural incomes. For small rural towns, jobs may be provided by locating agrobased industries there, rather than in the already congested large cities.
2. *Establishment of resettlement schemes for rural populations* who have been and should be persuaded to move from infertile and impoverished areas and rugged mountainous districts to other rural areas which are not only more fertile and better endowed with water resources, but are also more accessible to motorized transport.
3. *Shifting emphasis from grammar-school type secondary schools usually located in urban areas to comprehensive day schools in rural locations*. (Currently, most African secondary schools are located in urban areas although well over 75 per cent of the population of most countries lives in rural areas). Rural schools are more suited for teaching agriculture which should be taught to all students in primary and secondary schools.
4. *The creation of many more medium-sized towns* that will help to reduce the influx to the major cities, especially in countries with a primary city situation. This can be done through deliberate decentralization of political administration by establishing more administrative units, such as provinces, districts and local Government areas. Apart from taking the Government closer to the people, the headquarters of these new administrative units will provide the necessary impetus and infrastructure for the growth of small and medium-sized towns.
   Medium-sized towns may also be created without decentralizing the administrative machinery. The creation of new towns for the purpose of re-distributing both population and industrial establishments is tied up with the issues of even development and sometimes with national security.
5. *Intensification of research* into the causes and consequences of the changes in the geographical distribution of population.

III

FAMILY HEALTH AND FAMILY PLANNING

The Conference reaffirmed the importance of the family in Africa and concluded that the concept of family is very complex and cannot be given a precise definition.

A. Family health

Family health is dependent on a whole range of programmes and actions of which health activities should form a part. Comprehensive people-oriented development programmes, in the planning and execution of which the population concerned should play a full part as partners, are necessary for laying the foundations for a family health programme. Family health which is basically concerned with human fertility, reproduction and growth and development addresses a variety of problems, the most important of which are high fertility, maternal age. the number of children at each stage of maternity and birth spacing, as well as high infant and young child mortality related to the above mentioned causes and to malnutrition, poor environmental sanitation and communicable diseases. The Conference agreed that family health activities should have the following *goals :*

(a) Family members should enjoy freedom from serious disabling physical or mental illness and should receive early attention for all illnesses.
(b) They should be assured of a sanitary environment, including access to a safe supply of water.
(c) They should have relevant education.
(d) They should have access to food of Sufficient quality and quantity.
(e) Medical care should be available with emphasis on pregnant and nursing mothers, children and infants.
(f) Access to fertility regulation services should be ensured.
(g) There should be a social supporting system to provide assistance with the effects of physical and mental illness on the community as a whole.

To meet these goals. Governments have to evolve programmes of primary health care, as agreed at the Alma-Ata Conference in 1978, which are completely decentralized and under the administrative control of the populations to be served. These primary health programmes should be supported by a strong education component, including health education programmes for both the formal and non-formal systems. Among the primary health programmes, emphasis is to be placed on

expanded immunisation, environmental sanitation, nutrition and family planning.

B. Family planning

Family planning is an element within all development planning and a component of family health. It should not be considered as solely an activity for women, and efforts should be made to help all family members to understand its importance and relevance to human development, welfare and happiness. Since the burden of fertility falls most heavily on women, the immediate objectives of family planning are expressed as follows :

1. To enable women to postpone child bearing until they are at what is biologically and socially the most suitable age.
2. To enable women to space their children at no less than two-year intervals, to enable adequate lactation and breast feeding of the child, adequate weaning and adequate replenishment of the mother's nutrients level.
3. To enable women to stop child bearing when they have had the desired family and certainly when their arge is 35, after which the problems of bearing children become so very much more serious than in the younger ages.
4. And family planning should also be able to help with the problems of infertility and be involved in programmes such as counselling and preventive services.

The Conference appeals to those Governments which have not yet recognized family planning as a human right for citizens to do so in accordance with the consensus reached at the Bucharest Conference in 1974. Family planning programmes Should be integrated in overall programmes of family health, but they may be given added prominence through separate programmes. It was agreed that family-life education must form a part of all education and family planning programmes. The increasing incidence of teenage pregnancies give cause for concern, and each country is called upon to study the question and devise appropriate solutions.

Breast feeding is to be emphasized both for its nutritional value to the infant and for its contraceptive effect. Active promotion of breast feeding and measures to support it should be a concern of all Governments.

The technologies available for family planning today are not suited to the tasks, particularly in rural areas, and increased research is needed; this research has to concentrate also on male-related methods, as well as traditional methods, and how to involve traditional practitioners in programmes.

C. Research

Further research is needed into the determinants of fertility and sterility and into the factors producing high mortality, particularly as regards infant, childhood and maternal mortality in Africa.

D. The role of parliamentarians

Through legislation and policy statements, parliamentarians can ensure the creation of the appropriate climate and machinery for family planning and family health and help to ensure funding for programmes in this field. They should also, through individual and collective leadership, help the population to understand and participate in programmes. Parliamentarians have a major role as educators of their constituents, and this should be used to support family health and family planning activities. Through legislative and other measures, parliamentarians can help to establish minimum ages for marriage and measures to support women in their child-bearing roles, such as maternity leave, the creation of crèches and efforts to release rural women from time spent on excessive chores.

IV

CULTURE AND POPULATION EDUCATION IN AFRICA

The Conference noted that there was a general consensus on the need for population education.

Indeed, Africa and its leaders are aware of the dire consequences which too steep a rise in population growth can have on development, but this awareness does not mean that they disregard the socio-economic realities in Africa.

A. An African definition of population education

The Conference recognizes as valid the following definition : Population education is an educational process which helps individuals and groups to learn the probable causes and consequences of demographic phenomena, for themselves and for their communities (including the world community): to define for themselves the nature of the problems involved in demographic processes and the dimensions, distribution and composition of populations; and to determine the means which society as a whole, and they themselves as individuals and/or groups, could use in order to react to those processes and influence them with a view to improving the quality of life, both present and future.

However, the Conference stressed that the diversity of national, cultural and political contexts constitutes a richness from which the continent can derive great benefit when searching for a true African definition of population education.

Thorough research should be undertaken and pursued to try to pinpoint the values which must be completely safeguarded when dealing with education relating to sexuality, the family and population.

B. How to control and harmonize the threefold cultural, demographic and economic transition in Africa

On the one hand, the poverty of families strips parents of all authority and of all ability to help their children to resist the temptation of leaving the rural areas and joining the consumer society promoted by the mass media.

On the other hand, deterioration of the terms of trade, among other factors, does not allow African countries to have sufficient means in order to meet their needs in food, housing, health, education and employment for a population which is constantly and rapidly increasing. It is, therefore, necessary to take simultaneous action on these three factors, i.e. culture demography and economy, so that a society with a stable and balanced development systems should be set up which include training (schooling, literacy), production and various forms of population education.

C. Means and methods of population education

Population education should be adjusted to national realities. Thus, the introduction Of family planning and in particular information regarding contraceptives, abortion, birth control and population control in general are likely to raise problems in some countries.

There seems to be a greater need for family-life education due to the biological precocity of girls and a prolonged celibacy owing to the time spent at school, as well as to other socio-economic factors. The Conference noted the advantages of co-education and the fact that both boys and girls should receive family-life education. While pointing out that family-life education should not be limited to information on contraceptives, the Conference was concerned about the following questions :

- How to conduct family-life education ?.
- Who will conduct family-life education ?

In this subject, the Conference recommended the following measures:

(a) Those entrusted with family-life education must be chosen with the utmost care. Rather than automatically handing over to professional educators, i.e. teachers, parents should take the responsibility of family-life education upon themselves, as a matter of priority:

(b) Parents and other adults in charge of family-life education (traditional matrons, midwives, etc.) should receive training;

(c) Colleges, schools for midwives and nurses, as well as universities, should be encouraged to incorporate family-life education and population education in their syllabuses, and even to award specialist diplomas in these fields:

(d) Social centres, community development groups, mass media, churches and national women's associations should play an active role in this field;

(e) Governments should provide the necessary means for obtaining the appropriate teaching aids and for the training of experts in family-life education and population education. Moreover, the *Conference recommended* that the next Conference of African Ministers on achivements and problems relating to education in Africa, to be held in Dakar under the aegis of UNESCO, consider including population education in African education programmes.

0. The present situation of women

African countries should step up their efforts to promote :
- The education of girls;
- The protection of mother and child;
- Legislative protection for the spouse.

It seems that the determining factors in improving the situation of women are as follows :
- Education and, in particular, the opportunity for girls to attend school;
- The increase in the number of women represented in decision-making forums (the leadership of political parties. Parliament and Government);
- The powerful stand of national women's associations;
- Support by men who are highly conscious of women's contribution to national development.

V

INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

The Conference supports the efforts of the United Nations Fund for Population Activities and of the other international organizations which work in the field of population and development in Africa. *The Conference* appeals to these organizations as well as to all the international organizations and agencies which give assistance to development in Africa, asking them to intensify their action. To this end, *the Conference* also appeals to all Parliaments and Governments requesting them to support the efforts of the United Nations Fund for Population Activities and the other international organizations in these fields.

VI

FOLLOW-UP MEASURES

The Conference,

1. *Recommends* that African Parliaments and Governments review their population and development policies and legislation in the light of the above recommendations, with a view to taking measures that may appear necessary in the light of the conditions prevailing in their respective countries;

2. *Recommends*, to this end, that the African National Groups of the Inter-Parliamentary Union and the other African participants in the Conference ;

(a) Bring the conclusions and recommendations of the Conference to the attention of their respective Parliaments and Governments and promote their implementation;

(b) Give full publicity to the findings of the Conference to all citizens through the information media and by other means;

(c) Facilitate contacts between the representatives of the United Nations Fund for Population Activities and their Parliaments;

(d) Inform the Secretariat of the Interparliamentary Union of the steps taken and the results obtained so that the Union's Secretriat may, in turn, transmit this information to all the African National Groups and Parliaments, as well as to the United Nations Fund for Population Activities and to the United Nations Economic Commission for Africa.

Women mounted on horses at the Mokhetlong store and distribution centre of WFP rations. They are taking home their family rations which they receive regularly in return for work on road maintenance. Self-Help Pueblo Worts. Lesotho.

LE TRAVAILLUEUR AFRICAIN ET LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

LA DECLARATION DE DAKAR

Une conférence africaine s'est tenue l'autre année a Dakar, a l'initiative de la Confédération nationale des travailleurs du Senegal (CNTS), conjointement avec la Confederate internationale des Syndicats Libres (CISL) sur le thème « le travailleur africain et la crise économie mondiale « (*)

1. Réunis a Dakar pendant 3 jours, du 7 au 9 mars 1984. les syndicalistes de 25 pays d'Afrique et des représentants des syndicats des pays industrialisés et d'organisations inter-gouvernementales ont discuté des causes des problèmes économiques et sociaux de l'Afrique et du rôle que les syndicats peuvent jouer dans la recherche d'une solution. Les conclusions suivantes mettent en relief certains des points les plus importants des débats et indiquent un programme d'action pour les gouvernements africains, les organisations internationales, les gouvernements des pays industrialisés et les syndicats eux-mêmes.

2. L'Afrique souffre de l'impact d'une récession économique mondiale, qui aggrave les problèmes d'une décennie d'absence de développement. Le peuple africain est la victime de cette crise.

3. Il y a de graves pénuries alimentaires dans 24 pays menaçant 150 millions de personnes de faim et de malnutrition. Mais ce n'est là que l'aspect le plus, extrême et le plus urgent de la crise. Si les tendances actuelles se poursuivent, 200 millions d'êtres humains, soit plus de la moitié de la population actuelle de l'Afrique, vivront encore en l'an 2000 de revenus insuffisants pour satisfaire leurs besoins essentiels en nourriture, en vêtements, en logements et en soins médicaux.

4. La récession mondiale prolongée a poussé nombre de pays africains au bord de l'effondrement. La croissance est stagnante. Les niveaux de vie baissent rapidement. La moitié de la population active du continent est en chômage ou sous-employée. La production agricole a décliné régulièrement pendant dix ans. La pénurie massive de devises étrangères rend impossible l'importation des biens essentiels pour le développement. Les prix des exportations sont tombes catastrophiquement. les apports d'aide diminuent progressivement. La sécheresse menace des millions de personnes au Sahel et en Afrique Australe et Orientale.

5. La situation critique actuelle en Afrique découle de nombreux siècles d'exploitation coloniale. Vingt années, ou plus, d'indépendance politique n'ont guère eu d'effet sur le dépendance économique de l'Afrique. La plupart des pays du continent dépendent toujours de l'exportation de quelques produits de base et de l'importation de pétrole et de biens manufacturés.

A la suite de l'effondrement des prix des produits de base et du prix toujours fort élevé du pétrole et d'autres biens essentiels, beaucoup de pays sont progressivement arrivés dans une situation où ils doivent assumer un fardeau paralysant de dettes extérieures à des intérêts élevés.

Liés au déclin de l'agriculture, qui a tourné nombre d'anciens producteurs auto-suffisants en des importateurs nets de produits alimentaires, ces facteurs ont poussé de nombreux gouvernement africains dans les bras du Fonds Monétaire International.

6. Le Fonds a insisté sur des mesures draconiennes d'ajustement. En vue de remplir les critères nécessaires pour obtenir une aide, nombre de gouvernements ont signé des lettres d'intention marquant leur accord à une dévaluation brutale de leur monnaie, un contrôle étroit des prêts bancaires sur le plan intérieur, des augmentations des impôts et des taxes, des réductions des dépenses gouvernementales et des restrictions des salaires. L'impact immédiat de telles mesures s'est fait sentir sur le niveau de vie des travailleurs. Dans de nombreux pays africains, l'expérience quotidienne est celle de prix alimentaires qui montent en flèche, de licenciements, de réductions de l'énergie électrique, de pénurie des pièces détachées, de dérèglements des transports publics et de remise à plus tard

LA C.I.S.L.

La confederation internationale des syndicats libres représente, sur le plan mondial, les organisations syndicales libres des cinq continents. Créée en 1949. elle compte actuellement 134 affiliées, pour la plupart des federations syndicales nationales, avec des effectifs totaux de près de 85 millions. La C.I.S.L. est exclusivement financée par ses affiliées.
La CISL cherche a réaliser les objectifs énonces dans sa devise - Pain. Dan et liberté. Elle a soumis des propositions concrètes pour la solution de la crise économique mondiale et la création du plein emploi. Elle assiste les syndicats par des projets éducatifs et des projets d'aide au développement, ainsi qu'en plaidant pour la nécessite d'un nouvel ordre économique international et d'un plus grand progrès social dans tous les pays. Elle fait pression en faveur d'une réglementation des activités des sociétés transnationales et elle soutient la lutte de ses affiliées en faveur de la démocratie économique et industrielle. La C.I.S.L. condamne la discrimination sous toutes ses formes, qu'elle soit basée sur des raisons de race, de couleur, de croyance ou de sexe Elle défend les droits syndicaux et les autres droits fondamentaux de l'homme chaque fois qu'ils sont menaces, où que ce soit.
La CISL agit comme porte-parole des travailleurs dans différentes organisations internationales, telles les Nations Unies et leurs institutions spécialisées, p.ex. l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) la CNUCED. le GATT et la Commission de l'O.N.U. sur les sociétés transnationales. La C.I.S.L. a aidé plus particulièrement a formuler les conventions et les normes de l'O.I.T.. lesquelles servent de reference de base pour juger dans quelle mesure les différents pays observent des normes équitables du travail et les droits syndicaux. Pans ce contexte la C.I.S.L peut soumettre des plaintes, et elle soumet effectivement les plaintes, auprès de l'O.I.T..

La CISL aide a transmettre les informations entre organisations membres dans divers pays et elle fait connaitre les objectifs internationaux du mouvement syndical, mais aussi les questions locales de plus ample portée . Chaque année elle publie une « Revue *de la situation économique mondiale* ».
La CISL coopère etroitement avec les Secrétariats professionnels internatronaux, les quels groupent (tes syndicats nationaux relevant d'une profession ou d'une industrie particulière. La politique de base est décidée par le Comité exécutif: l'autorite suprême est le Congrès, ou toutes les organisations affiliées sorti représentées.

de projets de développement fort nécessaires.

7. Personne ne peut plus contester que la crise internationale a eu un impact brutal sur les travailleurs africains, mais certains gouvernements africains portent aussi une part de responsabilité. Les plans de développement n'ont pas toujours visé à satisfaire les besoins essentiels des peuples. La corruption, l'inefficacité et l'enrichissement illicite ont englouti des fonds importants. Les sociétés multinationales ont DU dominer de larges secteurs de l'économie sans accepter de réaffecter une part équitable de leurs profits au développement national. Trop de gouvernements ont fait confiance à des experts sêtrangers et à une mince élite nationale pour leurs efforts de développement. Ils n'ont pas investi de temps ni de fonds dans des programmes massifs de formation et d'éducation, qui sont cependant une base essentielle pour un développement autosuffisant

8. Actuellement, les syndicats africains constituent une des barrières contre une vague continentale de désespoir. Au niveau national, panafricain et international, les syndicats sont en mesure d'offrir des moyens d'action qui se concentrent sur les besoins réels immédiats et peuvent ainsi fournir à l'Afrique la capacité de résoudre elle-même ses multiples problèmes. Les syndicats sont impatients d'entamer le dialogue avec les gouvernements, un dialogue où politiques passées et futures sont librement discutées dans le but de résoudre les problèmes et d'améliorer les conditions de vie et de travail du peuple africain. Toutefois, les syndicats ne peuvent assumer ces responsabilités que s'ils peuvent exercer pleinement leurs droits à la liberté d'association, d'organisation et de négociation collective.

9. Les syndicats africains doivent, en rapport avec les syndicats d'autres continents, élaborer un programme international de solidarité qui peut s'attaquer aux causes fondamentales de la crise économique globale. Les mesures propres à mettre fin à la récession et à jeter les bases de la croissance future, doivent inclure les pays industrialises. Sans un renversement des politiques économiques déflationnistes des principales puissances économiques, la pauvreté mondiale et le chômage continueront à s'entendre. Une action coordonnée pour la croissance est essentielle, mais elle doit comprendre une augmentation de l'aide et des réformes du système financier et commercial international. La pression conjointe des syndicats des pays industrialisés et en voie de développement peut aider à assurer qu'une telle action est entreprise et qu'elle inclut des mesures spéciales qui permettront à l'Afrique d'échapper au pièce de la pauvreté.

10. Les mesures nécessaires pour s'attaquer a la récession devraient également contribuer à créer une nouvelle voie pour le développement mondial. Les barrières à la croissance et au développement en Afrique, doivent être baissées et éliminées. Les droits fondamentaux de l'homme ne se limitent pas aux libertés politiques et civiques. Ils comprennent aussi la possibilité de vivre par un emploi productif et librement choisi. Les Africains se sont vu refuser trop longtemps le droit au développement et les syndicats africains attendent de leurs collègues dans les pays industrialisés qu'ils les rejoignent dans la lutte pour cette liberté fondamentale.

UN PROGRAMME D'ACTION

11. L'espoir d'un meilleur avenir est le stimulant le plus puissant pour le développement. C'est pourquoi, les gouvernements devraient se concentrer sur un programme limité de points d'action qui offrent l'espoir d'un accord et d'une réalisation rapides. Les syndicats africains soutiennent le Plan d'Action de LAGOS comme un cadre de coopération internationale pour l'auto-dépendance africaine. La liste de propositions ci-après, si elle était acceptée pour exécution par les gouvernements et les organismes internationaux, aiderait à traduire le Plan d'Action de LAGOS en réalités.

a) Il est absolument urgent Que la communauté internationale réponde à l'appel pressant du Directeur Général de l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture, en faveur d'une aide alimentaire urgente, afin d'écarter la menace d'une famine et sous-alimentation à grande échelle dans les 24 pays africains les plus touchés.

b) Le F.M.I, et la Banque Mondiale doivent élaborer à leur réunion cette année, une série de réformes du système financier international dans le but de soulager le fardeau des dettes africaines, réduire les taux d'intérêts réels, stabiliser la valeur des principales monnaies à des taux réalistes, augmenter très considérablement la disponibilité de fonds pour l'aide et changer les conditions du F.M.I, pour encourager l'ajustement par la croissance et l'investissement.

c) Les négociations des pays C.E.E. et A.C.P. doivent inclure les propositions syndicales conjointes pour LOME III telles qu'elles sont présentées dans la Déclaration Syndicale de Dakar de mai 1983. LOME III devrait stipuler des apports plus importants d'aide, de meilleures conditions commerciales pour les pays ACP et la réorientation des programmes de développement en faveur des régions rurales, ainsi qu'insister sur la nécessité de créer des possibilités de formation et des emplois. Les syndicats doivent être assurés d'un rôle réel au niveau international dans la négociation et la mise en application de LOME III.

d) Les gouvernements africains doivent, dès la prochaine conférence des Ministres de la Commission Economique Africaine du 26 au 30 avril à Conakry, intensifier leur travail sur le Plan d'action de LAGOS. Une véritable politique de renforcement des arrangements monétaires doit être mise sur pied pour favoriser les échanges commerciaux interafricains. Les gouvernements africains devraient particulièrement faire attention à la portée de l'action sous-régionale, comme celle qui a été lancée récemment par la conférence de l'Afrique Australe sur la Coopération pour le Développement (S.A.D.C.C.) et la C.D.E.A.O. (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest).

e) Les dirigeants des principaux pays industrialisés, réunis en juin 1984 à Londres, doivent engager leurs pays à une action coordonnée pour la croissance. Une telle action, tout en créant des emplois dans les pays industrialisés, devrait inclure une aide accrue pour l'Afrique, un abaissement des barrières commerciales pour les produits transformés des pays en voie de développement et un accord pour augmenter les ressources du F.M.I., de la Banque Mondiale et de ses filiales, de la Banque Africaine de Développement et du Programme de Développement des Nations Unies.

f) Les pays industrialisés et les pays en voie de développement doivent ratifier l'accord sur le fonds commun pour la stabilisation des prix d'exportation à des niveaux adèquants, renouveler leurs efforts pour négocier des accords sur les produits de base et commencer à élaborer un nouveau système de compensation pour les chutes soudaines et importantes des gains sur l'exportation de produits de base. Les gouvernements africains doivent accorder une attention significative aux investissements pour les industries de transformation.

g! La Commission des Nations Unies sur les sociétés transnationales devrait terminer son projet de code de conduite à sa session extraordinaire en juin. La C.I.S.L. et l'OUSA doivent poursuivre leur pression sur les gouvernements pour accélérer l'achèvement du code. Le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales devrait également étudier, en coopération avec la CNUCED, le rôle des sociétés transnationales dans l'échange des produits de base, afin d'assurer l'application complète du Programme intégré des produits de base,

h) Les gouvernements africains doivent réexaminer leurs stratégies de développement de manière à se consacrer davantage aux besoins essentiels surtout en milieu rural. Présentement l'aide alimentaire est absolument vitale, mais elle ne constitue pas une solution à long terme. La production vivriére doit augmenter en Afrique. C'est pourquoi il est particulièrement important que les programmes de développement rural aident à équiper les petits exploitants et les ouvriers agricoles et encouragent la culture vivnère. Comme tes femmes dans de nombreuses parties du continent font l'essentiel du travail agricole, les programmes doivent refléter pleinement leurs besoins et leurs difficultés. Grâce a la consultation des organisations de travailleurs ruraux, les programmes de développement rural intègre

devraient viser l'augmentation des possibilités de formation, stimuler la mise sur pied de services agricoles auxiliaires et de protêts modestes pour le transport, le stockage et la distribution, ainsi que favoriser la réforme agraire partout où elle s'impose.

i) Le Secrétaire général des Nations Unies devrait coordonner d'urgence les efforts pour accélérer les programmes internationaux de soutien à l'Afrique. Dans le cadre de cet effort, il devrait faire appel aux principaux pays industrialisés pour qu'ils doublent leur aide aux pays les moins avancés, dont la plupart sont en Afrique.

j) L'existence continue du système d'apartheid en Afrique du Sud est un mal qui affecte le développement de tout le continent. La communauté internationale doit intensifier sa pression en vue de l'élimination de l'apartheid, non seulement pour libérer la population noire d'Afrique du Sud. mais aussi pour favoriser l'intégration économique et sociale du continent qui est vitale pour le développement africain.

TACHES ET RESPONSABILITES NOUVELLES DU MOUVEMENT SYNDICAL

12. Les syndicats réagissent à l'impact de la crise économique mondiale par une solidarité accrue, solidarité nationale, panafricaine, mondiale. Les tâches anciennes doivent être attaquées avec une nouvelle rigueur et les nouvelles tâches doivent être assumées avec responsabilité. Le point de départ du renforcement du rôle des syndicats dans le développement est la pleine observation des normes internationales fondamentales en matière de liberté syndicale, d'organisation et de négociation collective.

a) Les syndicats doivent devenir des partenaires essentiels dans le processus de développement, il est largement accepté maintenant que le développement n'est pas possible sans participation et sans organisation. Les syndicats font partie des organisations volontaires les plus importantes et les mieux organisées de toute l'Afrique. Ils peuvent aider à garantir que les travailleurs s'engageront pleinement dans le développement. Les syndicats doivent donc être libres de représenter leurs adhérents, de soumettre leurs doléances et de négocier des solutions mutuellement acceptées.

b) Le dialogue entre les syndicats et les gouvernements est possible, il est même essentiel. Les gouvernements ont besoin de la coopération des travailleurs pour la période difficile qui s'annonce. Nombre des aspirations des travailleurs africains ne sont réalisables que par une action efficace des gouvernements. Il doit y avoir un partage des responsabilités et il faut respecter les différents rôles que les gouvernements et les syndicats devraient jouer. Bien que les gouvernements puissent décider de temps a autre d'être expedites et de faire taire les syndicats de telles mesures nuisent aux structues de coopération et de participation dont les gouvernements ont besoin et elles retardent par conséquent le développement.

c) La force d'un mouvement syndical repose sur l'organisation de base. Rien ne peut remplacer les tâches syndicales d'organisation, de représentation et de négociation. C'est pourquoi les syndicats africains devraient intensifier leurs programmes de formation, afin de pouvoir lancer des campagnes de recrutement de grande envergure. La formation syndicale va de pair avec l'organisation. Une défense efficace des revendications des adhérents est essentielle, et pour cette raison les syndicats devraient consacrer du temps et des ressources à l'amélioration de leurs capacités de négocier et de faire des démarches auprès du gouvernement. La recherche constitue un élément de plus en plus important dans l'extension des activités syndicales.

d) Les syndicats doivent sérieusement préparer leurs négociations avec les gouvernements. Il y a déjà une longue liste de questions urgentes qui intéressent les travailleurs, au sujet desquelles les syndicats doivent rencontrer leur gouvernement, faire des propositions et discuter de l'avenir des politiques nationales. Des propositions politiques bien fondées, appuyées par les militants à la base et conformes aux objectifs de développement national, peuvent mènera une amélioration régulière des conditions de vie et de travail des travailleurs, de même qu' à un respect croissant pour le mouvement syndical.

e) Les syndicats peuvent et doivent démontrer qu'ils sont capables d'aider les travailleurs des régions rurales et urbaines à satisfaire leurs besoins essentiels quotidiens. La negocation avec les employeurs et les autorités est une forme d'activité, mais les syndicats devraient pouvoir entreprendre en outre leurs propres projets d'auto-assistance. Des projets modestes de logement ou de soins de santé, des coopératives de consommation ou de crédits, la formation professionnelle et le développement rural sont un moyen direct de réduire les problèmes quotidiens des travailleurs. Les capacités d'organisation des syndicats sur les lieux de travail devraient être utilisées en outre pour faire naître un système de développement plus indépendant pour toute la communauté.

f) La solidarité au niveau national constitue le premier pas vers une coopération syndicale panafricaine et mondiale. Bien qu'il y ait beaucoup a faire au niveau national, les travailleurs africains doivent également pouvoir faire entendre leur voix dans les organisations inter-gouvernementales africaines et mondiales. Il y a de nombreux domaines d'intérêt mutuel entre les travailleurs africains et leurs collègues dans les autres continents en voie de développement et dans les pays industrialisés. La pression conjointe pour une croissance et un développement a un niveau mondial est une question qui concerne tous les syndicats. Cependant une action commune vis-à-vis des son. tés transnationales peut aussi constituer un domaine très spécifique de coopération. Cette solidarité doit être entretenue par des contacts, des échanges et des concertations régulières. C'est pourquoi il faudra que les syndicats africains renforcent leurs relations, é la fois au niveau continental et global.

g) Les syndicats des pays industrialisés ont eux aussi un rôle important à jouer dans le développement, en taisant pression sur leurs propres gouvernements et en accordant une aide directe aux syndicats africains. A cet égard il est essentiel que les syndicats africains et les syndicats d'autres pays en voie de développement jouent pleinement et activement leur rôle auprès d'organisations comme la C.I.S.L afin que les problèmes et les programmes reflètent leurs besoins et leurs aspirations.

h) Une solidaritè syndicale internationale accrue est particulièrement importante dans la lutte contre l'apartheid. Le mouvement syndical noir indépendant a émergé et s'est développe courageusement par ses propres efforts. Les syndicats des autres pays d'Afrique et du reste du monde doivent l'aider dans sa lutte pour la liberté. A cet égard il est urgent d'agir fermement pour mettre en application le programme d'action, récemment mis à jour, pour le soutien au mouvement syndical noir independent d'Afrique du Sud. En effet, ce programme contient des propositions spécifiques pour renforcer la pression économique sur le régime d'apartheid, conformément à la Conférence Syndicale Internationale sur les Sanctions contre l'Afrique du Sud.

i) Les syndicats en Afrique sont fort préoccupés par le sort des travailleurs immigrés dans les pays industrialisés et dans certains pays producteurs de pétrole. Ils font appel aux syndicats de ces pays pour qu'ils renforcent leurs actions pour mieux protéger les intérêts et la dignité de ces travailleurs en empêchant que se produisent encore les incidents trop fréquents provoqués par le racisme.

j) La Conférence de Dakar sur « Le Travailleur Africain et la Crise Economique Mondiale » a été marquée par une ambiance de sombre réalisme liée à la détermination de trouver une voie qui nous permettre d'aller de l'avant. Maintenant les syndicats africains se tournent ves leurs collègues d'autres pays, vers les gouvernements et vers les organisations internationales, pour qu'ils les rejoignent dans la lutte contre la pauvreté, la faim, le chômage et l'oppression,

k) Les syndicats représentés à cette conférence transmettront ces conclusions à la Conférence Internationale du Travail à Genève en juin 1984,

(*) La conférence a été suivie par 41 representants de 25 centrales syndicales nationales africaines. 3 représentant du gouvernement du *Senegal* et 3l invités d'organisations syndicales internationales et régionales, de syndicats des pays industrialises et d'organisations intergouvernmentales).

LES SOINS DE SANTE PRIMAIRES ET LA PARTICIPATION RENFORCEE DES ONG

Nombreux sont ceux qui pensent que « la santé pour tous d'ici l'an 2000 » - idéal vers lequel tendent les Nations Unies- n'est justement rien de plus qu'un idéal. Cette année, pourtant, un pas modeste mais résolu a été franchi en direction de cet idéal, ce qui laisse espérer qu 'a condition de continuer a persévérer, il reste encore à notre portée. A la suite d'un rapport sur la situation en Afrique australe publié en juin dernier par un consultant spécial, un groupement international composé d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'agences spécialisées des Nations Unies a décidé de s'associer pour se consacrer totalement, en collaboration avec les gouvernements et d'autres autorités officielles, à la réalisation d'un programme de promotion des soins de santé primaires dans six pays de cette région.

Ce rapport - dont la préparation avait été confiée au Dr Reginald Amonoo-lartson, un expert ghanéen, par cette association qui regroupe une vingtaine d'ONG ainsi que des représentants de l'OMS et de l'UNICEF. va permettre à ces dernières de se lancer dans l'action au Botswana, au Lesotho, au Malawi, au Swaziland, en Zambie et au Zimbabwe. C'est un événement significatif. Jusqu'à présent, comme l'a observé le Dr Stuart Kingma. l'Américain qui dirige la Commission médicale chrétienne (CMC) du Conseil Œcuménique des Eglises, ni les gouvernements ni les organisations intergouvernementales n'ont insisté sur le rôle que peuvent jouer les ONG dans la mise en œuvre des politiques de santé officielles.

Le Dr Stuart Kingma et son assistant, le Dr Eric Ram, originaire de l'Inde, rapportent par ailleurs qu'on a pu constater une certaine forme de « protectionnisme » de la part des ONG elles-mêmes; qu'elles considèrent avec une circonspection tout à fait compréhensible toute suggestion de collaboration avec des gouvernements dans la crainte que leur autonomie d'action - qui constitue leur raison d'être - n'en soit compromise.

Trois facteurs essentiels

La CMC est bien placée pour en juger. Elle est en effet, d'une part, elle-même une ONG et, d'autre part, c'est elle qui a dirigé le groupe de travail de cette association de promotion des soins de santé primaires composée de représentants de cinq ONG, de TOMS et de l'UNICEF, groupe de travail dont le rôle est de consolider cette association, d'orchestrer sa voix, de mobiliser ses ressources financières et autres, et de permettre aux organisations membres d'étudier leurs méthodes de travail respectives, condition préalable à toute collaboration efficace.
C'est arbitrairement que l'Afrique australe a été la première région choisie, plutôt qu'un autre groupe de pays au sein du tiers monde: il s'agit simplement de la première étape d'une action qui aura couvert le monde entier d'ici l'an 2000. Trois facteurs essentiels donnent cependant droit à certains pays de bénéficier d'un traitement prioritaire : les pays en question doivent faire partie des pays les moins avancés; ils doivent avoir officiellement annoncé leur intention de réaliser un programme de soins de santé primaires: i!s doivent enfin disposer d'un réseau national d'ONG vaste et bien organisé.

C'est en effet par l'intermédiaire des gouvernements et des ONG que cette association internationale de promotion des soins de santé primaires basée à Genève espère agi... Elle souhaite étendre au niveau national et régional la coopération déjà en place au niveau international. Les ONG ont en effet pris conscience que l'approche « parcellaire et à distance »

At a relief camp in Ethiopia, mother and child show the effect of undernourishment
UNICEF

des problèmes du tiers monde qu'elles avaient adoptée jusqu'à présent ne suffiosait pas.

Les actions seront désormais centrées sur des pays ou groupes de pays déterminés. Les gouvernements - par l'intermédiaire du ministère de la Santé, d'autres ministères et autorités officielles ou parastatiques en rapport avec l'Administration de la santé - joueront un rôle clé dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de santé, politiques dont ils auront la responsabilité. L'association de promotion des soins de santé primaires, les organismes d'aide bilatérale et autres organismes d'assistance fourniront quant à eux toute l'aide complémentaire possible.

Il incombera, autrement dit, aux gouvernements de formuler leurs propres politiques nationales en matière de santé, qui, selon les termes employés dans un rapport des ONG relatif à cette question, « seront l'expression à la fois des objectifs fixés pour améliorer durablement l'état de santé, des priorités existantes, et des principales mesures adoptées pour y parvenir... »

Une conférence internationale relative à la santé organisée il y a plusieurs années avait conclu que les » ingrédients de base » des soins de santé primaires devaient être les suivants : « L'éducation sanitaire, y compris les mesures de prévention et de contrôle des problèmes de santé; une alimentation suffisante et la promotion d'une nutrition appropriée; un approvisionnement adéquat en eau potable et la fourniture d'équipements d'assainissement de base; les soins de santé maternelle et infantile, y compris la planification familiale; la vaccination contre les principales maladies infectieuses; la prévention des épidémies et la lutte contre les maladies contagieuses; le traitement approprié des maladies et blessures courantes et. enfin, la fourniture des médicaments essentiels ». Mais une politique de santé nationale, poursuit le rapport cité plus haut, devrait être un élément « de la politique globale de développement socio-économique ». Il conviendrait d'élaborer « une stratégie nationale» qui définisse «les grandes lignes de l'action requise dans tous les secteurs concernés afin d'assurer la mise en œuvre de cette politique ». Car c'est dans la formulation de tels « objectifs nationaux » que le concept de « la santé pour tous » prend une véritable signification.

Une approche holistique

Si l'on estime, comme on ne saurait manquer de le faire, que « toute personne doit avoir accès aux soins de santé primaires et à travers eux à tous les niveaux d'un système de santé global », on découvrira aussi que pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de révolutionner tous les autres facteurs constitutifs de la vie sociale - *y* compris l'éducation, le logement les loisirs et l'emploi. On découvrira qu'une approche holistique - et non pas parcellaire - de la question constitue le plus sûr moyen d'atteindre l'objectif fixe pour l'an 2000. Un autre rapport d'ONG indique que « rien ne sert d'inculquer une éducation sanitaire et nutritionnelle aux habitants d'un pays dans lequel le régime foncier et le mode d'exploitation des terres excluent la production d'aliments adaptés à la consommation locale. Il est futile de promouvoir un système d'assurance sociale auquel seule une minorité de la population aurait tes moyens de souscrire en raison de la mauvaise situation de l'emploi dans le pays concerné. L'installation de puits d'eau potable au sein d'une communauté ne diminuera le taux des maladies d'origine hydrique que dans la mesure où les habitants auront appris à les utiliser et à les entretenir ». La mise en œuvre des programmes prévus sera en conséquence à la charge des communautés elles-mêmes, qui constituent le moteur de toutes activités au sein de ces sociétés.

Un nouveau mécanisme

Les ONG internationales et les organisations spécialisées des Nations Unies œuvrant dans ce secteur espèrent que ce mode d'action donnera naissance à un nouveau mécanisme permanent de collaboration entre les ONG nationales et les gouvernements, d'une part, et d'autre part, entre les ONG internationales, les organismes inter-gouvernementaux et les instances d'aide bilatérale, et ce en trois phases.

Les ONG internationales devront tout d'abord procéder à une planification conjointe avec leurs homologues nationales; elles devront ensuite collaborer avec les gouvernements en vue de mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre de stratégies nationales de soins de santé primaires; elles devront en outre mettre des ressources au service de la coopération technique entre pays voisins - tout ceci avec l'aide permanente des représentants locaux de l'OMS. de l'UNICEF, du PNUD et des organismes d'aide bilatérale.

Afin de catalyser ces processus, le Dr Amonoo-Lartson recommande d'organiser une série de séminaires destinés à déterminer les problèmes qui se posent, à identifier les moyens d'ores et déjà disponibles pour les résoudre - personnel, technologie, finances et infrastructure-et à établir les bases d'une coopération au niveau régional.

Ce qui émerge du rapport du Dr Amonoo-Lartson, c'est que si ces pays ont de nombreux problèmes en commun, ils ont aussi chacun leurs particularités qui requièrent l'adoption de solutions sur mesure. Les soins de santé primaires sont, par exemple, beaucoup plus développés au Malawi que dans les autres pays de la région. Dans le domaine des produits pharmaceutiques, en revanche, c'est le Lesotho qui montre la voie : il existe en effet dans ce pays une Association pharmaceutique qui dispose de sa propre usine de médicaments. Celle-ci produit une centaine de produits pharmaceutiques figurant sur la liste des médicaments essentiels, couvre pratiquement 100% des besoins nationaux, et exporte vers le Swaziland, le Botswana, le Mozambique, l'Angola' le Malawi et le Zaïre.

L'Association pharmaceutique du Lesotho est membre de l'Organisation nationale de stockage de produits pharmaceutiques, elle est chargée de commander et d'importer d'autres produits qui peuvent occasionnellement s'avérer utiles, et c'est elle qui est chargée de la distribution dans l'ensemble du pays des médicaments d'origine locale ou étrangère. Les autres pays peuvent donc beaucoup apprendre du Malawi en ce qui concerne ies soins de santé primaires en général, et du Lesotho en ce qui concerne les produits pharmaceutiques.

L'adoption des soins de santé primaires par tous les pays constituera l'aboutissement d'une idée lancée il y a près de dix ans. En 1975. l'OMS et l'UNICEF ont nommé un comité mixte des directives sanitaires, qui devait se réunir chaque année afin de déterminer de nouvelles approches des services de santé de base. Ces recherches avaient alors permis d'élaborer des programmes de soins de santé tenant compte non seulement des problèmes de santé mais aussi de ceux qui se posaient dans les domaines de l'agriculture, de la nutrition et de l'eau. Ces programmes furent examinés à Genève au cours d'une série de réunions auxquelles participèrent l'OMS, l'UNICEF et les ONG concernées, à la suite desquelles les « soins de santé primaires » furent adoptés, comme l'explique le Dr Kingma, « à la fois comme concept, processus et objectif ». et ce tout d'abord par l'OMS. puis par l'UNICEF. La plus importante des consultations avec les ONG eut lieu à Alma Ata, en Union Soviétique, en 1978. C'est là qu'il fut finalement convenu que les organisations des Nations Unies collaboreraient avec les ONG pour aider les gouvernements à mettre sur pied leurs politiques de santé.

Le Dr Kingma rapporte qu'en cinq ans •• le concept des soins de santé primaires s'est considérablement élargi », que le nombre des pays qui ont « institue des mécanismes de soins de santé primaires » et - très substantiel ». que de nombreux pays y consacrent désormais une partie de leurs ressources, et qu'enfin on constate « un engagement politique croissant » à cet égard de la part de nombreux gouvernements.

« Les gens commencent à réaliser que les soins de santé primaires peuvent être efficaces. La tendance actuelle augure bien de l'avenir de la coopération entre l'UNICEF. l'OMS et les ONG dans le domaine de la promotion des soins de santé primaires, et de la possibilité de parvenir à assurer une bonne santé a tous d'ici l'an 2000 », S'il est vrai qu'il s'agit d'un idéal vers lequel tendre, il est tout aussi vrai qu'une véritable coopération de tous peut permettre de l'atteindre.

CEF. Geneve
Extrait de Forum ONG Unicef

LE SOUTIEN DES ONG SUR LE TERRAIN

En février 1983, *le groupe de travail du Comité ONG/UNICEF chargé des relations avec le terrain a décide d'organiser une consultation entre plusieurs ONG et administrateurs de programmes de l'UNICEF. et ce avec le soutien du Bureau des affaires non gouvernementales de New York. Les participants devaient examiner diverses questions d'ordre général relatives a la coopération entre les ONG et /'UNICEF visant à favoriser la révolution pour la survie des enfants préconisée par le rapport 1982-1983 sur La situation des enfants dans le monde; cette révolution se fonde sur les six stratégies d'un bon rapport coût-efficacité exposées dans le rapport : la thérapeutique de réhydratation par voie orale, l'allaitement maternel, la vaccination, les fiches de croissance, les suppléments nutritionnels, et l'espacement des naissances. L'ordre du jour de cette réunion était conçu de façon à stimuler un échange de vues entre l'UNICEF et les ONG, l'accent étant mis sur l'expérience des ONG.*

Cette réunion s'est tenue le 3 mai 1983 à New York, au siège de l'UNICEF. Parmi les points mis en évidence par les délégués de l'UNICEF. on peut citer l'exceptionnelle capacité des ONG à identifier les besoins communautaires et à y répondre, l'efficacité avec laquelle elles usent de leurs ressources restreintes, et leur potentiel d'intensifier la coopération et les échanges d'expériences. Ils ont fait part de la volonté renouvelée de l'UNICEF de soutenir plus vigoureusement les décisions et recommandations relatives à la collaboration ONG/UNICEF prises par le Conseil d'administration au cours des dernières années, et de participer à leur mise en œuvre.

Deux représentants d'organisations non gouvernementales ont également pris la parole au cours de cette réunion. Sandra Sennet, assistante spéciale du Directeur général de *CARE*, a brièvement présenté un projet communautaire de santé infantile réalisé par cette organisation à Haïti en collaboration avec le gouvernement haïtien. Il s'agit de la création d'une série de « centres communautaires intégrés de nutrition et d'éducation » (CINEC) dont l'objet et de préparer les enfants des zones rurales à entrer à l'école primaire. *CARE* envisage de créer par la suite 90 centres de ce type dans tout le pays mais entend s'assurer auparavant que chaque centre déjà en place fonctionne de façon satisfaisante.

M. David Guyer. Directeur général de *Save The Children Fund (SCF).* a quant à lui décrit divers projets dont la réussite est directement imputable a la coopération UNICEF/ONG et aux efforts individuels de ces organisations. Il a en particulier mentionné les exemples du Liban (où un certain nombre d'ONG ont prêté leur appui financier à l'UNICEF pour ses opérations de secours d'urgence), des Philippines (où la SCF a assumé la responsabilité d'enseigner aux populations locales comment entretenir les pompes à eau fournies par l'UNICEF), du Bangladesh (où l'UNICEF a demandé au SCF de l'aider à mettre en place un centre de technologie appropriée adapté aux besoins spécifiques d'une région déterminée de ce pays), et de El Salvador (où l'UNICEF a financièrement aidé le SCF à réaliser toute une série de projets de services de base).

M, Guyer a également noté à quel point l'action de plaidoyer menée par les ONG dans les pays industriels était fructueuse pour l'UNICEF. De nombreuses organisations mentionnent en effet l'UNICEF lorsqu'elles demandent à leur gouvernement d'octroyer davantage de fonds à l'aide au développement, et dans un certain nombre de cas la persévérance des ONG à cet égard a donné de substantiels résultats.

Les sujets abordés

Ces communications ont été suivies par la discussion d'un certain nombre de questions relatives à la coopération UNICEF/ONG au niveau national. Les principaux points abordés sont résumés ci-dessous :

1. L'action des ONG est souvent entravée par les longs délais avec lesquels l'UNICEF répond à leurs demandes d'aide ou de coopération.

2. Quelques délégués ont remarqué que la coopération avec l'UNICEF varie de façon notable d'un pays à l'autre. Si ces différences dépendent en partie de l'attitude des gouvernements vis-à-vis du secteur privé, elles sont également affectées par l'attitude du personnel de l'UNICEF.

3. Certains représentants d'ONG ont souligné qu'une certaine confusion a tendance à régner dans les pays où opèrent conjointement plusieurs organisations du système des Nations Unies. On leur dit parfois de s'adresser directement aux représentants du PNUD. et parfois de collaborer directement avec chacune des organisations concernées. Le personnel de l'UNICEF Présent à la réunion a recommandé aux délégués des ONG de S'adresser directement aux bureaux de l'UNICEF sans passer par l'intermédiaire d'autres organisations, à moins d'indications contraires du bureau concerné.

4. Les participants ont massivement appuyé une recommandation visant à réserver une petite partie des fonds affectés aux programmes par pays à des projets exécutés en coopération avec des ONG, et ce avec l'accord des gouvernements concernés. Les délégués de l'UNICEF ont souligné que c'était déjà l'usage dans certains pays. Une petite partie des fonds a également été mise de côté pilotes réalisées par les ONG dans des pays en développement. Les demandes seront examinées par les bureaux extérieurs concernés et par le Bureau des affaires non gouvernementales, en consultation avec ta Division de l'appui aux services extérieurs pour le programme. 5, De nombreux représentants d'ONG ont exprimé le souhait qu'avant d'envisager une extension de la coopération ONG/UNICEF dans quelque pays que ce soit, il soit procède a une « analyse de la situation », tenant compte d'une part des relations existantes entre les secteurs privé et public, et d'autre part des besoins ou problèmes spécifiques de plusieurs régions concernées par les programmes. Cette analyse devrait mentionner les initiatives des ONG repondant au souci et aux recommandations de l'UNICEF relatives a l'intensification de ces efforts. En réponse à ces remarques, un représentant de l'UNICEF a expliqué que 30 a 35 programmes nationaux étaient préparés chaque année en collaboration avec les gouvernements des pays en développement concernés, pour être approuvés ultérieurement par le Conseil d'administration de t'UNICEF. Pour être efficace, c'est dés cette étape de négociation que la coopération UNICEF/ONG devrait débuter. Bien qu'actuellement cette coopération doive s'effectuer au niveau national, la Division des programmes, installé à new York, pourrait faciliter les contacts entre les bureaux extérieurs de l'UNICEF et les ONG à l'œuvre dans certains pays.

Pour commencer, l'UNICEF Pourrait fournir aux ONG intéressées une liste des futurs pays bénéficiaires des programmes négociés en 1984-85. Si elles souhaitent en assurer le suivi, les ONG pourraient alors fournir à l'UNICEF des renseignements détaillés sur les programmes qu'elles exécutent elles-mêmes dans ces pays. Il serait alors envisageable, sur la base de ces informations, d'organiser à New York de nouvelles consultations avec le personnel chargé des programmes qui pourrait ensuite inciter les bureaux extérieurs à entretenir ces relations avec les ONG.

Plusieurs mesures ont été prises pour assurer le suivi des discussions du 3 mai : 1. Une liste des futurs bénéficiaires des programmes en cours d'élaboration qui seront soumis à l'approbation du Conseil d'administration en 1984 et 1985 a été

distribuée aux ONG: il leur a été demandé de fournir une description détaillée des projets qu'elles réalisent dans ces pays et de faire connaître leurs idées et propositions de coopération avec les bureaux extérieurs de l'UNICEF. La procédure de suivi pourra ensuite se poursuivre de deux manières.

Premièrement, dans les pays où les ONG et l'UNICEF réalisent des programmes complémentaires, les ONG pourront se mettre en rapport avec les bureaux extérieurs.

Deuxièmement, dans deux ou trois pays dans lesquels les ONG ont de nombreux contacts et exécutent de multiples programmes, une série de consultations pourra être organisée suivant les procédures préconisées ci-dessus, tout d'abord à New York avec les services compétents de la Division de l'appui aux services extérieurs pour le programme, puis avec les bureaux extérieurs concernés, ce afin de faire participer les ONG à la planification des nouveaux programmes par pays.

2. Il sera procédé dans deux ou trois pays sélectionnés à un suivi approfondi des programmes. Les ONG pourront y participer en préparant des rapports relatifs aux stratégies déjà mises en œuvre dans ces pays par les gouvernements, les organisations internationales ou le secteur privé, mettant en évidence leur ampleur et les modalités appliquées. Dans certains cas, les ONG pourront participer à l'analyse de la situation effectuée par l'UNICEF; dans d'autres cas. elles pourront entreprendre elles-mêmes cette analyse, ou se charger de collecter les données disponibles.
Le Comité et son groupe de travail espèrent que cette invitation sera largement suivie d'effet et qu'elle constituera une étape nouvelle et plus fructueuse de la coopération ONG/UNICEF en faveur des enfants.

(*) Extraits de - Forum d'idées » n° 15.

Colloque UAI
Bruxelles 1984

Les ONG au service
de l'Unicef en Afrique

LE PARTICIPATION DES ONG AU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Le Conseil international de l'action sociale (ICSW) a pris l'initiative d'un programme destiné à répondre directement a un besoin fréquemment négligé : le besoin, pour les Conseils nationaux de l'action sociale, de développer leurs infrastructures et leurs connaissances afin de pouvoir mettre en œuvre des stratégies de développement coordonnées et intégrées. On ne tient pas toujours compte du fait que les programmes de soins de santé primaires, de nutrition, de développement rural et d'encouragement a la participation communautaire requièrent une action coordonnée des ONG, des gouvernements et d'organisations internationales telles que /'UNICEF ou l'OMS.

Le programme du ICSW consiste en une série de projets de « développement et de renforcement des Conseils nationaux de l'action sociale », désignée en bref « Projet de renforcement ».

Ce Projet de renforcement a été lancé à titre expérimental en Asie vers la fin de l'année 1980. avec la participation des Conseils nationaux de l'action sociale d'Indonésie, du Népal, des Philippines, de Sri Lanka et de Thaïlande. Il a pour objet d'améliorer l'efficacité de ces Conseils dans des domaines tels que la coordination des activités réalisées par les ONG seules ou en collaboration avec le gouvernement le développement de réseaux et de techniques d'information et de communication plus efficaces, l'amélioration des procédures d'élaboration, de planification et d'évaluation des politiques et programmes, et le renforcement des stratégies visant à encourager la participation communautaire aux actions de développement.

Le Projet de renforcement est un outil de développement et de formation du personnel des Conseils nationaux de l'action sociale. Il dispense des conseils, une formation professionnelle et une assistance technique et financière permettant d'améliorer l'efficacité de l'infrastructure vitale de coopération que constituent les Conseils nationaux de l'action sociale. Lancé en Asie a tire expérimental avec un maigre budget, ce Projet s'est avéré

(*) Extrait Forum ONG Unicef

Lan Yates Consultant charge du Projet de renforcement de l'ICSW

Mauritanie - Boutlimit. - Une classe *A* l'école primairo.

**UNESCO:
Eric Schwab**

extrêmement fructueux. Les Conseils de l'action sociale participant à ce projet ont constate une augmentation de leurs effectifs et de la participation de leurs membres aux actions collectives; ils ont créé de nouveaux réseaux régionaux et renforcé les organismes régionaux déjà en place; ils ont offert aux membres des ONG une formation complémentaire à l'élaboration des programmes, à la gestion des ONG et aux apporte leur appui à des ONG s'efforçant de résoudre en commun certains problèmes sociaux; ils ont enfin amélioré leurs propres méthodes de gestion et de planification.

La réussite de ce projet de renforcement en Asie a incité à le mettre en œuvre dans certains pays du Sud-Est de l'Afrique, lors d'une réunion régionale organisée à Harare, au Zimbabwe, en mars 1983, les Conseils africains affiliés à l'ICSWont décide de lancer ce projet dans leur région. Au cours de quatre journées très stimulantes, les représentants des divers conseils ont présenté l'historique de leurs associations, discuté de leurs expériences respectives, de leurs succès et de leurs échecs, et échangé des informations et des idées relatives aux stratégies et aux techniques à adopter pour améliorer leurs programmes et leurs méthodes. Le Projet de renforcement est désormais à l'œuvre en Afrique avec un budget restreint. Il a débuté en juillet/août 1983 par une visite du consultant chargé de ce projet en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe. Les autres pays actuellement concernés sont le Botswana, le Malawi, l'Ile Maurice, et l'Ouganda.

Quatre phases

Chaque Projet de renforcement comporte quatre phases :

• une phase de préparation et de planification comprenant une visite du consultant chargé du projet auprès de chaque Conseil, et fa préparation d'un rapport national;

• une session intensive de formation d'une durée de quatre semaines destinée aux responsables de chaque Conseil concerné;

• l'élaboration et la mise en œuvre, en consultation avec l'ICSW, d'un plan d'action de trois ans pour chaque Conseil, le projet assurant une aide technique et financière et contribuant à la formation du personnel au cours de la première année;

• une phase de suivi et d'évaluation au cours de laquelle l'intervention directe du personnel du projet diminuera progressivement et de nouveaux programmes et stratégies s'ajouteront au plan d'action des Conseils.

Le processus de planification du programme africain de formation est déjà bien entamé bien que les visites initiales ne soient pas encore achevées; les Conseils de l'action sociale y participent activement. Cette session de formation se dèroulera a Harare en mai 1984. Ces cours intensifs couvrent pratiquement tous les aspects des diverses fonctions des Conseils nationaux. Leur efficacité réside dans le fait qu'ils prévoient une approche intégrée du mode de fonctionnement des Conseils et que c'est dans ce cadre qu'ils indiquent aux participants quels sont les éléments qui garantissent un développement efficace de fonctions spécifiques.

Ce programme de formation met en avant tout l'accent sur le développement des capacités de compréhension et l'acquisition de connaissances pratiques, en évitant de noyer les participants sous un flot d'informations. L'efficacité de cette formation dépend également du suivi auquel elle donne lieu au niveau des pays au cours de la troisième phase qui consiste à mettre à exécution le plan d'action élaboré par le Conseil.

Sujets **abordés**

Pour donner aux lecteurs une idée du contenu du Projet, nous énumérons ci-après quelques-uns des sujets qui seront abordés lors de la prochaine session de formation : stratégies de coordination, techniques de consultation, création d'unités de formation, activités rémunératrices, gestion des ressources, systèmes d'information et de communication, élaboration et évaluation des politiques, gestion du personnel bénévole, techniques d'évaluation des besoins et d'étude de l'utilisation des ressources, stratégies d'incitation à la participation communautaire, décentralisation des programmes et systèmes de gestion.

Les Projets de renforcement suscitent un intérêt et un enthousiasme croissants. D'autres pays d'Asie, d'Afrique de l'Ouest, des Caraïbes et d'Amérique latine ont demandé a l'ICSW d'en organiser chez eux. Il est malheureusement difficile de trouver les ressources nécessaires à la

THE GEOGRAPHICAL DISTRIBUTION OF MEETINGS THROUGHOUT THE WORLD

by Gian Carlo Fighiera*

1. THE PRESENT STATE OF RESEARCH

The object of this study is to determine to the extent possible with present knowledge, which geographical areas are the most favoured for the distribution and concentration of international meetings.

This task, which to a certain extent involves drawing up an atlas of congresses, constitutes a substantial contribution to general knowledge of the meetings market. In fact, together with a study of its quantitative dimensions, its economic scope and its seasonal nature, the study of its geographical aspects provides essential data to those who must design or implement policies aiming at setting up, planning and financing centres for international meetings, accomodations for participants, establishments to provide training in occupations which furnish conference services, transport and communications networks, and promotional campaigns aimed at publicizing a country's or a location's potential as a world convention site.

Needless to say, incomplete, unclear or erroneous information on meeting geography might in some cases lead to an over- or underestimation of demand and consequently, to unneeded or insufficient facilities being provided. Reference sources are quite rare in this field. In fact, most of the reports published to date deal basically with the number of meetings and participants hosted by a country or a site, the participants' length of stay and expenditures, while omitting the geographical aspect.

However, there exist some studies on this subject which deal with international and national aspects of meetings. These studies are referred to in the author's « L'état actuel de l'étude quantitative des réunions », published in *Transnational Associations* (No. 5. 1981). On the *international* level there are two research papers which seek to determine the pattern of convention flows.

The first and most substantial deals with the annual statistics which have been compiled for over 30 years by the Union of International Associations (UIA). Among other things, these statistics show the distribution of international meetings, principally those held by INGOs. by continent, country and city. The second is considered to be of great interest from a methodological point of view, but deals with only a limited number of countries. It was published in 1974 by the former United States Travel Service (USTS), and is noteworthy because it also takes into account business meetings organized in the most industrialized areas of the world.

Unfortunately, the data provided by these two reports are not comparable, since the type of meeting studied is different in each case and the regional groupings of the countries are different : the UIA regions correspond to the five continents while the USTS uses its own system based on a special geo-economic concept.

On the national level we must cite the research by Meetings & Conventions (with a survey of 25 American cities), published in 1973; the British Tourist Authority (9 cities of Great Britain), published in 1982; the Tidemans Bureau (Netherlands), published in 1982; and the Verlag Neuer Merkur (Federal Republic of Germany), published in 1980.

In addition to the above reports, data may be obtained from reports and estimates prepared by some tourist offices such as that of the Philippines,

Based on the above-mentioned studies, this report aims to describe the geographical features of the market source and recipient, taking into account their international and national aspects, and the factors which enter into the choice of meeting location.

2. PRINCIPAL SOURCES OF THE MARKET

From current research it appears that meetings are convened by five general categories of organizations; three of which are of international nature and two of national nature.

The categories are as follows :

- International
  - International governmental organizations (IGOs)
  - International nongovernmental organizations (INGOs)
  - Multinational business concerns

- National
  - National, provincial and local associations and institutions
  - National and local business concerns

2.1. THE INTERNATIONAL MARKET

2.1.1. Meetings held by International Governmental Organizations (IGOs)

The most reliable source of information, the *UIA Yearbook of International Organizations* (Ed. : 1983-1984), provides a detailed description of a total of 360 IGOs, some thirty of which belong to the United Nations system of specialized agencies (UNESCO. FAO, ILO, etc.).

Before beginning a study of the geographical distribution of IGO meetings, it would seem appropriate to mention some of the most salient features of this sub-market.

The first feature is the growing number of IGOs. Far from diminishing the number of IGOs, the difficulties confronting international cooperation and the political and economic crisis which we are going through seem, on the contrary, to contribute to an increase in the number of IGOs, as shown by the following table :

NUMBER OF IGOs						
Years	1909	1950	1960	1970	1980	1982
OIGs	37	123	154	280	337	360 Source: UIA)

• G.C. Fighiera was born in Turin (Italy) en 1929 and presently lives in Madrid. He has over 25 years' experience as an international conference organizer In successive positions, first as Permanent Conference Secretary for the UEA (Rotterdam) for six years and then as Deputy Secretary General lor UFTAA for 17 years, he has organi zed over 150 meetings of all types m 30 countries, from small committee meetings to large world conferences with over 3,000 participants. Mr. Fighiera is the author of two books on conference organizing, several dozen articles and monographs on this subject, and is currently preparing a conference organizer's manual to consisting of 50 chapters

It follows that the increase in the number of IGOs would result in an increase in the number of meetings held by these organizations. This conclusion is supported by statistics. If we extrapolate the number of meetings held by the United Nations to the IGOs as a whole, we can conclude (1) that the IGOs hold a total of 5,000 meetings annually, with some 250,000 participants; that is, an average of 50 participants per meeting.

While it is possible to estimate the number of meetings held by the INGOs, there is no knowledge concerning the geographical distribution of these meetings.

There is. however, an aspect which can provide an indication of the possible trends of this distribution. A policy which is in force in nearly all the IGOs is that they are bound to hold their meetings preferably at their headquarters. This results from evident economicand efficiency considerations and is only transgressed if the host country agrees to cover extra expenses (including travel expenses of the secretariat) resulting from holding the meeting on its territory.

Taking the above into account, it would seem reasonable to conclude that the sites of IGO meetings and the sites of their respective secretariats are one and the same.

• Along these lines, in 1980 the United Nations and its agencies organized 380 meetings in Geneva and 280 in New York, the two cities which share the UN Secretariat.

Given that the headquarters of most of the IGOs are located in a small number of cities in the Western world - Brussels, Geneva, London and Paris - it follows that these cities must be the greatest beneficiaries of the corresponding segment of the meetings market.

Though it is impossible to determine the degree of concentration, it can logicaly related to another type of well-known concentration : the concentration of practically all of the world's productive activities in a small number of industrialized countries. This phenomenon is one aspect of development.

COUNTRIES WHERE THE LARGEST NUMBER OF IGOs ARE LOCATED					
Country :	France	United Kingdom	Switzer-land	Belgium	U.S.
IGOs	27	27	16	16	16 (Source UIA)

2.1.2. Meetings held by International Non-Governmental Organizations (INGOs)

The number of INGOs, principal source of meetings and participants, has risen at a rate comparable to that of IGOs since the end of the Second World War.

The following table illustrates this development :

	NUMBER OF INGOs					
Years	1909	1950	1960	1970	1980	1982
INGOs	176	832	1255	2173	4265	4779

*These figures correspond to categories A through D of the UN classification

Comparing these ligures with the IGO figures from the preceding section, we see that since the Second World War the number of IGOs has tripled while the number of INGOs has quintupled. Incidentally, it is interesting to note that in terms of available resources, INGOs in no way rival IGOs. In fact, some INGOs do not even have a permanent secretariat and the structure of others is

However the quantitative importance of INGOs in the meetings market surpasses that of the INGOs. In fact, while the IGOs mostly hold small meetings of advisory and management bodies with an average of 50 delegates, meetings held by the INGOs have an average participation of 400.

A detailed study states that in 1978 the INGOs organized over 4,800 meetings which attracted 2 million participants. These figures should be compared with the figures mentioned above for IGOs : 5,000 meetings with 250,000 total participants.

The growth in the number of IGO and INGO meetings since 1950 is shown in the following table.

	NUMBER OF IGO/INGO MEETINGS							
Years	**1950**	**1955**	**1960**	**1965**	**1975**	**1980**	**1982**	**1983**
Mtgs.	**803**	**1 229**	**1 856**	**1 870**	**3235**	**3812**	**4387**	**4864**
								(Source UIA)

These figures show that the number of IGO/INGO meetings has sextupled in thirty years. This rate of growth is about as high as that of the number of INGOs for the same period.

The preceding paragraphs deal in a general way with some of the basic aspects of INGOs. Let us now turn to their geographical features.

The next tables show conclusively the concentration of IGO and INGO headquarters in a small number of countries, two of which, Belgium and Switzerland, are traditionally neutral and another two of which, England and France, have long been liberal lands and lands of welcome.

It should be noted that there is a second concentration within these host countries, with INGOs showing a preference for the capital cities. Are they attracted by the advantages of a large city, such as the presence of major press groups and contact with foreign missions ? Or are they merely following the trend ? Whatever the reasons may be. the situation is the following :

The 10 *countries* which have the largest number of headquarters of international organizations (IGO/INGO) are:

International Organizations (IGO/INGO)	% of World Total	
France	657	14.3
Great Britain	508	111
Belgium	498	10.8
United States	350	7.6
Switzerland	302	6.6
Germany, F.R.	216	4.7
Netherlands	180	3.9
Italy	134	2.9
Denmark	115	2.5
Sweden	99	2.2
	(Source UIA Yearbook. 1983-1964)	

The 10 cities which have the largest number of international organization headquarters (IGO/INGO) are* :

	IGO/INGO	
Paris	507	
Brussels	367	
London	291	
Geneva	127	
Stockholm	121	
Copenhagen	108	
Oslo	98	
Helsinki	84	
Rome	66	
Vienna	60	
	(Source : UIA Yearbook. 1983-1984)	

• These figures include worldwide, continental and regional organizations. The position of Belgium and the Scandinavian countries and ciliés is principally influenced by the high number of regional organizations which have chosen these countries and cities as

2.1.3. Other Meetings

In this category one should first taken into consideration meetings held by multinational concerns.

Along with the information and advisory meetings organized by financial, trade and industrial concerns, these companies hold international training seminars for their personnel. The lack of data concerning the geographical distribution of headquarters and branches as well as production and distribution networks of Multinational companies does not disprove the fact that these multinational company headquarters are located in the most favoured countries, mostly in Western Europe and North America. It is also accepted that a second concentration occurs within the first one. favouring the capital cities and large industrial centres of these countries.

- We know, for example, that in 1970 over 70 % of French companies had their headquarters in Paris.

Regarding the *size* of the meetings market, it is considered to be substantial. For example, one German multinational firm alone organizes some 5,000 meetings and seminars per year. Moreover, we must not forget to include, along with multinational concerns, the unspecified and unclassifiable institutions, orders and « ad hoc » groups of ail types which from time to time take the initiative to organize international meetings. It is impossible to estimate the size and the geographical configuration of this market, which is only mentioned here incidentally.

2.2. THE NATIONAL MARKET

2.2.1. Associations and Business Concerns

The national market is made up of conventions and other meetings held by national and local associations, cultural, political social sporting and other types of groups and national and local production, distribution and service concerns.

Although the length of stay and the daily expenses of participants in national meetings are substantially lower than in international meetings, the size and growth potential of the national meetings market greatly exceeds those of international meetings.

Unfortunately, there is not much quantitative research available on this type of meetings. However, based on existing trend indicators the number of national meetings in the world has been estimated at 200,000, with an estimated 30 million participants.

It can be guessed that national and local associations and business concerns are predominantly concentrated in large cities and that these cities are favoured as meeting places.

As will be seen in the following section, statistics from convention bureaus and tourism offices in some countries and cities show this general trend. However, since they do not differentiate between data on international meetings and data on national meetings it is not possible to accurately determine the geographical distribution of these meetings.

3. PRINCIPAL RECEPTIVE MARKETS

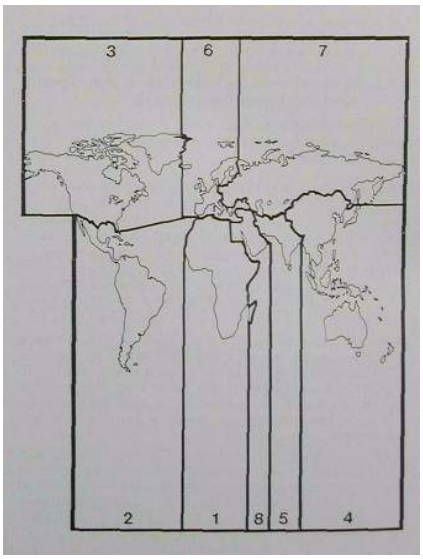
3.1. The International Meetings Market

By grouping countries into homogeneous geographical areas in accordance with economic, social and political similarities insofar as possible, it can be noted that the traditional subdivision of the world into five geophysical continents is not enough to meet the requirements of this study. In reality, this subdivision, adopted moreover by the UIA. only serves to fuel the confusion regarding the development of the market in some countries of the world, such as the socialist countries of Europe and the countries of the Middle East- After careful consideration, the geographical areas used in this study correspond essentially to the six regions covered by the World Tourism Organization (WTO). with the following three modifications: Europe is divided into two (Western and Eastern Europe), America is also divided into two (North and Central-South America), Egypt, which is partly in the Near East, and Israel are included in the Middle East.

The result is a total of eight regions (instead of the six regions of the WTO), as follows in alphabetical order :

1. Africa: continental Africa with the exception of Egypt, which is included under the Middle East.
2. Central and South America : the whole area between the United States and Tierra del Fuego; in other words, the whole of America except of United States and Canada.
3. North America : the United States and Canada.
4. East Asia and the Pacific : the whole of Asia east of India, plus all the countries of the Pacific, including Japan, the Philippines, Indonesia and Australasia.
5. South Asia : the area located between the Middle East and India; namely, Afghanistan, India, Iran, Pakistan and Sri Lanka.
6. Western Europe : the whole European continent from Portugal to the borders of the socialist countries.
7. Eastern Europe : Bulgaria, Hungary, Poland, the German Democratic Republic, Rumania, Czechoslovakia the Soviet Union and Yugoslavia.
8. Middle East : Saudi Arabia, Bahrein. Egypt. Irak. Israel Jordan Kuwait, Lebanon and Syria.

THE 8 REGIONS OF THIS STUDY



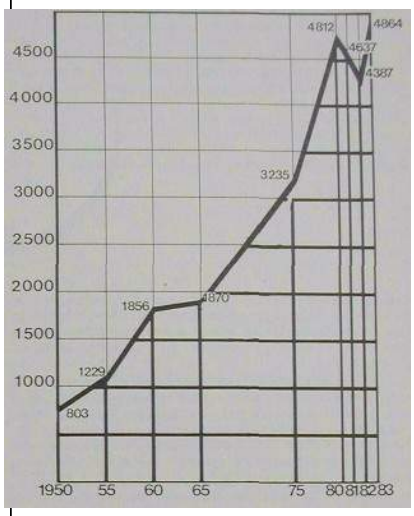
Needless to say. only those countries registering activity as recipients of international meetings are cited in the study. Any omissions are due to a lack of available data.

If we apply the preceding geographical divisions - despite their shortcomings they are currently the only satisfactory ones - to the UIA statistics (4). we can establish the table following which reflects the world and regional growth in the post-war period. Analyzing these figures, we note a surprising rate of growth in conventions and other international meetings in the three decades from 1950. a year when the world and especially Europe, was emerging from the destruction of a war, until 1983, the year for which the most recent statistics in this field are available. The rate of growth over these thirty years is 50 %, It is practically impossible to find as high a rate of growth in any other economic sector, even tourism, over this same period of time. Furthermore, it is clear that the sustained growth in the market from 1950 reached its peak in 1980, with a drop being recorded in 1981 and 1982. This situation would have been a cause for concern if the downward trend had been confirmed in 1983. Fortunately, however, 1983 showed a strong recovery, enabling the market to reach and even to slightly top 1980 levels.

This said, we must however stress the substantial imbalance in the distribution of the market.

Furthermore, it must be acknowledged that the very slight deceleration in the growth rate of the number of meetings in Western Europe was to a large extent offset by the acceleration in the growth of the North American market. In 1982 the 24 countries of Europe and North America where meetings are held - i.e., the richest countries in the world - received over 73 % of the international meetings of the IGOs and the INGOs, amounting to nearly three-fourths of the world market, while some one hundred other countries of the world shared the remaining 27 %. Moreover, despite the deceleration mentioned above, more than half of those meetings are currently held in Western Europe.

Development of international meetings
(IGO/INGO)



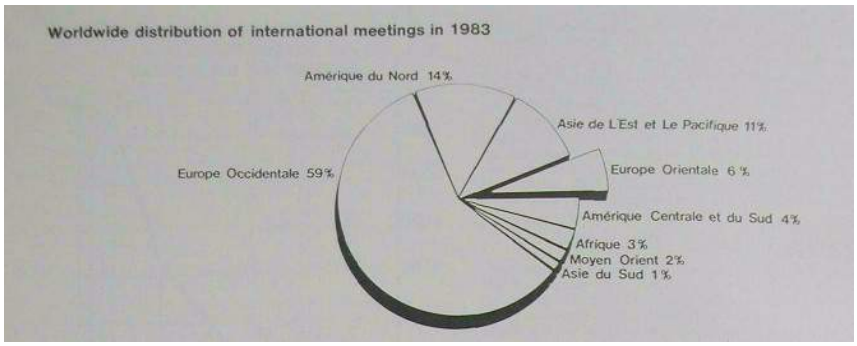
(compiled from UIA statistics)

sored by international associations listed in the *Yearbook of International Organizations* and in the *Annual International Congress Calendar*, i.e., the meetings of their main bodies, congresses, regional meetings (grouping many countries together), symposium. organized by the national branches of the INGOs. Excluded from these statements...) meetings, meetings with very low participation and specific meetings such as regular committee meetings, groups of experts, etc.. which are particularly num-

DEVELOPMENT OF INTERNATIONAL MEETINGS - IGO/INGO

(The first number is the number of meetings ; the second, in %, indicates region's share of world market)

	1950	1955	1960	1965	1975	1980	1982	1983
Africa	9	27	66	63	119	156	136	154
1,25%	2,40 %	3.57 %	3.36 %	3.68 %	3.20 %	3.38 %	3,17%	
Central and South America	33	78	174	122	200	187	195	189
4,57 %	6,91 %	9,41 %	6,53%	6,18 %	3,68 %	4.46 %	3,89%	
North America	70	85	155	193	441	633	627	691
9,70 %	7.53%	8.38 %	10.32%	13,63 %	13,17 %	14,33%	14,20%	
East Asia and the Pacific	8	40	80	102	207	444	475	528
1,11 %	3.54%	4,33 %	5,45%	6.40 %	9,08 %	10,86%	10,86%	
South Asia	13	21	37	36	51	79	48	47
1,80 %	1.86 %	2,00 %	1,92%	1,58 %	1,06 %	1.09 %	0.87%	
Western Europe	661	950	1244	1217	1843	2871	2572	2851
80,00 %	75.29 %	67.28 %	65,05 %	57.00 %	60.59 %	58.78 %	58.61 %	
Eastern Europe	8	22	62	111	273	346	266	286
1.11 %	1.95%	1.82 %	5.93 %	8,44%	7.06%	5.80%	6.08%	
Middle East	6	6	37	27	101	110	68	108
0.25 %	0.53 %	1.68%	1.44 %	2,87%	2.16%	1.30%	2,22%	
803	1229	1856	1870	3235	4812	4387	4864	
100%	100%	100%	100%	100%	100 %	100 %	100%	
					(compilled from		UIA statistics)	



Great progress was achieved over the same period of time in East Asia and the Pacific region which currently rank third in the world. Next comes Eastern Europe with an excellent performance in relative terms, but which is still modest in absolute terms, i.e., in number of meetings.

The position of Latin America has been almost stationary for many years. Africa only has a small number of meetings and its yearly rate of growth remains clearly below that of the world as a whole. In respect of the Middle East, whose impact on the meetings market is barely significant, the last decade nonetheless showed a vitality which contrasts with the permanent state of war in the region. Finally, the presence of South Asia on the market is purely symbolic. This region has not shown any market improvement over the years.

Up to this point we have only dealt with the global aspect of the geographical distribution of the IGO and INGO meetings. We shall now make a more detailed study of the situation in each of the eight regions. This first requires that we determine the main récrient countries individually, and secondly that we study the concentration of meetings in the most important cities of these countries.

I. Africa

The building on this continent of functioning convention centres in Abidjan, Addis Ababa, Algiers, Capetown, Dakar. Khartoum, Libreville. Lomé. Lusaka, Nairobi, etc. does not seem to have greatly encouraged the holding of meetings in the region. Nonetheless. Africa's share in the world market rose from 1.25 % in 1950 to 3.17 % in 1983 when the figure obtained by the continent was lower in relative terms than in 1960. In 1983 the number of international meetings held in Africa was slightly over 150.

DEVELOPMENT OF THE NUMBER OF INTERNATIONAL MEETINGS IN AFRICA			
(numbers within brackets represent the growth relative to the previous period)			
1950	1960	1973	1983
9	66	118	154
	(+ 633 %)	(+79%)	(+31 %)

In 1983 some thirty African countries spread rather evenly between the north, centre, east and west coasts and the south, hosted international meetings.

Topping the list was *Kenya* with 20 meetings, followed by Gabon with 16 meetings. *Senegal* with 12, *Tunisia* with 10. *Nigeria* with 9, *Tanzania* with 8. *Algeria*, *Niger* and *Zimbabwe* with 7. The *Ivory Coast*, which has one of the best convention centres in the region, showed surprisingly poor results : only 4 meetings. The figures recorded for Africa - 154 meetings accounting for 3.17 % of the world market-must be considered alongside the low rate of development of the region and its limited infrastructure and communications network.

II. Central and South America.

This part of the world has excellent meeting facilities, among others, in Buenos Aires and Mexico, but is lacking in convention centres as such. This absence of convention halls is the determining factor which explains what can be considered as the failure of tourism for meetings in the countries of the region.

Not only do the number of meetings and the share in the world market of Central and South America hardly exceed that of Africa (a continent which has a clearly lower degree of development, communications infrastructure and logistics), but also, the rate o1 growth of this part of the Americas is amongst the lowest in the world.

The rate of growth was. in fact. 472 % between 1950 and 1983 - which would be satisfactory in any other field - but this only amounts to half the rate recorded in North America. Moreover, the situation has been stationary for some twenty years and the 189 meetings held in this region are an insignificant part of the total of 4864 meetings for the total world market.

The figures for the period of time studied in this report are the following ;

	1950	1960	1973	1983
Number of meetings	33	174 (+ 427 %)	196 (+ 12 %)	189 (- 3 %)
(within brackets : growth relative to previous period)				

Around twenty countries and territories of this region regularly receive meetings. One out of every three meetings was held in Brazil (39 meetings) and in Argentina (30 meetings) in 1983. A similar share was obtained by Mexico (29 meetings) followed by Venezuela (18 meetings).

The figures for each country show both large and involutionary variations, as can be seen on the table below :

	1950	1960	1973	1983
Countries where meetings are held				
- Argentina	8	34	15	30
- Brazil	5	18	28	39
- Colombia	-	11	17	8
- Ecuador	1	5	7	-
- Mexico	3	32	27	29
- Venezuela	-	10	15	18

The figures of three other	countries	are worths	mentioning:	
Countries where meetings are held	**1950**	**1960**	**1973**	**1983**
- Chile	**2**	**12**	**18**	**4**
- Peru	**3**	**14**	**10**	**11**
- Uruguay	**4**	**9**	**9**	**3**

In classifying the main cities (or meetings in 1983 within the countries studied it appears that :

Nearly all of *Argentina's* international meetings were held in Buenos Aires : 22 meetings of a total of 30.

Two cities in *Brazil* received the majority of a total of 39 meetings for the country : Rio de Janeiro and Sao Paulo accounted for 8 and 5 meetings respectively. Caracas was the preferred meeting site for international meetings held in *Venezuela,* receiving 1 5 of the total of 18 meetings.

The distribution for *Colombia* and *Ecuador* is not available, but it is likely that most of the meetings took place in their capital cities. Bogota and Quito.

Data are available for *Mexico,* however, and show that Mexico City received just over half of the meetings held in the country; that is, 16 of a total of 29 meetings.

The growth rate for the thirty-year period is 650 % for Canada a. 960 % for the United States. The overall rate of growth for this region is 687 %.

Which cities are most favoured for international meetings in these two countries ?

In 1983. of the 128 meetings held in *Canada.* 44 were held in Montreal, 18 in Toronto, 16 in Vancouver and 14 in Ottawa, For this same year, 1983, the situation in the *United States* was the following : of the 563 meetings held there, 65 were in New York, 45 in Washington, 29 in San Francisco, 20 in Chicago, 16 in Boston and 14 in San Diego.

Furthermore, based on an analysis of nearly 35,000 meetings and expositions. World Convention Data of Washington. D.C. offered the following ranking of the major cities for meetings of all types (national and international meetings held in the United States m 1982:

1. New York
2. Chicago
3. Dallas
4. Washington
5. New Orleans
6. Atlanta
7. San Francisco
8. Houston
9. Philadelphia
10. Kansas City

Ranked in order of number of participants instead of the number of meetings, the list changes as follows:

1. Chicago
2. New York
3. Houston
4. Las Vegas
5. Atlanta
6. Kansas City
7. Dallas
8. Detroit
9. Los Angeles
10. Louisville

III. North America.

The United States and Canada, which only had one international meeting out of ten worldwide at the end of World War II, currently receive one international meeting out of seven. It is fair to say that North America and East Asia and the Pacific are the main beneficiaries of the slow erosion of Europe's position in the international meetings market.

Between the United States and Canada, the United States receives the lion's share of the meetings market, totalling 563 meetings in 1983 as compared with Canada's 128.

The vitality of this market is explained by the United States' central location in the modern world from a political and economic point of view, easy communications with other parts of the world, moderate air fares over the North Atlantic, the opening of a large number of exhibition and convention centres and the continuous promotion of meetings in the sectors involved. It is conceivable that in 1985, when the gigantic New York Convention Center with capacity for 8,000 participants opens its doors, the prospects for the United States will improve and its market position will be even further strengthened.

Canada's position was consolidated by the recent construction of several large convention centres such as those in Montreal (1981) and Toronto (1983) with capacity for 7,000 and 10,000 respective-

The following table shows the growth of international meetings in the two countries.

DEVELOPMENT OF THE NUMBER OF INTERNATIONAL MEETINGS HELD IN NORTH AMERICA

	1950	1960	1973	1983
- Canada	17	25	89	128
- U.S.A.	53	130	330	563
- N. America	70	155	419	691
		(+121 %)	(+170%)	(+65%)
(within brackets : growth in relation to previous period)				

IV. East Asia and the Pacific.

No sector in the economies of this part of the world has undergone such an impressive growth since the Second World War as the meetings market. From figures below those of Africa in 1950, which put this area in the last place in world statistics, East Asia and the Pacific reached third place in 1983 with 66 times more meetings (corresponding to a growth rate of 560 %) over the thirty-year span.

This success is surely not the result of mere chance, but rather the product of constant effort, a clear goal and the assimilation of specific knowledge, namely a policy which has made the convention centres of Jakarta, Manila, Kyoto, Hong Kong, Singapore, etc, come to life

While it is evident that the region lacks interpreters, translators and multilingual auxiliary conference personnel, it is also obvious that in meeting organization and planning this region is no further behind than any other.

The following shows the growth in number of meetings for this region :

	1950	1960	1973	1983
Number of meetings	8	80 (+ 900 %)	206 (+ 157 %)	528 (+ 156 %)
(within brackets : growth relative to previous period)				

Analysis of the internal distribution by country of this national market shows that in 1983 Japan received one-fifth of the meetings of the region : the 108 meetings held during that year put Japan in

first place followed by Australia with 95, Singapore with 77, Hong Kong with 52. the Philippines with 50, Thailand with 30. South Korea with 24 and Malaysia with 19.

Development by decade is indicated below :

	1950 1960	1973	1980
Countries where			
meetings were held			
- Australia	4 7	66	95
- South Korea	1	4	24
- Japan	25	44	108
- Hong Kong	1	3	52
- Malaysia	5	5	19
- Philippines	15	15	50
- Singapore	-	12	77
- Thailand	7	16	30

The above table shows the considerable growth undergone by all countries, especially Thailand, Singapore, Australia. South Korea and Malaysia, countries where the meetings market was still in an underdeveloped state in 1960.

Furthermore, considering the situation from a world perspective, it is surprising to find that Japan, the second-ranking economic power in the world, only ranks 12th among countries receiving meetings in the world, with less than 2 % of total international meetings. It is also interesting to note a comment by Henri Bettan (5} who, after studying the meeting calendar for Japan from 1982 until 1988, observed that from 80 to 85 % of the meetings planned emanate from the medical and paramedical professions. It may be assumed that with the opening in 1986 of the World Trade Centre (capacity for 6,000) in Kuala Lumpur and Raffle City in Singapore (capacity for 6,000), there will be an acceleration in the rate of growth.

If we consider the cities where meetings were held, it is useful to note that of the 108 meetings held in *Japan,* 55 were held in Tokyo and 16 in Kyoto.

Bangkok was the site for 27 of the 30 meetings which were held in *Thailand.*

Of the 43 meetings held in the *Philippines* nearly all. 41, were held in Manila.

With regard to *South Korea* and Ma/ays/a, the meetings were concentrated respectively in Seoul (24 meetings, the total amount of meetings held in the country) and in Kuala Lumpur (14 of 19 meetings).

Singapore and *Hong Kong* were not taken into account, being countries consisting of only one city.

V. South Asia

South Asia is the less developped area in the world as far as international meetings are concerned. It is also the area were the development is quite slow.

The table for the area is as follows :

	1950	1960	1973 1983
Afghanistan	_	_	1
India	12	27	32 36
Iran	1	1	5
Pakistan	-	8	2 3
Sri Lanka	-	1	8 8
Total	13	37	48 47

The only data available are those on India; out of 36 meetings organized in 1983, 19 took place in new Delhi and 17 in the rest of the country. This concentration in the capital city is not surprising as it has a conference centre.

(5) Henn Bettan. - L'empire du Levant s'appréte a attaauer - in L'officiel *des congrés* (February 1*982)*

VI. Western Europe.

This geographical area has always acted as a magnet on people seeking a place to hold a meeting. It has many features. For many centuries it has been the centre of activity, of cultural, political and social influence, as well as a focal point of the world. Secondly. Western Europe's participation in international life - along with the membership of all its countries in all the world organizations and in organizations within to the EEC area, and the fact that it is the place of many international agenctes- has given this region a constantly dominant role in world activities. It is therefore logical lor Western Europe to be the principal site where men come together to discuss ideas and decide on actions to take. Moreover, we must not forget that Western Europe offers meeting promoters a tourism and reception infrastructure and a communications network of unequalled density and quality. There is a specific form of infrastructure in this region, i.e.. the many convention centres of relatively recent construction built short distances from one another. Some are large (Berlin, London, Nice, Paris), and others are very functional (Amsterdam. Geneva. Hamburg, Madrid. Monaco).

It is perhaps appropriate to place linguistic infrastructure together with the accomodation infrastructure and here there is no doubt as to Europe's primacy in the world. By the term « linguistic infrastructure » we refer to the knowledge on the part of the participants in a meeting of the major languages of the world. This infrastructure is important not only in meeting organization and accomodations. but especially in the hiring of the needed secretariat and linguistic personnel. It is noted in this regard that Europe possesses the most prestigious interpretation and translation schools in the world.

All these factors explain why Western Europe retains its leading position in the world meetings market.

Nonetheless, its position is threatened by an unfavourable combination of circumstances First, it is important to take into account the fact that the growth potential of this area is becoming saturated, which naturally leads to a decrease in growth. In fact. Western Europe, which at the end of World War II was practically the only valid offer on the new international meetings market, today faces the development of other regions, particularly North America and East Asia.

At the present time, it is hard to make predictions for the future. Western Europe is not yet near losing its supremacy in the market, but if the erosion we observe continues at the present rate, this region in the long term may definitively lose its front-running position.

The table below clearly shows the changes in absolute terms in the region :

1950	1960	1973	1983
Number of 661	1244	2030	2851
meetings	(+ 88 %)	(+ 63 %)	(+ 40%)
(within brackets : growth relative to previous period)			

Western Europe's growth rate of 330 % is lower than that of the other parts of the world, with the exception of South Asia and the Middle East, for the same period.

Within Western Europe, two countries. France and Great Britain, have rivalled with each other for many years for the first place in this field. Both have just opened large complexes to accomodate conventions and other meetings in their respective capitals: the convention centre at La Defense in Paris, and the Barbican Centre in London.

Following these two countries far behind are Switzerland, the Federal Republic of Germany. Belgium. Italy and even further behind. Austria, the Netherlands, Denmark. Spain. Sweden and Finland. Al! attempts to define the factors which explain the above order are fruitless because of the contradictory nature of the motivations behind the choice of countries by meeting organizers. While France. Great Britain, the Federal Republic of Germany and the Netherlands have the most modern facilities available in terms of convention centres, this is not always the case in other countries. On the

other hand, while the international governmental organizations are concentrated in Switzerland. France, Belgium and Great Britain, the other countries receiving meetings do not have this advantage.

The variations shown by the main countries are shown on the table below:

Countries where meetings were held	1950	1960	1973	1983
- Germany, Fed. Rep.	18	139	203	287
- Austria	12	70	113	195
- Belgium	46	110	195	216
- Denmark	16	44	53	118
- Spain	9	39	112	104
- Finland	88	24	32	45
- France	154	209	316	496
- Great Britain	72	127	287	460
- Greece	1	17	42	32
- Ireland	_	4	50	61
- Italy	80	149	166	245
- Luxemburg	5	7	9	21
- Monaco	-	4	27	12
- Norway	4	14	33	32
- Netherlands	44	84	79	169
- Portugal	5	-	12	36
- Sweden	25	49	69	70
- Switzerland	79	147	232	238

The above figures show :

- the accelerated growth of the *Federal Republic of Germany,* four times higher in relative terms than that of France:
- the equally substantial growth of *Great Britain,* twice that of France:
- the notable growth of *Spain,* which has shown sustained development and which, emerging from its political isolation, has multiplied its figures by 8 in thirty years;
- the considerable growth of *Austria* (meeting growth rate : 1083 %), *Denmark* (growth rate : 600 %), *Belgium* (373 %) and *Italy* (206 %);
- the satisfactory results of some countries which play a minor role such as *Ireland, Portugal, Norway, Luxemburg, Monaco* and Sweden;

Competition amongst cities is as fierce as amongst countries. It sometimes occurs that the competition between two countries amounts to the competition between their respective capital cities.

Furthermore, as opposed to the other geographical areas considered in this study. Western Europe and North America offer cities other than their capitals as international meeting sites. Corresponding to this broadening of the supply there is a long list of sites in some countries, as shown by the following study.

In the *Federal Republic of Germany,* Berlin (62 meetings), Hamburg (39) and Munich (36) take their shares of the market, which received a total of 287 meetings in 1983. The remaining meetings are shared by a large number of other cities.

Of the 195 meetings organized *m Austria,* 142 were held in Vienna and 18 in Salzburg, the city of Mozart-

Brussels takes the first place in *Belgium,* with 145 meetings out of a national total of 216. followed by Liege, which also has a convention centre, with 30 meetings, and by Antwerp with 8 meetings-

Paris was host to 252 meetings (Strasbourg to 64) of the 496 meetings held in *France.*

Many cities of *Great Britain,* with a total of 460 meetings, rank high in the meetings market. These are : London, with 235: followed by Edinburgh, with 27; Brighton, with 24; Oxford and Cambridge, with 17. This demonstrates that cities whose prime activity is higher education can play an important role in this field.

The competition in *Italy* (245 meetings) is between Rome, with 73, Milan with 25, Florence with 21 and Venice with 19.

As is easy to predict, the rivarly in the *Netherlands* (169 meetings) between Amsterdam, with 44 meetings; The Hague, with 26 meetings; and Rotterdam, with 20 meetings.

Additionally, the Dutch researcher. Tideman (6) reports the following distribution for the 80 international meetings with over 100 foreign participants which were held in the Netherlands in 1981 :

- Amsterdam	24
- The Hague	16
- Noorderwijkerhout	19
- Rotterdam	6
- Eindhoven	6
- Groningen	4
- Maastricht	1
- Woudschoten	1
- Volendam	1
- Wolfheze	1
- Nijmegen	1
_____80_____	

This report shows that the second largest port in the world, Rotterdam, is only in fourth place and that the town where Philips is located. Eindhoven, occupies the same position.

Spain (104 meetings) shows the traditional rivalry between Madrid, with 51 meetings, and Barcelona, with 21.

The situation is similar in *Switzerland* (238 meetings), where Geneva (135 meetings) retains its absolute predominance. The other cities in the market are Lausanne (20 meetings) and Zurich (16 meetings).

VII. Eastern Europe

Eastern Europe shows some contradictions. On the one hand, it shows quite sustained growth over three decades which has enabled its original results to be multiplied by 27. Only the region of East Asia and the Pacific surpasses these results. On the other hand, the 296 meetings held in this region, accounting for 6 % of the world market, are rather insignificant in number in relation to the degree of development of this part of the world. These results place Eastern Europe ahead of Africa, Centrai and South America, South Asia and the Middle East, but behind Western Europe, North America and East Asia and the Pacific. This being the case, it is relevant to note that Hungary, Czechoslovakia and Yugoslavia are at the forefront of the region. Each 01 the first two account for 26 % of the number of meetings in the area (83 and 81 meetings respectively), and the third accounts for 20 %, or 53 meetings. The Soviet Union, the German Democratic Republic, Bulgaria and Poland follow, the first with 25 meetings, the second with 20, the third with 16 and the fourth with 14.

The figures are as follows				
Number of	1950 8	1960 62	1973 305	1983 296
meetings		(+ 675 %)	(+391 %)	(-2%)
(within brackets : growth relative to previous period)				

The subdivision by city of the meetings held in this region is only partially known. We only know that 31 meetings of the 81 held in Czechoslovakia in 1983 were held in Prague. In *Hungary,* Budapest received 65 of the 83 meetings organized in that country and in *Poland,* Warsaw was the site of 4 of the 5 meetings held in the country. Bucharest was the site for all the meetings held in *Romania,* while Moscow was the site of 8 of the 25 meetings organized in the *Soviet Union.*

The distribution in Yugoslavia (53 meetings) shows a high concentration in Dubrovnik and Ljubljana (12 and 11 meetings respectively). Belgrade, which possesses a convention centre meeting highest standards, ranks third.

(6) Tideman. - Betekenis voor De Nederland van de Congresmarkt », Voorschote. 1982.

VIM. The Middle **East.**

The chrome political instability and state of war, declared or undeclared which has characterized this part of the world over recent decades, should have resulted in even lower figures than those actually obtained.

While well-known events have caused an evident slowing down *a* the growth rate, they have not succeeded in halting meeting activity. The data are as follows :

			1973	1983
Number of meetings	2	37 (+ 1 750 %)	113 (+ 205 %)	108
(within brackets : growth relative to previous periood)				

It must be specified that */srael* accounts for over 80 % of the meetings held in the Middle East.

Countries where meetings were held	**1950**	**1960**	**1973**	**1980**
- Egypt	-	**7**	**27**	**15**
- Iraq		**14**	**2**	**5**
- Israel		**10**	**66**	**85**
- Kuwait			**6**	**3**
- Lebanon			**12**	

We unfortunately lack information regarding the distribution of meetings in cities of the region. The only data available concern Israel where sources indicate that of a national total of 85 meetings 36 were held in Jerusalem and 27 in Tel Aviv.

4. FACTORS WHICH INFLUENCE THE CHOICE OF A MEETING SITE

As stated at the beginning of this study, it is possible to arrive at the following general assessment of the factors which influence or determine the choice of a site for a given meeting : some meetings must be held in specific places, while others are held in principle on a rotational basis and seek new sites.

In the first category on the international level are the IGO meetings which are for the most part held at their respective centrai or regional headquarters.

Similarly, it is probable that meetings of multinational, national and local firms are held on their respective premises. Despite this apparent lack of mobility, the economic impact of meetings on the host countries and cities must not be underestimated. The participants in these meetings use the same services as other participants : transportation, accomodations. restaurants, etc., and therefore contribute to the same extent as others in the economic development of the territory in which they meet.

In the group of meetings which move from one city to another and which are the targets of promotional campaigns by convention service providers, are the remaining two categories : on the international level, the INGOs and some IGOs which organize meetings outside their headquarters, and on the national level, national associations.

The following paragraphs deal with meetings organized by these last two categories of associations.

For political or statutory reasons, these associations change their meeting places from one meeting to the other: meetings of international associations - general assemblies, congresses, seminars, round tables, etc. - are held throughout the whole world; meetings of national associations must logically be restricted to national territory but there is a trend noted in some national professional groups to hold some meetings abroad.

What are the factors which stimulate or determine the choice of the place where a given meeting is to be held ? These factors may be classified into two groups : the first group contains factors considered to be essential and the second group contains the auxiliary factors.

if a meeting receives only one invitation, the only decisive factor would naturally be the invitation itself. If, however, several invitations are received, the choice of the meeting site will be based on a consideration of the following factors :

Essential Factors

- Invitation by a local body
- Meeting room facilities
- Capacity, quality and price of accomodation
- Geographical accessibility

Auxiliary Factors

- Level of prices and exchange rates
- Public image of the country and place
- Promotion and reception policy of the country and city
- Coincidence with a world Fair or Olympic Games
- Affinity between the features of the site and the subject of the meeting
- Central location in relation to the largest number of participants
- Availability of specialized personnel
- Public Relation facilities
- Ability of the organizing committee
- Linguistic affinity
- Considerations of associations internal policy.

It is interesting to note that in some cases, there are strict limitations which affect the choice of the city for the meeting. Hence, for example, very large conventions with over 5,000 participants are limited by their very size : the solution of the problems « meeting rooms » and « accommodation capacity » is of prime importance in these cases. In reality, this type of convention can only be held in some twenty large cities of the world able to receive them and they are therefore limited to these locations.

However, a very specialized scientific meeting, would tend to prefer a university city, a location having an appropriate scientific research centre, although it may mean using a school amphitheatre for its work and staying in student residences instead of a hotel. Therefore, the order of the factors which influence the choice of renue for holding a meeting may vary : factors considered to be secondary may at a given time be given priority and vice versa. It is only for small, seminar-type meetings that it is possible to choose the place of destination without being subject to constraints, since one is assured of always being able to find the proper facilities. Generally speaking, these meetings are not the targets of promotion by cities, hotels and transporters. They can easily be organized in small towns or in unusual places such as a castle, a convent or a country inn.

Having dealt with these special cases, it must be added that large cities are generally favoured over other localities, because they offer ail or most of the essential and auxiliary features sought by the customers.

Along different lines, it must be noted that meeting organizers must carefully study the features of the candidate cities before choosing the one which will be host a given meeting. In general, locations can be classified as follows :

- capital or large cities
- provincial cities
- univesity cities
- resorts
- health resorts

The idea of setting forth the characteristics of a meeting city in a computer programme and of inviting meeting promoters to consult the programme has already been done more than once. This method, however, merits only minor attention because the choice of a site does not only depend upon quantifiable elements, but also on psychological and « ad hoc » political factors which are not contained in a computer programme. There are cases where common sense wins out over mathematics.

An attempt has been made to find out the type of city meeting organizers prefer for their meetings. The study by Dorset, developed and presented at a seminar of Convention Centre directors in 1981. showed the following answers to the question « What made you decide to go to the city where your last meeting was held ? » :

- accesibility . . . .40 %
- reception capacity 20%
- decision by superiors .. .. 11 %
- ease of organization ... . 1 %
- previous experience, tradition .... 6 %
- other. 9%
- no response 6%

Furthermore, a Survey sponsored by Meeting Planners International, and cited by Herbert Wendlik at the 13th International Seminar of the International Conference Research Institute (Innsbruck,

1980) provided the following results :

Associations		Businesses %
- choice of hotels and/or other		
facilities needed for the meeting	86	70
- accessibility	52	62
- distance for participants to		
travel	30	42
- transport costs	25	38
- climate	29	32
- availability of leisure activities	26	23
- tourism, cultural and other		
activities	20	9
- decision of superiors	19	-
- image of the city	14	8

The impact of each factor can be analysed as follows :

4.1. The Essential Factors

Invitation. Every international and national meeting is based on the political decision for it to be held and on the invitation(s) extended by tentative host(s). The invitation may arise from the national or local branch of the association in question or from an external public institution, or even a ministry in the case of an IGO meeting. It is not unusual that at the origin of an invitation is the initiative of an influential member or other particularly active person. Sometimes the invitation is spontaneous, sometimes it is suggested by the association in the absence of candidate cities or if it has a particular concept in mind for the meeting. In some cases there may be many invitations, in which case there may be a real struggle amongst the candidates, expresses through visible or unseen pressures, as well as by public relations and promotional campaigns. On the other hand, in other cases there may be few invitations. The roles are then reversed : the association must exert pressures externally to obtain the required invitation.

Of course, an invitation involves the acceptance of the ensuing obligations, which are sometimes stipulated in a contract or in a schedule of conditions signed by the association and its national or local branch.

Normally the invitation also provides solutions to logistical and financial problems in an attached document.

Once the invitation has been received it is considered by the relevant bodies - secretariat, administrative bodies, committees, etc. - which undertake a study of its offerings in relation to other competing invitations. According to the size and type of the meeting, the final decision is taken between one and five years before the meeting date.

Meeting Rooms. In the host city, participants in meetings want to find adequate, comfortable meeting rooms with the necessary acoustical, audiovisual and. if needed, simultaneous interpretation facilities.

With regard to meeting rooms, it is not a matter of just providing rooms for the plenary meetings, but also of providing meeting rooms for the commissions, committees. - ad hoc » working groups, even for the complementary services such as offices for the secretariat, delegate reception room and document distribution rooms, lounges, etc.

Accomodation. The host city must have a sufficient number of single and double bedrooms available to meet all foreseeable requirements, in the category of hotel or other accomodations facilities required by meeting participants.

For the record, it is recalled that while some conventions of the liberal professions may book only luxury of first-class hotels, other meetings require hotels with more economical rates, and others are content with less traditional forms of lodging, such as rooms in private homes or youth hostels.

Accessibility. The amount of time required to go to and from a meeting site being a constant concern for participants, meeting organizers primarily choose locations which are easily accessible by modern transport means: plane, train and automobile. For international meetings the existence of an airport in the host city is a necessity.

4.2. Auxiliary Factors

Level of Prices and Exchange Rates. All studies agree that there exist not only <• expensive » countries and « bargain » countries, but also that within a given country there exist places that are more expensive than others.

For a foreigner the price level of a country is related to its degree of development and industrialization, and to the exchange rates between the national currency and other foreign currencies. It is a fact that originating countries (which at the same time recipient countries) are countries where prices are high. However, the countries with more moderate prices, especially for accomodation and restaurants, are the least favoured on the meeting market and situated at the greatest distances from countries. The difference in prices may be offset by a smart negotiating policy on the part of meeting promoters aimed at obtaining optimum conditions. In this respect, meeting organizers are skillfull at finding the most attractive offer. Backed by the economic volume of their meeting, they may be able to bring prices down. Furthermore, providers of service in recipient countries and cities in many cases strive to use their imagination in establishing a competitive overall offer in which special transport rates may be combined with reduced package rates for accomodation and meals.

Public Image of the Country and the Site. The participation of a country in the life of international associations, its history, as well as the town's reputation, can bring a certain prestige to a meeting. The country's political and social stability also constitutes a positive factor.

Tourist Attractions. Apart from his desire to participate in the meeting, tourism might be an important motivation for the delegate. Touristical attraction can therefore be an important factor, even a predominant one, in the success of a meeting. Also important is the absence of contagious epidemiological conditions caused by water, insects, or other agents-

Added to the charm provided spontaneously by nature in a given setting - the sea. mountains, forests, etc. - or artificially by the artist's hand, are the cultural, sports and social activities which the city offer to its visitors.

This combination of elements provides the possibility of alternating work schedules with other activities, of particular interest to accompanying guests, and of organizing a number of interesting visits and excursions before, during and after the meeting.

Promotion and *Reception Policy of the Country and City.* It is comforting to note that some of the countries and cities which are willing to receive meetings do not remain passive in the lace of market development and try to strengthen their participation through an intelligent promotion and reception policy.
In many cases, promotion aimed at disseminating information regarding local facilities for meetings is the task of a semi-autonomous or autonomous department.
This policy of promotion and reception is accompanied by evidence of the hospitality of the host country and city; i.e., the offer of tree or low-cost services such as favourable transport, accomodations and restaurant rates, invitations to festivities, receptions and entertainment Easy border crossings (police and customs) and me elimination or supply of visas free of charge are services particularly appreciated by meeting organizers.
The Apulian region of Italy passed a law (No. 702 of August 4, 1955) permitting folkloric exhibitions to be subsidized for conventions.

Coincidence with a World's Fair or Olympic Games. It has often been observed that the presence of a world's fair or of Olympic Games in a country attracts conventions and other meetings to the country.

The UIA states that when the World's Fair was being held in Brussels in 1935. 151 or 33 % of the 455 international meetings held in the world were held in Belgium. A similar phenomenon was observed in 1958, during the second World's Fair in Brussels, when 290 of the 1432 meetings held in the world during that time were held in Belgium.

Affinity between the Type of Site and *the Topic of the Meeting.* Some very specialized meetings deliberately seek out sites related to the subject of their meeting. Thus, for example, for a meeting on Dante, organizers might choose Florence as the site for the meeting; for a seminar on Mozart, they might prefer Salzburg; for a round table discussion on space flight they might choose Cape Canaveral; and for a meeting on automobiles they might choose Detroit.

Central *Location in Relation to the Main Participant-Originating Areas.* Regional organizations have increased their number in all continents since the end of World War II. to the point of currently dominating the scene. The meetings organized by these organizations are limited territorially, whether they belong to the Common Market, South-East Asia, the Mahgreb or Latin America, It is normal for these organizations to seek to meet in countries and cities which are centrally located with respect to the points where the majority of their delegates live.

Availability of Specialized Personnel. While it is customary to send personnel from the organization's headquarters to the host city, meeting organizers must also make use of the local staff The very presence of a convention centre in a given city is not sufficient to attract meetings. It is also necessary for the city to offer the possibility of hiring the necessary specialized personnel on-site:linguistic personnel (interpreters and translators), secretariat personnel (bilingual or multilingual secretaries and typists) and if necessary, reception personnel (hostesses), etc.

Facilites for Public Relations, Some technical, research and templative meetings shy away from publicity. Others ho conseek it out and want their meeting to be in the public eye This last group actually seeks proximity to the national and internat press, radio and television, ministries, embassies and political nerve centres. They therefore choose sites offering the greatest possible facilities for public relations to hold their meetings

Ability of the Organizing Committee. Every day experience shows that a meeting can only be successful if its organization is entrust ed to an active and competent local committee.
While it is relatively easy to find an active committee, it is harder to find one which is competent as well. An organizing committee may be truly enthusiastic but lack competence and make blunders which have serious consequences. This is precisely the main stumbling block in organizing a meeting, since organizing committees are transitory, - ad hoc » bodies formed by well-intended members whose experience and knowledge of meeting organization may not meet expectancies.
This problem is sometimes solved by hiring an organization secretary or a professional conference organizer who has the desired freedom of action and authority.

Linguistic Affinity. In an international conference, the affinity between the language of the host country and that of the meeting is a favourable factor in site selection. This is sought by monolingual multinational meetings which may be French-speaking, Spanish-speaking, etc.

Internal Policy Considerations. Besides the objective factors discussed above, the choice of a meeting site also depends on subjective, vague, elusive, and undefined criteria of internal policy. One of these endogenous reasons may be, for example, the need to provide continual geographic rotation for periodic meetings. While it is inconceivable for the same international meeting to be held twice consecutively in the same country, a national convention should also be held not more than once consecutively at the same place within the country.
Moreover, the right to organize a meeting may be granted to a location despite the existence of more advantageous competing invitations just in order to mitigate opposition, satisfy ambition, stimulate a local branch or celebrate the anniversary of a historic event connected with a specific location.

5. CONCLUSIONS

The observations made in studying the geographical distribution of the meetings market, lead us to draw the following conclusions. Existing international research and statistics on originating and recipient countries of meetings of all types and sizes only offer the researcher a limited number of sporadic studies and the sectorial data provided by the UIA, only partially fill the existing gaps.

Nevertheless, some indications make it possible to make conclu sive statements.
First, it is a fact that the holding of a meeting, independently of its size, results from the existence of modern associations and business concerns, which in turn are the result of their countries development. The higher the level of social, educational economic and industrial development of a nation, the more associations will exist and the more meetings will be held. Therefore, the most developed countries which host more associatons, participate more decisively in international life, produce more meetings and furnish the greatest number of participants to conventions and meetings organized in other countries (The increase ,n membership by nearly 200 countries and territories in international governmental organizations (IGOs) and international non-governmental organizations (INGOs) between 1960 and 1982 is provided in the Annext.
Most of the worldwide and regional governmental and intergovernmental organizations have their headquarters in a small number of developed countries. Traditionally, these are Switzerland, France, Belgium and the United Kingdom.

Five types of organizations are more inclined to meet frequently: IGOs, INGOs. multinational companies, national organizations and national business firms.
Only the first two have been the object of complete and comparable studies on international meetings, which we owe to the UIA Some countries, such as the Federal Republic of Germany. France Great Britain, the Philippines, and Singapore, keep records of the meetings of all types which take place on their territory. The UIA statistics show that m 1982 nearly 60 % of the international meetings of the world were held in Western Europe. North America and Western Europe together accounted for three-toun the meetings held in the world. showing that originating cou

are at the same time receiving countries of most of their own meet-

THE PRINCIPAL COUNTRIES AND CITIES HOST OF INTERNATIONAL MEETINGS IN 1983			
COUNTRY	Meetings	CITY	Meetings
1. United States	563	1.Paris	252
2. France	496	2 London	235
3. Great Britain	460	3. Geneva	153
4. Fed. Rep. of Germany	287	4. Brussels	145
5. Italy	245	5. Vienna	142
6. Switzerland	238	6. Singapore	77
7. Belgium	216	7. Rome	73
8. Austria	195	8. Copenhagen	72
9. Netherlands	169	9. New York	65
10. Canada	128	10. Strasbourg	64

GEOGRAPHICAL DISTRIBUTION OF INTERNATIONAL MEETINGS (IGO/INGO)

	1950	1955	1960	1965	1975	1980	1981	1983
AFRICA								
Algeria	_	3	-	4	5	3	3	7
Angola	_	1	1	-	-	-	-	-
Cameroon		-	-	2	1	5	3	6
Congo (Dem.Rep.)	_	-	1	_	-	_	_	-
Dahomey/Benin	_	-	3	-	1	-	-	-
Ethiopia	_	-	3	6	2	2	3	5
Gabon		-	1	-	2	-	2	16
Gambia		-			-	-	-	1
Ghana	1	3	4	9	11	5	4	-
Guinea		-	2		-	2	2	-
Ivory Coast	_	-	6	5	6	6	8	4
Kenya	1	1	3	6	20	15	25	20
Lesotho		-	-	-	-	-	3	-
Liberia		1	1		1	-	1	4
Libya	_	-	-	-	10	2	1	-
Madagscar	_	1	-	-	-	2	-	-
Malawi		-	-	-	-	-	2	4
Mali		-	_	_	1	-	2	-
Morocco	1	1	2	2	3	5	6	6
Mauritius	_	-	-	-	2	-	-	-
Mauritania	_	-	-	-	-	-	1	-
Mozambique	_	3	1	-	1	-	-	-
Nigeria	_	3	9	8	15	16	9	9
Qatar	-	-	-	-	1	-	-	~
Rwanda			1	-	-	-	-	-
Senegal		_	2	2	5	21	8	12
Sierra Leone	_	_	1	-	1	-	3	-
Somalia			1	-	-	-	-	-
South African Union	2	_	5	_	6	14	6	6
Sudan	_	_	1	-	4	5	1	1
Tanzania	_	-	-	-	3	3	2	8
Togo	_	_	1	-	4	8	3	1
Tunisia	_	1	6	4	9	7	6	10
Uganda	-	2	2	1	5	-	-	-
Upper Volta	_		-	-	-	-	1	-
Zaire	1	3	2	3	5	-	-	
Zambia	-	_	-	3	3	2	3	2
Zimbabwe	2	1	2	~	1	33	2	33
Others		1	7				41	
Total Africa	8	25	67	56	127	156	1S1	154

ings. It also shows that international meetings are to a great extent intra-regional; that is, they prefer to hold their meetings in the same region where they are generated.

Furthermore, we must not forget that Western Europe's share, which in 1950 was 80 % of the world market, has been slowly losing ground to North America and East Asia and the Pacific. The position of Africa, Central and South America South Asia and the Middle East remain stationary and do not have a significant influence on the market as a whole. For its part, Eastern Europe has shown clear progress between 1950 and 1982, but its share of the world market only amounts to 6 %.

If we look at the world situation as a whole, a decline of some 425 international meetings was recorded in 1980. One last point must be noted regarding the motivations involved in choosing a specific location for holding a meeting. These motivations are subjective within the organization holding the meeting (internal policy) and objective (available facilities, tourist attractions, etc.) and are subordinate to the need for a geographical rotation over the years among meeting places. The statistics studied clearly show that capital cities and as a whole, the larger cities, are usually preferred for international meetings, perhaps because they offer the activities and possibilities sought by organizers in their choice of a meeting place.

1	1950	1955	1960	1965	1975	1980	1981	1983
NORTH AMERICA Canada United States of America	17 53	15 70	25 130	27 166	93 348	109 524	110 545	128 563
Total North America	70	85	155	193	441	633	655	691
CENTRAL AND SOUTH AMERICA								
Antilles Argentina	8	2 4	34	2 14 1	16 2	23 4	42 1	30
Bahamas	~				3	_		1
Barbados	-		1		1	2	1	
Bolivia Brazil Chile Colombia Costa Rica	5 2	14 4 6 2	18 12 11 4	18 7 11 5	49 1 15 1	17 7 11 5	21 3 G	39 4 8 7
Cuba	2	3	7		1	3	3	2
El Salvador	-	-	3	4	6	-		-
Ecuador	1	-	5	3	7	-	9	-
Guadeloupe	-	-	~		1			-
Guatemala	-	-	-	5	1	3	1	-
Guyana	-	-	-	-	1	-	-	-
Honduras	-	1	3	-	-	-	-	-
Jamaica	_	2	-	1	6	3	2	7
Martinique	-	_	-	-	1	-	-	-
Mexico	3	15	32	16	38	51	47	29
Nicaragua	-	-	1	-		-	-	-
Panama	-	3	2	-	5	3	4	-
Paraguay	-	-	1	3	1	2	2	-
Peru	3	5	14	10	13	6	4	11
Puerto Rico	_	5	7	7	4	4	2	4
Dominican Rep.	5	-	-	2	-	7	4	-
Trinidad	_	-	-	-	2	3	-	-
Venezuela	-	10	10	4	18	9	9	18
Others	-	-	-	-	-	24	45	26
Total Central and South America	33	78	174	122	200	187	205	189
EAST ASIA AND THE PACIFIC								
Australia	4	3	7	11	51	70	40	92
Burma	_	1	2	_	_	_	_	-
China (People's Rep.)	_	_	1	_	_	_	2	11
Fiji	-	-	-	_	3	2	1	4
Hawaii	-	_	5	_	_	_	_	-
Hong Kong	_	_	1	1	_	38	40	52
Indonesia	1	5	3	_	5	5	7	16
Japan	-	17	25	51	51	98	85	108
Korea (Rep.)	-	_	1	3	4	_	38	24
Korea (People's Rep.)	_	_	1	_	_	_	_	-
Malaysia	-	2	5	1	19	26	23	19
Mongolia	-	_	-	_	-	_	1	-
New Caledonia	2	1	1	1	7	2	7	8
New Guinea	_	-	1	2	1	3	1	_
New Zealand	1	_	2	6	1	13	11	13
Philippines	_	6	15	4	13	63	66	50
Singapore	_	3	_		27	47	50	77
Suva	_	_	_				1	_
Taiwan	_	_	1	_	2	2		_
Thailand	_	2	7	19	23	45	68	30
Tonga	-	_	_				1	_
Vietnam	-	_	2	3			1	-
Vanuatu	_	_					1	_
Others	-	-	-	-	-	30	21	37
Total East Asia and the Pacific	8	40	80	102	207	444	467	528

	1950	1955	1960	1965	1975	1980	1981	1983
SOUTH ASIA								
Afghanistan	_	_	-	1	_	_		
Bangladesh	-	_	_	_	_	_	3	_
India	12	15	27	27	32	41	40	36
Iran	1	2	1	7	6			
Nepal	-	_	-	-	_	_	1	_
Pakistan	-	1	8	_	3	5	2	3
Sri Lanka	-	3	1	1	10	5	8	8
Others	-	-	-	-	-	28		
Total South Asia	13	21	37	36	51	79	54	47
WESTERN EUROPE								
Austria	12	36	70	88	103	161	149	195
Belgium	46	65	110	90	138	251	203	216
Cyprus	1	11	-	-	3	3	3	6
Denmark	16	20	44	52	83	97	92	118
Finland	88	99	24	17	48	56	62	45
France	154	177	209	232	294	610	528	496
Germany, Fed. Rep.	18	113	139	115	110	269	252	287
Greece	1	8	17	23	33	30	25	32
Ireland	-	3	4	9	48	42	33	61
Iceland	_	_	1	1	3	1	4	5
Italy	80	70	149	112	179	195	217	245
Luxemburg	5	12	7	11	10	29	17	21
Malta	-	-	-	3	3	2	2	4
Monaco	-	2	4	9	13	18	18	12
Norway	4	5	14	17	29	42	25	32
Netherlands	44	43	84	64	90	103	102	169
San Marino	_	_	-	_	1	_	_	_
Spain	9	15	39	45	75	69	73	104
Sweden	25	20	49	36	40	42	56	70
Switzerland	79	134	147	104	189	261	224	238
Turkey	2	16	6	8	16	11	11	1
United Kingdom	72	93	127	167	327	582	545	460
Total Western Europe	661	950	1244	1217	1843	2874	2641	2851
EASTERN EUROPE								
Bulgaria	_	1	2	4	17	15	20	16
Czechoslovakia	4	2	16	22	82	75	70	81
German Democratic Rep.	_	_	_	_	9	20	20	20
Hungary	2	3	8	24	76	77	54	83
Poland	2	2	-	19	25	33	35	14
Romania	_	_	4	7	10	15	8	4
U.S.S.R.	_	5	18	16	29	40	18	25
Yugoslavia	_	10	14	19	25	64	45	53
Others	-	-	-	-	-	7	52	-
Total Eastern Europe	8	23	62	111	273	346	322	296
MIDDLE EAST								
Bahrain	_	_	_	_	-	1	-	-
Egypt	2	1	6	6	-	8	14	15
United Arab Emirates	_	_	_	_	-	-	9	-
Iraq	_	1	7	_	9	9	3	5
Israel	_	4	14	16	76	78	104	85
Jordan				2	1	4	1	-
Kuwait	_	_	_	_	2	4	3	3
Lebanon	-	1	10	8	-	2	3	-
Saudi Arabia	-	_	-	_	-	-	1	-
Syrian Arab Rep.	-	-	-	1	4	4	3	-
Total Middle East	2	7	37	33	249	92	141	108
GENERAL TOTAL	803	1229	1856	1870	3235	4812	4637	4864
(Source : UIA statistics)								

PARTICIPATION BY COUNTRIES AND TERRITORIES IN INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

COUNTRY	INTER-GOVERNMENTAL				NON-GOVERNMENTAL				TOTALS			
	1960	1966	1977	1982	1960	1966	1977	1982	1960	1966	1977	1982
AFRICA												
Algeria	1	31	54	56	76	146	238	364	77	177	292	420
Angola	2	3	23	22	25	39	45	103	27	42	68	125
Benin	1	26	39	41	12	65	104	164	13	91	143	205
Botswana	3	23	31		7	45	130		10	68	161	
Burundi	22	26	30		29	56	106		51	82	136	
Cameroon	3	37	53	50	35	104	163	252	38	141	216	302
Cape Verde	15				23				38			
Central African Rep.	1	28	36	38	8	51	64	94	9	79	100	132
Chad	1	23	39	36	8	44	54	91	9	72	93	127
Comoros	16				21				37			
Congo	1	31	36	37	12	58	102	179	13	89	138	216
Djibouti	17				39				56			
Equatorial Guinea	14				12				26			
Ethiopia	15	19	27	27	38	90	171	211	53	109	198	238
Gabon	1	31	45	47	8	59	69	139	9	90	114	186
Gambia	10	23	34		20	58	115		30	81	149	
Ghana	21	35	50	51	105	182	269	429	126	217	319	480
Guinea	18	26	31		4	33	31	63	4	51	57	94
Guinea-Bissau	19				26				45			
Ivory Coast	1	37	52	55	19	86	187	314	20	123	239	369
Kenya	1	34	50	46	72	151	294	469	73	185	344	515
Lesotho	2	3	23	28	5	20	51	113	7	23	74	141
Liberia	14	21	30	38	36	75	116	179	50	96	146	217
Libya	18	27	45	43	26	55	114	201	44	82	159	244
Madagascar	2	33	37	32	52	143	180	255	54	176	217	287
Malawi	28	31	35		57	97	155		86	128	190	
Mali	1	25	38	41	2	46	69	134	3	71	107	175
Morocco	31	44	56	56	156	238	300	449	187	282	356	505
Mauritania	28	51	49		3	25	46	101	3	53	97	150
Mauritius	1	5	35	34	28	61	131	232	29	66	166	266
Mozambique	2	4	11	19	17	33	59	107	19	37	70	126
Namibia	9				49				58			
Niger	29	46	47		36	67	119		65	113	166	
Nigeria	3	43	55	57	81	220	409	616	84	263	464	673
Reunion (Fr.)	_				36				36			
Rwanda	1	23	26	29	14	26	57	119	15	49	83	148
St. Helena	-				9				9			
Sao Tome	14				12				26			
Senegal	2	35	50	51	24	133	215	358	26	168	265	409
Seychelles	10	21			6	21	79		6	31	100	
Sierra Leone	30	37	40		29	75	146	227	29	105	183	267
Somalia	1	17	27	32	4	24	46	89	5	41	73	121
South Africa	32	28	38	30	335	429	576	780	367	452	614	810
Sudan	21	30	46	48	60	101	182	287	81	131	228	335
Swaziland	1	24	32		11	48	107		12	72	139	
Tanzania	1	35	49	43	39	105	171	289	40	140	220	332
Togo	4	25	40	40	20	58	111	203	24	83	151	243
Tunisia	30	42	62	57	109	192	294	450	139	234	356	507
Upper Volta	1	29	43	45	9	40	87	149	10	69	130	194
Uganda	1	33	51	42	44	124	190	248	45	157	241	290
Western Sahara	-				2				2			
Zaire	9	29	41	42	85	131	195	297	94	160	236	339
Zambia	23	30	36		84	193	274		107	223	310	
Zimbabwe	10	10	4	32	99	156	205	331	109	166	209	363
Others	5	11	42		39	70	78		44	81	120	
Total :	273	1113	1742	1887	1994	4239	6830	11056	2267	5352	8572	12943
NORTH AMERICA												
Canada	43	58	75	63	492	699	980	1345	535	757	1055	1408
United States of America	59	68	78	62	612	847	1106	1505	671	915	1184	1567
- Puerto Rico	1	4			132	199	305		132	200	309	
- Virgin Islands	2				69				71			
Total :	102	126	154	131	1104	1678	2285	3224	1206	1804	2439	3355

COUNTRY	INTER-GOVERNMENTAL				NON-GOVERNMENTAL				TOTALS			
	1960	1966	1977	1982	1960	1966	1977	1982	1960	1966	1977	1982
CENTRAL AND SOUTH AMERICA												
Anguilla	-				7				-	-	-	7
Antigua	5	16			5	39	80		5	44	96	
Netherlands Antilles	2	3	6		30	66	121		32	69	127	
- Bonaire	-	-	-	1	6				7			
- Curacao	1	2			24	29	49		24	30	51	
- St. Maartin	-	-			6				6			
Argentina	43	55	60	45	387	591	745	1019	430	646	805	1064
Bahamas	24	24			37	98	171		37	122	195	
Barbados	35	35			32	106	184		32	141	219	
Belize	3	4	16		10	17	48	86	10	20	52	102
Bermuda	1	4			36	68	123		26	69	127	
Bolivia	13	36	48	41	125	188	281	404	138	224	328	445
Brazil	46	60	64	56	412	547	764	1038	458	607	828	1094
Cayman Islands (GB)	4				23				27			
Chile	41	45	57	45	296	412	520	712	337	457	577	757
Colombia	35	43	55	47	230	329	497	677	265	372	552	724
Costa Rica	34	37	47	49	111	170	266	386	145	207	313	435
Cuba	37	37	47	49	234	229	254	322	271	266	301	371
Dominica	5	26			9	28	68		9	33	94	
Dominican Rep.	40	40	49	36	90	127	211	311	130	167	260	347
Ecuador	39	49	54	50	133	205	314	442	172	254	368	492
El Salvador	34	36	45	42	96	138	210	285	130	174	255	327
Falkland Islands (GB)					-	-	-	6	6			
Grenada	19	25			11	32	71		11	51	96	
Guadeloupe	-	-	1	1	19	27	55		19	28	56	
Guatemala	39	42	51	44	121	179	259	362	160	221	310	406
French Guyana					16				16			
Guyana	6	32	33		136	72	127	172	136	78	159	205
Haiti	36	36	42	37	108	114	133	205	144	150	176	242
Honduras	34	35	43	42	71	104	150	243	105	139	193	285
Jamaica	23	45	44		118	240	338		141	285	382	
Martinique	-	-	1	1	20	26	46		20	27	47	
Mexico	47	56	61	48	332	459	670	921	379	515	731	969
Montserrat	5	7			13	19			18	26		
Nicaragua	38	41	50	44	69	115	187	248	107	156	237	292
Panama	37	38	49	41	115	175	276	388	152	213	325	429
Paraguay	14	35	45	33	116	162	232	306	130	197	277	339
Peru	37	46	55	52	244	361	472	624	281	407	527	676
St. Kitts-Nevis	6	7			7	18	41		7	24	48	
St. Lucia	4	23			10	36	70		10	40	93	
St. Vincent	5	16			11	26	54		11	31	70	
Surinam	3	20	25		37	80	130		40	100	155	
Trinidad -Tobago	44	42			-	176	262		220	304		
Turks and Caicos Is.	3				8				11			
Uruguay	36	68	43	34	275	324	430	545	311	361	473	579
Venezuela	35	44	57	49	242	369	557	791	277	413	614	840
Virgin Islands (GB)	5				46				51			
Others	-	-	4	-	99	81			-	99	85	
Total :	715	916	1287	1250	3953	5892	8792	12487	4668	6809	10079	13737
EAST ASIA AND THE PACIFIC												
Australia	43	50	70	60	381	565	835	1162	424	615	905	1222
Burma	25	24	22	17	104	114	102	137	129	138	124	154
Borneo	2				53				55			
Caroline Is. (USA)	2	1	21	24	30	58	71	275	3 32	59	92	299
Fiji	25	25			36	90	188		36	115	213	
Guam (USA)					38				38			
Hong Kong	-				93	164	312	513	93	166	316	522
Indonesia	31	29	50	49	163	193	336	547	194	222	386	596
Japan	42	53	71	58	412	636	878	1210	454	689	949	1268
Kampuchea	16	22	26	18	23	38	57	53	39	60	83	71
Korea (People's Rep.)	2	3	12	17	22	48	63	114	24	51	75	131
Korea (Rep.)	19	29	39	40	102	209	371	579	121	238	410	619
Kiribati	-	-	-	4	26				30			
Laos	14	22	24	20	16	28	44	57	30	50	68	77
Macao	1				19				-	20		

COUNTRY	INTER-GOVERNMENTAL				NON-GOVERNMENTAL				TOTALS			
	1960	1966	1977	1982	1960	1966	1977	1982	1960	1966	1977	1982
Malaysia	25	31	47	46	99 2	192	326	498	124	223	373	544
Mariana Is. (USA)	-				2				2			
Marquesas Islands					3				2			
Marshall Is. (USA)				1					4			
Micronesia	_	_	-	2	1				11	47	65	98
Mongolia	10	15	18		11	37	50	80	24			
Nauru	8				16							
New Caledonia (Fr.)	1				255	388	578	801	285	430	627	840
New Zealand												
- Cook Islands	3				23				26			
- Niue	2				4				6			
Papua New Guinea	1	22	28		19	87	208		20	109	236	
Philippines	25	34	41	41	195	304	422	614	220	338	463	655
Polynesia (Fr.)	3				39				42			
Solomon	9				43				52			
Samoa (USA)	2				27				29			
Samoa	4	8	11		13	28	65		17	36	76	
					5				5			
Singapore	3	16	36	36	58	85	260	450	61	101	296	486
Taiwan	22	39	10	7	108	182	239	372	130	221	249	379
Thailand	28	37	43	41	125	181	336	503	153	218	379	544
Tonga	9				45				54			
Tuvalu	-	-	-	4	16				20			
Vanuatu	8				47				55			
Vietnam (N & S)	25	30	35	30	113	180	141	153	138	210	176	183
Others	11	42			112	122	186		119	133	228	
Total :	352	490	712	693	2422	3792	5812	9056	2774	4282	6524	9747
SOUTH ASIA												
Afghanistan	16	21	21	20	16	20	43	72	32	41	64	92
Bangladesh	32	32			124	286			156	318		
Bhutan	7				15				22			
India	41	57	65	57	391	531	733	1001	432	588	798	1058
Iran	28	35	50	40	158	237	393	456	186	272	443	496
Maldives	14				8				22			
Nepal	8	15	23	20	17	38	82	149	25	53	105	169
Pakistan	36	50	50	38	207	277	442	316	243	327	366	480
Sri Lanka	30	34	42	40	170	222	295	442	200	256	337	482
Total :	159	212	283	268	959	1325	2112	2745	1118	1537	2395	3013
WESTERN EUROPE												
Andorra	-				35				35			
Austria	52	62	61	55	656	901	1104	1499	708	963	1165	1554
Belgium	78	88	83	74	835	1074	1341	1963	913	1162	1424	2037
Cypress	27	39	37		39	91	181	324	39	118	220	361
Denmark	61	66	76	85	611	863	1145	1655	672	929	1221	1740
- Faeroe Is.	1				23				24			
- Greenland					6				6			
Finland	37	50	58	78	511	720	1003	1426	548	770	1061	1504
France	90	100	104	87	886	1168	1457	2132	976	1268	1561	2219
Germany (Fed. Rep.)	70	85	87	84	841	1115	1399	2032	911	1200	1486	2116
Greece	54	54	53	58	371	552	702	1043	425	606	755	1101
Ireland	34	40	49	45	274	371	630	1008	308	411	679	1053
Iceland	32	40	43	49	136	204	322	508	168	244	365	557
Italy	76	84	76	70	808	1057	1343	1929	884	1141	1419	1999
Liechtenstein	3	6	9	10	23	37	64	102	26	43	73	112
Luxemburg	57	60	54	52	353	450	533	735	410	510	587	787
Malta	1	16	31	28	44	106	201	292	45	122	232	320
Monaco	15	18	20	18	50	88	102	171	65	106	122	189
Norway	56	61	68	78	546	769	1030	1450	602	830	1098	1528
Netherlands	76	77	84	77	833	1081	1318	1908	909	1158	1402	1985
Poland	35	41	43	65	322	483	670	935	357	524	713	1000
Portugal	48	52	61	49	379	519	695	1096	427	571	756	1145
Spain	52	66	74	64	541	774	1091	1599	593	840	1165	1663
San Marino	4	5	7	10	11	18	34	55	15	23	41	65
Sweden	54	62	70	84	651	859	1184	1660	705	941	1254	1744
Switzerland	46	60	61	62	750	1018	1264	1743	796	1078	1325	1805
Turkey	52	54	59	44	289	411	517	707	341	465	576	751

COUNTRY	INTER-GOVERNMENTAL				NON-GOVERNMENTAL				TOTALS			
	1960	1966	1977	1982	1960	1966	1977	1982	1960	1966	1977	1982
United Kingdom	76	90	91	77	742	1039	1380	1930	818	1129	1471	2007
- Gibraltar	2				49				51			
- Great Britain					-	-	-	116	116			
- Guernsey	-	-	-	1	6				7			
- Isle of Man					6				6			
- Jersey	-	-	-	1	8				9			
Vatican	9	12	10	12	22	27	32	49	31	39	42	61
Others	19	23	21		24	38	82		43	61	103	
Total :	1187	1399	1492	1457	11538	15833	20824	30200	12735	17252	22316	31657
EASTERN EUROPE												
Albania	14	17	13	13	18	44	48	67	32	61	61	80
Bulgaria	29	32	42	66	138	252	406	555	167	284	448	621
Czechoslovakia	31	38	39	59	286	447	633	834	317	485	672	893
Germany (Dem. Rep.)	4	5	34	51	102	183	393	645	106	188	427	696
Hungary	30	32	41	59	22S	393	605	843	255	425	646	902
Romania	30	38	44	58	180	275	434	592	210	313	478	650
U.S.S.R.	29	37	43	70	179	295	433	631	208	332	476	701
- Byelorussia	10				4				14			
- Ukraine	10				7				17			
Yugoslavia	42	48	52	53	347	490	667	932	389	538	719	985
Total :	209	247	308	449	1475	2379	3619	5110	1 684	2626	3927	5559
MIDDLE EAST												
Saudi Arabia	14	20	33	42	10	43	93	230	24	63	126	272
Bahrain	23	27			4	6	31	111	4	6	54	138
Egypt	32	34	62	52	256	301	426	655	288	335	488	707
United Arab Emirates	27	36			22	103			49	139		
- Abu Dhabi	3				31				34			
- Dubai	_				28				28			
Iraq	21	25	49	51	74	94	176	308	94	119	225	359
Israel	32	42	48	36	370	554	751	1032	402	596	799	1068
Jordan	19	24	41	42	45	79	136	254	64	103	177	296
Kuwait	2	21	35	39	8	35	110	233	10	56	145	272
Lebanon	24	34	44	40	163	247	362	456	187	281	406	496
Oman	25	28			11	60			36	88		
Palestine	11				29				40			
Qatar	4	33	35		7	22	77		11	55	112	
Syria	25	47	43		106	166	268		131	213	311	
Yemen (Rep.)	7	9	26	29	4	19	61		7	13	45	90
Yemen (Dem. Rep.)	-	23	30		8	23	28	64	8	23	51	94
Total :	119	204	454	492	681	1198	1927	3345	800	1402	2381	3837
Totals :	2997	4707	6432	6627	241 26	36336	52201	77223	27123	41043	58633	83850
					(compiled from statistics appea				ring in the UIA *Yearbook.* 1983/1984)			

ECHOS DE LA VIE ASSOCATIVE
NEWS ON ASSOCIATIVE AFFAIRS

Charte des Iles de **Paix**

Les Iles de Paix ont adopté en 1983 une charte exposant les principes originaux qu'elles entendent suivre dans leurs projets de coopération. Manifestant par là la volonté de réactualiser leurs modes de pensée et d'action, les Iles de Paix appuient leur charte sur un grand principe de base : l'approche participative au développement. Par développement, les Iles entendent le processus qui permet à des populations d'acquérir une meilleure maîtrise de leur destinée économique, sociale et culturelle.

L'approche participative se fondera donc sur des projets consistant en un ensemble d'actions et d'initiatives qui auront pour effet de renforcer cette maîtrise. Vouloir, a priori, définir la nature exacte de ces actions serait, pour les auteurs de la charte, absurde. Les actions prendront toujours des formes variées dépendant des circonstances de lieu et de temps. Une telle approche signifie donc l'abandon du confort sécurisant des programmes rigides et pré-définis pour un départ à l'aventure avec les populations dont on entend promouvoir l'avenir. Le choix des actions sera plutôt le résultat d'un dialogue entre les populations bénéficiaires et les agents d'intervention extérieurs, la
- phase d'écoute active », condition sine qua non du succès des étapes ultérieures.

Scientific press merger

The International Council of Scientific Unions (ICSU) has established an official publishing branch, called « the ICSU Press». Its emergence is a réponse to « the current crisis in publications », which is two-fold-proliferation and escalating costs. The ICSU Press is envisaged as a - central nervous system » that will connect member scientific unions and committees, providing communication between the producers of knowledge (the unions) and the users of that knowledge - other scientists and the general public.

Members of the ICSU family already publish many major research journals, reviews, monographs, and scientific proceedings by a variety of mechanisms and with a variety of publishers.

The ICSU Press will complement, not replace these. First, it will initiate new serial publications of reviews or research, and sponsor the publication of other works. Second, it will act for the ICSU unions and committees as adviser on contractual négociations with publishers and on technical aspects of publications and, upon request, as publishers for them. Third, it will engage in cooperative publishing ventures with appropriate international bodies.

Further information about ICSU and the ICSU Press can be obtained from the executive secretary, Dr. F W G Baker, ICSU Headquarters. 51 Boulevard de Montmorency, 75016 Paris, France.

Médiateurs, médiations

Il n'est pas trop tard pour évoquer ici un numéro paru en 1982 de l'excellente revue « Informations Sociales » (23 rue Daviel, F-75634 Paris Cedex 13) consacré aux « médiateurs, médiations ». Le dossier présente un ensemble d'expériences françaises dont beaucoup à résonnance associative : Amnesty, les associations de défense de locataires, les centres de consultation conjugale, SOS Amitié, l'association de paralysés, etc.

L'avant-propos indique le contexte qui rend nécessaire l'utilisation ou l'invention de médiateurs : « Les sociétés industrielles avancées s'éloignent de la dimension humaine à mesure que s'accroit la complexité de leur fonctionnement et que se développent les effets de multiples souffrances... Alors que l'Etat-providence s'essoufle devant la persistance des inégalités et se confronte aux limites de la redistribution, un discours se développe ici et là, qui vise à se convaincre et à convaincre de la nécessité urgente de susciter, de favoriser des pratiques de solidarité et d'entraide dégagées de la tutelle de l'Etat, de la rigidité et limites de l'action administrative et de la technocratie. Dans cette perspective, le recours a l'action d'intermédiaires sociaux spécialisés, professionnels ou bénévoles, est présenté de plus en plus fréquemment comme une voie d'avenir ». N'est-ce pas là une voie toute tracée, à peine ambitieuse, mais parfaitement positive et dynamique pour bon nombre d'associations nationales et internationales ?

Third World Prize to old man of the sea

On the occasion of the South-South Conference organised by the Third World Foundation for Social and Economic Studies, the 1983 Third World Prize was awarded to Arvid Pardo, the father of the Law of the Sea Convention signed by 138 states in Jamaica in 1982. The Prize was established along the lines of the Nobel Prize four years ago ty the Third World Foundation.

Arvid Pardo was born in Rome and educated in Italy and France. Besides being Malta's Permanent Representative to the UN, he was concurrently Ambassador to the United States and the Soviet Union as well as High Commissioner of Malta to Canada. He has also served in the UN and was for a time closely associated with the Law of the Sea négociations. His initiative brought the item to the attention of the UN General Assembly in 1967. He is currently professor of international relations at the University of Los Angeles, US.

The presentation of the Prize was held in conjunction with the South-South Conference on « The role of the regional integration in the present world economic crisis», organised in February 1984 by the Third World Foundation and the

National University of Colombia in Cartagena. Colombia, The Conference was attended by economists, government officials and academies from the South and a dozen observers from Europe and North America. The 60 delegates spent four days trying to offer an alternative, nongovernmental way out of Latin America's severe problems. The final statement made a call for the reform of the international monetary and financial system, regional integration and political cooperation, and South-South cooperation.

The next South-South Conference will be held in 1985.

ONG/UNICEF

Une unité administrative intitulée Bureau des affaires non gouvernementales a été instituée conformément aux décisions budgétaires et connexes prises par le Conseil d'administration de l'UNICEF lors de sa session de mai 1983, Les fonctions relatives aux ONG relevant antérieurement du bureau du secrétaire du Conseil d'administration ont en conséquence été confiées au Directeur général adjoint chargé des relations extérieures.

Ce nouveau service est dirigé par Madame Sheila Barry. Les attachés de liaison sont, à New York, Madame Kathleen Cravera, et, à Genève, Madame Marjorie Newman-Black. qui sont assistées par Mesdames Lucia Seuil et Mirjam Gunz.

L'élection des nouveaux membres du conseil d'administration du Comité ONG/UNICEF a eu lieu le mardi 12 octobre 1983 au siège de l'UNICEF a New York. La liste proposée par le comité des candidatures a été acceptée par les délégués votants.

Le président et le vice-président sont élus à titre individuel. L'ensemble des membres représente l'organisation dont ils font partie.

Membres du bureau

Rosalind Harris - présidente (Service social international)
Nigel Cantwell - vice-président (Défense des Enfants-International)

Membres

Alliance mondiale des Unions chrétiennes féminines
Armée du Salut
Association internationale pour la prophylaxie de la cécité
Bureau international catholique de l'enfance
Conseil international de l'action sociale
Conseil international des infirmières
Conseil international des femmes juives
Fédération démocratique internationale des femmes
Organisation internationale des unions de consommateurs
Rehabilitation International
Société internationale pour le développement
Union mondiale des femmes rurales

« Holistic » approach

The International Council of Scientific Unions (ICSU) is considering proposals for an international, inter-disciplinary programme to study global change in the terrestrial environment (geosphere) and the life that inhabits it (biosphere) as a closely coupled system. The system is constantly undergoing change on time scales that range from hundred of millions of years through the slow recurrence of ice ages to transient phenomena. Changes in the geosphere that embrace the land, oceans, atmosphere and the solar terrestrial domain, and in the terrestrial and marine biosphere, arise from the interplay of physical, chemical and biological processes.

Over millions of years these natural changes have resulted in the evolution of delicately balanced ecosystems that constitute the global life support system and produce food, fibre and shelter that sustain human life and give it meaning. To an increasing extent, these changes are influenced by the impact of human activity.

A central intellectual challenge of the next few decades is to deepen and strenghthen our understanding of the complex, subtle and often synergistic interactions between the several parts of the geosphere and biosphere. This knowledge base underpins societal management of out global life support system to enhance biological productivity and to respond to the increasing needs of a growing population.

Augmentation of established national and international programmes will be required to illuminate the processes that govern the behaviour of the oceans, atmosphere, lithosphère, biosphere and the solar terrestrial domain by addressing the interfaces among them. This call for a bold « holistic » approach which will require several years of careful planning and conceptualization to develop an appropriate scientific strategy, In view of the need to pursue and support existing programmes in the several components of the geosphere and biosphere, at least three years will be allocated to formulate questions, to develop themes and subprogrammes, to design observational networks responsive to particular research needs and to bring on-stream new technology. The decade of the 1990s appears to be an appropriate period for the proposed international programme.

Les internationales de l'enseignement se réunissent

C'est au siège du Secrétariat professionnel international de l'enseignement (SPIE) a Amsterdam que les quatre internationales de l'enseignement ; la Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante (CMOPE), le SPIE, la Fédération internationale syndicale de l'enseignement (FISE) et la Confédération syndicale mondiale des enseignants (CSME), se sont réunies les 6 et 7 décembre derniers dans le but de poursuivre la préparation du document commun qu'elles élaboreront pour la Conférence internationale de l'éducation qu'organisé l'Unesco cette année.

Ce document portera sur le thème spécifique de la Conférence, à savoir « Généralisation et rénovation de l'enseignement primaire dans la perspective d'une initiation scientifique et technique appropriée ».

Il a surtout été question à Amsterdam de la généralisation de l'enseignement primaire, de la rénovation de l'enseignement primaire et de la formation du personnel enseignant.

Do it yourself

Socially Appropriate Technology International Information Services (SATIS) has published the second (1984) edition of its publications directory. More than 1200 publications on appropriate technology and development, available from members of the SATIS network, are described in this second edition of the SATIS list of publications. With 400 new titles added since the 1983 edition, 1070 separate entries list magazines, journals, audio-visual aids, technical guides and books in English, Spanish, Swahili, German, Dutch. Portuguese and French.

These have been published and selected by SATIS members throughout the world as being the most reliable and appropriate materials on how to make, manage and maintain the technologies and processes required by local communities for their development. The list is a topical information source on techniques, technologists, organisations, new publications, exchanges and encounters classified into such matters as : man and society ; energy and power ; water, sanitation and waste disposal; agriculture, forestry works and aquaculture and fisheries ; agricultural products processing and food production ; manufacture, engineering and services; building and construction works ; health. Obtainable from: SATIS, Mauritskade 61 a, 1092 AD Amsterdam, Netherlands.

Vers un partage plus équitable des transports maritimes

Malgré les échecs enregistres dans d'autres domaines, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a réussi à faire aboutir l'une de ses principales initiatives avec l'entrée en vigueur le 6 octobre 1983 de la «Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes ».

Les conférences maritimes sont des cartels ou associations d'armateurs qui assurent des services par lignes régulières dans un commerce donne. Elles agissent de commun accord dans leurs relations mutuelles ou dans leurs contacts avec des tiers, en fixant notamment des tarifs de fret communs et en s'engageant de la sorte à éviter toute concurrence entre elles. Or, l'intérêt de la nouvelle convention réside dans le fait qu'elle offre aux pays en développement une occasion sans précèdent d'obtenir une part plus équitable du trafic maritime mondial. Le Convention réalise en effet un meilleur équilibre entre les armateurs et les chargeurs, donc entre ceux des pays développes à économie de marché et les nouveaux armateurs dans les pays en développement. Comme ceux-ci sont à l'origine d'environ 63% des mouvements mondiaux de cargaisons, l'importance de l'enjeu n'échappera à personne.

L'une des dispositions les plus novatrices de la Convention concerne précisément le partage des cargaisons selon le principe dit de « 40-40-20 » entre les flottes marchandes des pays d'origine de la cargaison, des pays qui la reçoivent et des pays tiers. Si par exemple un pays d'Afrique occidentale commerce avec le Royaume-Uni par l'intermédiaire de sa compagnie maritime nationale, il sera autorisé à prendre en charge 40 % de son commerce, le reste allant pour 40 % aux compagnies maritimes britanniques et pour 20 % aux compagnies de pays tiers.

Le Code, qui lie juridiquement les parties contractantes, prévoit qu'une conférence de révision sera convoquée cinq ans après la date de l'entrée en vigueur, aux fins d'évaluer le fonctionnement de la Convention.

EEC control of goods

The Ambassador of the ten member states of the European Economic Community (EEC) and the Director-General of the Customs Union Department of the Commission signed the International Convention on Frontier Control of Goods on 1st February 1984.

The 25-article Convention seeks to facilitate the international movement of goods, in particular by national and international coordination of control procedures. It shall apply to all goods being imported or exported or in transit across one or more maritime, air or inland frontiers.

Open for signature between 1 April 1983 and 21 March 1984, the Convention has also been signed by Hungary and Switzerland and it is hoped it will rapidly enter into force.

Prenez la route

L'accord relatif aux services occasionnels internationaux de voyageurs par route, effectués par autocar et par autobus (ASOR). est entré en vigueur le 1er décembre 1983,

Signé le 26 mai 1982, à Dublin par la Communauté européenne. l'Autriche. l'Espagne, la Finlande, la Norvège, le Portugal, la Suisse et la Turquie, il permet une organisation plus efficace et plus rationnelle des transports, simplifie les contrôles et allège les formalités administratives. Un document de contrôle unique (feuille de route) sera utilisé sur tout le parcours du voyage effectué sur les territoires tant de la Communauté que des autres parties contractantes.

Les mesures de libéralisation contribueront au développement des transports internationaux et au développement du tourisme.

Rotary

The Rotary Foundation has awarded 870 scholarships for the 1984-85 academic year to students from 65 countries. The projected cost is S 9.9 million. These include 50 scholarships awarded to teachers of the handicapped, the 10th year of the Foundation program to benefit the disabled.

Coopération CEE-Pacte Andin

La Communauté européenne et les pays du Pacte Andin (Bolivie, Colombie. Equateur, Pérou, Venezuela) sont parvenus à un accord en vue de la signature d'un traité de coopération, le premier du genre dans l'histoire de leurs relations.

Ce traité, d'une durée de cinq ans, prévoit des mesures tendant à intensifier les relations économiques et commerciales entre les deux parties, ainsi que leur coopération dans les domaines industriel, scientifique et technique. D'autres mesures tendent à promouvoir et à diversifier les échanges commerciaux.

Une commission conjointe sera chargée de veiller à la bonne application de l'accord, qui ne contient pas de clauses préférentielles.

Le nouvel accord de coopération, ainsi qu'un protocole relatif à la CECA, ont été signés à Cartagena (Colombie) le 17 décembre dernier pour une période de cinq ans. Des rencontres au niveau technique ont été prévues, notamment en matière de coopération industrielle.

War on Caribbean pollution

A Convention and protocol designed to protect the wider Caribbean against marine pollution were unanimously adopted at a 17-nation conference held in Cartagena de Indias, Colombia. The Conference was organised by the United Nations Environmental Programme (UNEP) within the overall framework of its Regional Sea Programme in which the International Maritime Organization (IMO) and other International organisalions actively participate.

The Convention is concerned with both land-based pollution and pollution from ships, including dumping. The Protocol drafted by IMO. provides measures both preventive and remedial for the protection of the marine and coastal environment of the region from oil spill incidents It was also agreed that the Protocol should provisionnally apply to regional cooperation to combat spills of hazardous substances other than oil, pending adoption of changes to the text reflecting this agreement.

Euraframérique

L'Institut d'études politiques pour l'Amérique latine et l'Afrique de Madrid a créé un département d'études sur l'Europe composé d'une équipe pluridisciplinaire d'économie et de science politique. Celle-ci mènera des études de structure et de conjoncture sur la réalité européenne à l'intention de l'Amérique latine et de l'Afrique ; elle élaborera des modèles pédagogiques pour l'enseignement des Communautés européennes. Enfin, elle étudiera les relations entre l'Espagne et les autres pays d'Europe.

(Institute de Estudios Politicos para America Latina y Africa (I.E.P.A.L.A.). Villalar 3, Madrid 1, Espagne).

Asia-Pacific degrees

A Convention on the recognition of studies, diplomas and degrees in higher education in Asia and the Pacific has been adopted by an international conference, meeting under the auspices of Unesco in Bangkok from 12 to 16 December 1983.

This is the sixth and the last of a series of conventions approved for different parts of the world since 1974. It is designed to promote the standards of comparability and mutual recognition for higher education and degrees. Twelve countries signed the Asia-Pacific Convention in Bangkok.

Journalistes pacifistes

Le Congrès des journalistes d'Europe occidentale pour la paix et le Comité de la paix des journalistes de Finlande, réunis en octobre 1983, ont lancé un nouveau bulletin intitulé «Les journalistes pour la paix ».

Ce bulletin se propose, comme l'indique le premier numéro du 18 novembre 1983. de servir de point de contact international entre les plumes que le thème proclamé sollicite. C'est le comité finlandais qui servira de secrétariat à ce mouvement non officiel. Le bulletin peut être obtenu auprès de son secrétaire administratif: Mme Leena Paukku, Yrjönkatu 11 A, 00120 Helsinki 12. Finlande,

ACROPOLIS

Le palais des congrès et de la musique de la ville de Nice

« Acropolis », Madame Jacqueline PIETRI est l'une des trois femmes au monde au poste de Directeur Général d'un Palais des Congrès; a ses côtés : M. F. D'HEILLY, Directeur Commercial et M. G. NOUVEAU. Directeur Technique.

Nice a désormais un majestueux Palais des Congrès et de la Musique, Acropolis, répondant a la demande des congressistes qui ne pouvait, jusqu'ici, être satisfaite, Nice devient ainsi la 2ème Ville de France dans le Tourisme d'Affaires. Trois années de travaux auront été nécessaires pour mener à bien la construction d'un ensemble de tout premier ordre aux techniques d'avant-garde et dont la surface totale couvre 54.000 m^2 répartis sur cinq niveaux. Le Palais des Congrès et de la Musique a une capacité de 300 000 journées congressistes par an et peut recevoir plus de 4 500 congressistes en même temps. Le haut niveau technique de sa conception et de ses équipements font du Palais de Nice l'un des plus performants du monde. En outre, à ce centre principal vient s'ajouter le Palais des Expositions, créé en 1953, couvrant une surface de 17.000 m^2, réalisé par Jean Médecin et qui signait là les débuts prometteurs d'un complexe qui allait jouer un rôle de tout premier plan dans le domaine des congrès nationaux et internationaux. Dotée de ce double atout, Nice est l'une des seules villes au monde à offrir cette possibilité : accueillir à la fois les membres d'une profession au Palais des Congrès et l'exposition qui leur est destinée au Palais des Expositions.

Message de

Jacques Médecin le jour de l'inauguration de Acropolis, le 31 mars 1984

Le nombre de Congrès n'a cessé de progresser à Nice depuis ces dix dernières années et les nouvelles infrastructures, mises en place en parallèle avec Acropolis, font de Nice la deuxième Ville de France du Tourisme d'Affaires et l'un des premiers Centres de Congrès d'Europe, venant ainsi satisfaire une demande en continuelle expansion.
Acropolis est un événement mondial. Il va permettre la communication dans des domaines aussi variés que la culture, l'économie, la technologie et les loisirs, favorisant ainsi les échanges internationaux.
Mais cet événement est aussi le produit de l'expression dynamique de la Ville de Nice et de ses habitants; pour eux aussi. Acropolis sera un lieu d'accueil permanent.
Ensemble, nous avons vu le Palais grandir sous nos yeux, et, aujourd'hui, je vous remercie d'être venu saluer cette naissance.
Soyez les bienvenus à Acropolis !

Jacques MEDECIN
Députe-Maire de la Ville de Nice
Président ou Conseil General des A M.

De jardins en jardins

L'environnement de l'Acropolis sera totalement rénové. Les voies d'accès seront semi-piétonnes et la circulation souterraine permettra de disposer, aux abords du Palais, d'une surface de dégagement importante agrémentée de 10000 m^2 d'espaces verts et d'espaces minéraux, soit en jardins fleuris, soit en promenades piétonnières plantées d'arbres et de massifs. Boutiques de luxe, commerces et restaurants jalonneront le Palais de part et d'autre.
Le parking du Palais des Sports Jean Bouin, situé à proximité du Palais des Congrès, a une capacité d'accueil de 2 000 véhicules répartis sur 6 niveaux, ce qui facilitera ainsi l'accès à l'Acropolis. Un service régulier de transports divers joint la Place Masséna au Palais des Congrès, court trajet qui permet à chacun d'apprécier le point de vue exceptionnel qui réunit dans une même perspective: les Jardins Albert I^{er}, la Place Massena. les Jardins de l'Espace Masséna, le Square Leclerc, les jardins suspendus du Paillon et tes contreforts des collines environnantes. Ainsi, la Ville de Nice se traverse dans son axe nord-sud, de jardins en jardins.

L'Aménagement

Le parvis du Palais des Congrès est agrémenté de bassins, sur deux niveaux, encadrant le grand escalier qui mène au hall d'accueil, haut de 19m, lui-même pourvu d'escaliers monumentaux doublés d'escalators et d'ascenseurs. Les couleurs, scientifiquement étudiées pour répondre à un parfait aménagement des vastes espaces d'Acropolis, s'harmonisent dans leurs dégradés de tons : bleu, violet et rouge.

L'Espace-Congrès

Il se répartit sur 3 niveaux qui disposent, chacun, de systèmes signalétiques d'affichage à iode, destinés à l'information permanente du public.
Acropolis est également équipé d'un réseau câblé de diffusion vidéo à partir d'une régie centrale. Le réseau permet également la saisie des images et des sons depuis les différents niveaux et espaces situés dans le Palais des Congrès.

LE TRIANON PALACE VERSAILLES

Record du nombre de Séminaires reçu

A la lisière du Domaine National de Versailles, à proximité immédiate du Château et des deux « Trianons », dans un parc fleuri de 5 hectares aux arbres centenaires, fut édifie, de 1909 à 1911, par l'architecte Sergent, sur l'emplacement d'un ancien couvent de Capucins, le « Trianon Palace Hôtel ».
Sa situation unique, le luxe et le confort de ses intallations en firent, dès avant la Grande Guerre, le pôle d'une vie mondaine et raffinée.

Un mot d'histoire

Destiné à une clientèle internationale, le Trianon Palace allait bientôt - et à plusieurs reprises - jouer un rôle dans les relations internationales, devenir monument historique. Le 7 mai 1919. dans la grande salle a manger - dite aujourd'hui salle Clemenceau - eut lieu la remise solennelle par Georges Clemenceau. Wilson et Lloyd George, des conditions de la paix de Versailles, aux plénipotentiaires allemands. Une plaque de marbre commémore l'événement. La Seconde Guerre mondiale fit du Trianon Palace, en 1939-1940, le Quartier Général de la Royal Air Force, puis jusqu'en 1944, un centre d'Etat Major allemand. Il fut même question d'y installer le gouvernement dit de Vichy. En 1942, Hitler, de passage à Versailles, fit enlever la plaque rappelant la défait allemande... on la retrouva trois ans plus tard aux Invalides et elle a repris sa place au restaurant.
Depuis lors, le Trianon Palace Hôtel poursuit sa mission d'accueil raffiné et a compté parmi ses hôtes, notamment le Général Eisenhower, le Maréchal Montgomery. Rockfeller venu surveiller la réfection (en partie grâce à ses dons) des toitures du Château. Il n'est pas possible de citer !es noms des clients français illustres, ils sont trop nombreux dans le monde politique comme dans les lettres et les arts.
En juin 1982, le Trianon Palace a été entièrement réservé pour les délégations officielles des Ministres des Relations Extérieures et des Finances, participant au Sommet des pays les plus industrialisés.

Manifestations, réceptions, colloques

La proximité du « Trianon Palace - de la capitale, le calme harmonieux de son parc, sa splendide galerie et ses divers salons le rendent propice a des réceptions et manifestations de qualité. Les membres du Lion's Club et du Rotary versaillais s'y retrouvent régulièrement et de nombreuses sociétés françaises et internationales y tiennent des séminaires d'étude ou colloques.
Si Paris détient le record du nombre des Congrès reçus, Versailles, grâce au Trianon Palace détient le record du nombre de Séminaires.

J.P. Marcus
Directeur

LA LORRAINE DES CONGRES?

cela existe aussi !

Christiane Drouin
Directeur du Palais
des Congrès de Nancy

Depuis 7 ans, le nouveau Palais des Congrès de Nancy et son équipe féminine se battent pour montrer à la France entière et à l'étranger, leurs possibilités d'accueil en matière de conférences, expositions. assemblées générales, congrès nationaux et internationaux. Une trentaine de congrès importants sont réalisés chaque année dans la merveilleuse ville de Stanislas où le charme de la Place Stanislas et de son ensemble architectural du XVIIIème siècle apportent aux accompagnants, les lieux de détente nécessaire, avec aussi la gastronomie, les musées, les cristalleries et sa célèbre Mirabelle
En 1983. 100000 personnes ont fréquenté le Palais des Congrès, dont 36 700 journées-congressistes. Un beau score pour ce Palais des Congrès de province, dote de tous les perfectionnements techniques, situé au cœur de la ville et entoure d'une capacité de 2000 chambres d'hôtels.